

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK OF AMERICA EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY

Société à responsabilité limitée d'un Etat membre de la CE
Siege social : Two Park Place, Hatch Street, DUBLIN 2 - Irlande
Autorisée et réglementée par la Banque centrale d'Irlande

Succursale en France :

51 rue de La Boétie 75008 PARIS
843 444 001 RCS Paris

Rapport annuel et états financiers au 31 décembre 2025**Rapport des auditeurs indépendants à l'attention des membres de
Bank of America Europe DAC****Rapport sur l'audit des états financiers****Opinion**

A notre avis, les états financiers de Bank of America Europe DAC :

- Donnent une image fidèle des actifs et des passifs de la Société et de sa situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que du résultat de l'exercice clos à cette date ;
- ont été dûment établis conformément aux principes comptables généralement admis en Irlande (normes comptables émises par le Conseil de l'information financière (Financial Reporting Council, FRC) du Royaume-Uni, incluant la norme d'information financière 101 portant sur le cadre d'information réduit, et le droit irlandais) ; et
- ont été dûment établis conformément aux exigences de la loi 2014 sur les sociétés.

Nous avons audité les états financiers inclus dans le rapport annuel et les états financiers (le « Rapport annuel »), qui comprennent :

- L'Etat de la situation financière au 31 décembre 2025 ;
- Le compte de résultat et l'Etat du résultat global de l'exercice clos à cette date ;
- L'Etat des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ; et
- Les notes relatives aux états financiers, qui comprennent une description des méthodes comptables.

Notre avis est conforme à notre rapport remis au Comité d'audit.

Base pour l'avis

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes d'audit internationales (Irlande) (« ISA [Irlande] ») et à la loi applicable. Nos responsabilités dans le cadre des ISA (Irlande) sont plus amplement décrites dans la section sur les responsabilités des auditeurs concernant l'audit des états financiers, dans notre rapport. Nous estimons que les pièces justificatives obtenues pour l'audit sont suffisantes et appropriées pour fournir une base pour notre avis.

Indépendance

Nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société, conformément aux exigences éthiques qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Irlande, ce qui inclut les normes éthiques de l'IAASA qui s'appliquent aux entités d'intérêt public, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

A notre connaissance et en toute bonne foi, nous déclarons qu'aucun autre service interdit par les normes éthiques de l'IAASA n'a été fourni.

Hormis ceux mentionnés dans la [note 10] relative aux états financiers, nous n'avons fourni aucun service autre que d'audit à la société au cours de la période couverte par l'audit.

Notre approche pour l'audit

Vue d'ensemble

Champ d'application de l'audit

- Nous avons procédé à un audit complet des états financiers de la Société.

Points clés de l'audit

- Evaluation des prêts négociés de niveau 3 et des Prêts et avances aux clients à la juste valeur par le biais du résultat (Fair Value Through Profit and Loss, « FVTPL ») ;
- Provision pour dépréciation liée aux pertes de crédit attendues sur les prêts et avances aux clients, y compris les garanties et les engagements (IFRS 9).

Etendue

- Matérialité globale : 160 millions USD, soit environ 1 % de l'actif net.
- Matérialité des performances : 120 millions USD.

Champ d'application de notre audit

Dans le cadre de la définition de notre audit, nous avons défini l'importance et évalué les risques d'inexactitude des états financiers. En particulier, nous avons examiné les sujets sur lesquels les administrateurs ont formé des jugements subjectifs, par exemple concernant les estimations comptables importantes, qui ont nécessité d'établir des hypothèses et de considérer des événements futurs qui sont incertains de façon inhérente. Comme dans tous nos audits, nous avons également tenu compte du risque lié au fait que la direction puisse outrepasser les contrôles internes, y compris en évaluant s'il existait une preuve de partialité de la part des administrateurs représentant un risque d'inexactitude substantielle due à une fraude.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon l'évaluation professionnelle des auditeurs, étaient de la plus grande importance pour l'audit des états financiers de l'exercice en cours, et qui incluent les principaux risques évalués en matière d'inexactitude substantielle (dus ou non à une fraude) et identifiés par les auditeurs, y compris ceux qui avaient l'impact le plus important sur la stratégie d'audit globale, l'attribution de ressources dans le cadre de l'audit et la direction des efforts de l'équipe chargée des relations avec les auditeurs. Ces questions, ainsi que tous les commentaires que nous apportons aux résultats de nos procédures à cet égard, ont été abordées dans notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans la formation de notre opinion à cet égard, et nous ne fournissons pas d'avis séparé sur ces questions.

Cela ne constitue pas une liste complète de tous les risques identifiés par notre audit.

Point clé de l'audit	Comment notre audit a-t-il abordé le point clé de l'audit
<p>Evaluation des prêts négociés de niveau 3 et des Prêts et avances aux clients à la juste valeur par le biais du résultat (Fair Value Through Profit and Loss, « FVTPL »)</p> <p>Consultez la Note 2.11 « Actifs financiers – Classification et évaluation ultérieure », la Note 2.12 « Passifs financiers – classification et évaluation ultérieure », la Note 2.13 « Evaluation de la juste valeur », la Note 2.18 « Actifs et passifs détenus à des fins de transaction », toutes figurant dans la Note 2 « Principales méthodes comptables », ainsi que la Note 3 (b) « Evaluation des instruments financiers » de la Note 3 « Estimations et jugements comptables critiques », la Note 17 « Actifs détenus à des fins de transaction », la Note 20 « Prêts et avances aux clients » et la Note 42 « Evaluation de la juste valeur ».</p> <p>Les prêts de niveau 3 de la Société comprennent des Prêts négociés d'un montant de 574 millions USD et des Prêts et avances aux clients d'un montant de 243 millions USD (« Prêts de niveau 3 »). Ces Prêts de niveau 3, qui comprennent des créances en difficulté et des titres hypothécaires, sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.</p>	<p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat. Ceci comprenait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les contrôles indépendants de vérification des prix, y compris l'évaluation des sources de tarification tierces utilisées ; et • Faire appel à nos experts en évaluation pour examiner les contrôles relatifs à la validation et à l'approbation des modèles. <p>En outre, nous avons procédé à des vérifications de fond, qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyser le portefeuille d'instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat afin d'identifier ceux présentant un risque accru d'anomalie significative ; et • Faire appel à nos experts en évaluation pour réévaluer un échantillon d'instruments à l'aide de nos propres modèles et, dans la mesure du possible, d'informations de tarification provenant de sources indépendantes. Pour les échantillons pour lesquels nous avons utilisé les données fournies par la direction afin de réévaluer

L'estimation de la juste valeur de ces instruments repose principalement sur des modèles d'actualisation des flux de trésorerie, qui font appel à des hypothèses discrétionnaires lorsque les données de marché disponibles sont limitées.

Nous avons estimé qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit, car la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des Prêts de niveau 3 est de nature subjective et repose sur des hypothèses qui font largement appel au jugement.

Provision pour dépréciation liée aux pertes de crédit attendues sur les prêts et avances aux clients, y compris les garanties et les engagements (IFRS 9)

Consultez la Note 2.14 « Dépréciation des actifs financiers » de la Note 2 « Principales méthodes comptables », la Note 3 (a) « Dépréciation des instruments financiers » de la Note 3 « Estimations et jugements comptables critiques », la Note 14 « Provision pour perte sur prêts » et la Note 41 b. « Risque de crédit » de la Note 41 « Gestion des risques ».

Conformément à la norme IFRS 9, la Société comptabilise les pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses, « ECL ») pour les instruments classés au coût amorti. Il s'agit notamment des prêts et avances aux clients, y compris les garanties et engagements connexes.

Au 31 décembre 2025, une provision pour dépréciation de 292 millions USD avait été comptabilisée dans les états financiers au titre des prêts et avances aux clients, y compris les garanties et engagements connexes. Ce montant se composait de 225 millions USD d'ECL basées sur des modèles et de 70 millions USD provenant d'ajustements discrétionnaires.

L'estimation des pertes de crédit attendues est un processus complexe qui nécessite l'utilisation d'un jugement et d'estimations. Le processus consiste à élaborer des modèles statistiques conformes aux exigences de la norme IFRS 9 et à déterminer à quel moment il y a eu une augmentation significative du risque de crédit.

Nous avons estimé qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit en raison du niveau de jugement plus élevé requis de la part de la direction dans les deux domaines suivants :

1. La prise en compte et la sélection de scénarios macroéconomiques appropriés (« informations prospectives ») ainsi que les pondérations de probabilité qui leur sont associées, qui constituent un élément clé de l'estimation et un facteur déterminant les ECL globales.

2. Les ajustements des résultats des ECL basés sur des modèles sont comptabilisés afin de tenir compte des limitations connues du modèle ou des données relatives à la dépréciation et/ou des risques émergents ou non modélisés. Ceux-ci sont décrits comme des réserves qualitatives ou des ajustements discrétionnaires, et ces ajustements sont, par nature, intrinsèquement incertains et reposent largement sur une appréciation subjective.

les instruments, nous avons évalué le caractère raisonnable des données utilisées.

- Nous avons réexaminé le processus de VIP mis en place par la direction en établissant une fourchette d'estimations indépendantes afin de la comparer à la fourchette d'incertitude de l'évaluation (Valuation Uncertainty Range, « VUR ») de la VIP de la direction pour un échantillon de positions.

Nous avons conclu que l'évaluation des Prêts de niveau 3 se situait notablement dans une fourchette acceptable d'estimations raisonnables.

Contrôles

- Nous avons acquis une bonne compréhension du processus global de dépréciation, y compris les contrôles clés, les modèles de dépréciation utilisés et les hypothèses sous-jacentes ;
- Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles clés dans les processus liés aux ECL, y compris ceux qui concernent les jugements clés et les estimations.

Informations prospectives

- Nous avons examiné le caractère raisonnable de l'élaboration, de la sélection et de la pondération des scénarios macroéconomiques par la direction. Nous avons remis en question et évalué le caractère raisonnable des hypothèses significatives qui sous-tendent les scénarios économiques de la direction, à savoir le taux de chômage, le PIB et les écarts de rendement des obligations à haut rendement des marchés développés de l'UE, en les comparant à des prévisions économiques indépendantes et vérifiables, à l'aide d'un certain nombre de données externes. Nous avons évalué l'impact global des facteurs macroéconomiques sur les ECL. Cette évaluation a examiné la sensibilité des ECL aux variations de la pondération en fonction de la gravité et de la probabilité des prévisions économiques.

Réserve qualitative

- Nous avons évalué le bien-fondé conceptuel des réserves qualitatives significatives (« provision ») en examinant de manière critique le raisonnement et la méthodologie de la direction, y compris les limitations et/ou les risques auxquels la provision vise à remédier. Nous avons inspecté la méthode de calcul des provisions et avons vérifié, sur la base d'un échantillon, l'exhaustivité et l'exactitude des données clés utilisées dans le calcul. Nous avons remis en cause l'exhaustivité et le caractère raisonnable de la provision.

Bien-fondé conceptuel

- Nous avons effectué une évaluation des risques portant sur les modèles utilisés dans le calcul des ECL afin de déterminer les modèles à tester et la nature des tests requis pour chacun d'entre eux. Nous avons fait appel à des spécialistes en modélisation de crédit pour nous aider à évaluer le bien-fondé conceptuel des modèles en vérifiant les hypothèses, les données d'entrée et les formules des modèles ;
- Nous avons évalué les activités de validation et de suivi des modèles menées au cours de la période, et avons examiné les impacts potentiels découlant des résultats de ces tests ; et
- Nous avons exécuté à nouveau les calculs de modèle par échantillonnage.

Augmentation significative du risque de crédit (Significant Increase in Credit Risk, « SICR »)

- Nous avons évalué la pertinence et l'exhaustivité des critères de déclenchement de SICR définis par la direction et avons réexécuté les principaux aspects du calcul du stade.
- Pour certains prêts performants, nous avons examiné de manière approfondie, en nous référant à la documentation sous-jacente et en menant des entretiens avec la direction, si les critères de déclenchement justifiaient une classification en créances dépréciées étaient réunis.

Rétrospective globale

- Nous avons effectué une évaluation globale des niveaux de provision au titre des ECL par étape de la norme IFRS 9 afin de déterminer s'ils étaient raisonnables, en tenant compte de la qualité de crédit globale des portefeuilles, du profil de risque, des pratiques de gestion du risque de crédit et du contexte macroéconomique, en tenant compte des tendances observées dans l'économie et des secteurs dans lesquels la Société est présente. Nous avons procédé à des analyses comparatives entre pairs, lorsque cela était possible, afin d'évaluer le stade global et les niveaux de couverture de la provision.

Divulgaration

- Nous avons évalué la pertinence des divulgations et des méthodes comptables utilisées dans les états financiers.

Sur la base des preuves obtenues dans le cadre des procédures énumérées ci-dessus, nous considérons que l'estimation des pertes de crédit attendues selon la norme IFRS 9 se situe dans une fourchette acceptable d'estimations raisonnables.

Comment avons-nous personnalisé le champ d'application de l'audit

Nous avons personnalisé le champ d'application de l'audit de manière à nous assurer que nous réalisons suffisamment de travail pour pouvoir donner un avis sur les états financiers dans l'ensemble, en tenant compte de la structure de la Société, des processus comptables et des contrôles, ainsi que de l'industrie où elle opère.

La Société est organisée en deux secteurs opérationnels : Services bancaires mondiaux (Global Banking) et Marchés mondiaux (Global Markets), et compte onze succursales en Europe. Les activités de la Société sont soutenues par les centres de services partagés en Irlande et au Royaume-Uni. Nous avons acquis une compréhension globale des principaux processus qui sous-tendent les bilans importants, les catégories de transactions et les divulgations fournies dans les états financiers de la Société. Nous avons ensuite déterminé la nature des travaux qui devaient être effectués par nos soins ou par d'autres [cabinets du réseau PwC] agissant sous notre direction. Cela signifie que certains processus opérationnels essentiels au reporting financier sont menés en dehors de l'Irlande. [Le territoire étranger le plus important est le Royaume-Uni.]

Lors de la définition de l'approche globale de l'audit, nous avons déterminé la nature des travaux devant être effectués sur chaque poste des états financiers, que ce soit par nos soins ou par d'autres [cabinets du réseau PwC]. Lorsque les travaux ont été effectués par d'autres [cabinets du réseau PwC], nous avons déterminé le degré d'implication dont nous avons besoin dans leurs travaux d'audit afin de pouvoir conclure si des preuves suffisantes avaient été obtenues pour étayer notre opinion sur les états financiers dans leur ensemble.

La nature, le délai et la portée des travaux qui ont un impact sur l'avis de l'audit ont été déterminés et surveillés en Irlande. Lorsque les travaux ont été réalisés par d'autres [cabinets du réseau PwC], notre implication dans ces travaux a consisté en des réunions entre les auditeurs chargés des différents volets et les membres senior des équipes d'audit, en un examen des résultats de leurs procédures d'audit, y compris la nature, le calendrier et l'étendue des travaux ayant une incidence sur notre opinion d'audit, ainsi qu'en des communications fréquentes de la part de l'équipe d'audit visant à confirmer que notre plan d'audit avait été correctement mis en œuvre.

Etendue

Le champ d'application de l'audit a été influencé par le seuil de signification. Nous avons fixé un certain seuil de signification. Avec des considérations qualitatives, ce seuil nous a aidé à déterminer le champ d'application de notre audit, ainsi que la nature, le délai et l'étendue de nos procédures d'audit sur les sujets de l'état financier individuel et les publications. Il a aussi permis d'évaluer l'effet des inexactitudes, tant individuellement que globalement, des états financiers dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé le seuil de signification pour les états financiers dans leur ensemble comme suit :

Etendue générale	160 millions USD.
Comment l'avons-nous déterminé	Environ 1 % de l'actif net.
Justificatif pour référence appliqué	En tant que banque soumise à une réglementation et filiale d'un grand établissement financier, l'utilisation des actifs nets est jugée appropriée, car elle constitue le principal domaine d'intérêt de la direction et des utilisateurs des états financiers.

Nous utilisons la matérialité de la performance afin de ramener à un niveau suffisamment bas la probabilité que l'ensemble des anomalies non corrigées et non détectées dépassent la matérialité. Plus précisément, nous utilisons la matérialité de la performance pour déterminer le champ d'application de notre audit ainsi que la nature et l'étendue de notre vérification des soldes des comptes, des catégories de transactions et des divulgations, par exemple pour déterminer la taille des échantillons. Notre matérialité de la performance s'élevait à 75 % de la matérialité globale, soit 120 millions USD.

Pour déterminer la matérialité de la performance, nous avons tenu compte de plusieurs facteurs (l'historique des anomalies, l'évaluation des risques et le risque d'agrégation, ainsi que l'efficacité des contrôles) et avons conclu qu'un montant situé dans la fourchette supérieure de notre fourchette habituelle était approprié.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit de lui signaler les anomalies identifiées au cours de notre audit dont le montant dépasse 8 millions USD, ainsi que celles dont le montant est inférieur à cela mais qui, selon nous, méritaient d'être signalées pour des raisons qualitatives.

Conclusions concernant les affaires en cours

Notre étude de l'évaluation par les administrateurs de la capacité de la Société à poursuivre l'utilisation du principe de continuité de l'exploitation pour la comptabilité comprenait :

- Obtenir l'évaluation de la continuité de l'exploitation effectuée par la direction pour la période de continuité de l'exploitation de 12 mois à compter de la date à laquelle les états financiers sont approuvés pour publication (« période d'évaluation ») ;
- Réaliser une évaluation des risques afin d'identifier les facteurs susceptibles d'influencer l'évaluation de la continuité de l'exploitation ;
- Tenir compte du plan financier et des prévisions de trésorerie de la Société approuvés par le Conseil en mars 2026. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons examiné la situation financière, les performances historique et les exigences réglementaires en matière de fonds propres de la Société pour la période couverte par l'évaluation ;
- Comprendre les liquidités de la Société comme indiqué dans la Note 41 ; et
- Evaluer les prévisions de la Société pour la période couverte par l'évaluation de la continuité de l'exploitation.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des situations qui, pris individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle les états financiers sont approuvés pour publication.

Lors du contrôle des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par l'administrateur du principe de continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était appropriée.

Toutefois, étant donné qu'il n'est pas possible de prévoir tous les événements ou situations futurs, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

Nos responsabilités et les responsabilités des administrateurs en ce qui concerne la suite de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes de ce rapport.

Rapport sur d'autres informations

Les autres informations couvrent toutes les informations figurant dans le rapport annuel autres que les états financiers et notre rapport d'audit correspondant. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre avis sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'avis d'audit ou, sauf dans la mesure où le rapport le mentionne expressément, une quelconque forme de garantie à ce sujet.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ainsi, à voir si ces dernières sont substantiellement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons obtenues lors de l'audit, ou si elles semblent substantiellement erronées de toute autre manière. Si nous identifions une incohérence apparemment substantielle ou une erreur importante, nous sommes tenus d'appliquer des procédures pour conclure s'il y a une erreur substantielle dans les états financiers ou une erreur substantielle dans les autres informations. Si, sur la base des travaux que nous avons réalisés, nous concluons qu'il y a une erreur substantielle dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler sur la base de ces responsabilités.

En ce qui concerne le Rapport des administrateurs, nous avons également vérifié si les publications requises par la Loi sur les sociétés de 2014 (à l'exclusion des informations figurant dans « Etats non financiers » et dans le rapport sur le développement durable exigées par ladite loi, sur lesquels nous ne sommes pas tenus de nous prononcer) y ont été incluses.

Sur la base des responsabilités susmentionnées et de nos travaux réalisés pendant l'audit, les ISA (Irlande) et la loi 2014 sur les sociétés nous imposent également de signaler certains avis ou certaines questions décrit(e)s ci-dessous :

- A notre avis, sur la base des travaux effectués dans le cadre de l'audit, les informations fournies dans le Rapport des administrateurs (à l'exclusion des informations figurant dans « Etats non financier » et dans le rapport sur le développement durable sur lesquels nous ne sommes pas tenus de nous prononcer) pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont cohérentes avec les états financiers et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

- Sur la base des connaissances et de la compréhension de la Société et de son environnement obtenues au cours de l'audit, nous n'avons identifié aucune anomalie significative dans le Rapport des administrateurs (à l'exception des informations figurant dans « Etats non financier » et dans le rapport sur le développement durable, sur lesquels nous ne sommes pas tenus de nous prononcer).

Responsabilités concernant les états financiers et l'audit

Responsabilités des administrateurs concernant les états financiers

Comme expliqué de manière plus détaillée dans la Déclaration des responsabilités des administrateurs figurant à la page [1], les administrateurs sont chargés de l'établissement des états financiers conformément au cadre applicable et doivent s'assurer qu'ils donnent une image fidèle de la situation financière.

Les administrateurs sont également responsables de tout contrôle interne qu'ils jugeraient nécessaire en vue de permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'inexactitudes importantes, que celles-ci soient dues à une fraude ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs doivent évaluer la capacité de la société à continuer ses activités en cours, en divulguant le cas échéant les questions sur les affaires en cours et en utilisant la base comptable pour les activités en cours, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la société ou de cesser les activités, ou s'ils n'ont pas d'alternative réaliste leur permettant de le faire.

Responsabilités des auditeurs concernant l'audit des états financiers

Nos objectifs consistent à obtenir une garantie raisonnable du fait que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes substantielles, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, et à établir un rapport d'audit qui inclut notre opinion. Garantie selon laquelle le rapport d'audit possède un niveau de garantie élevé, sans toutefois garantir qu'un audit mené conformément aux ISA (Irlande) détectera toujours une inexactitude éventuelle. Des inexactitudes peuvent survenir suite à une fraude ou à une erreur, et sont considérées comme substantielles lorsqu'elles peuvent, individuellement ou ensemble, influencer raisonnablement les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont des cas de non-respect des lois et réglementations. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, afin de détecter les inexactitudes importantes concernant les irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter les irrégularités, y compris la fraude, est détaillée ci-dessous.

Sur la base de notre connaissance de la Société et du secteur, nous avons identifié comme principaux risques de non-conformité ceux liés aux violations de la législation et de la réglementation bancaires, et nous avons examiné dans quelle mesure une telle non-conformité pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. Nous avons également pris en compte les lois et réglementations ayant une incidence directe sur l'établissement des états financiers, comme la Loi sur les sociétés de 2014. Nous avons évalué les incitations et les possibilités dont dispose la direction pour manipuler frauduleusement les états financiers (y compris le risque de contournement des contrôles), et avons déterminé que les principaux risques étaient liés à la possibilité d'un biais de la part de la direction, résultant de jugements et d'hypothèses dans le cadre d'estimations comptables significatives, ainsi qu'à l'enregistrement d'écritures comptables manuelles visant à influencer les résultats.

Les procédures d'audit mises en œuvre par l'équipe chargée de la mission comprenaient :

- Les demandes d'informations adressées à la direction, y compris au directeur des risques, au responsable de la conformité, au responsable de l'audit interne et aux personnes chargées de la gouvernance, concernant tout cas avéré ou présumé de non-conformité aux lois et réglementations ou de fraude en rapport avec les états financiers ;
- L'inspection des procès-verbaux du Conseil ;
- L'inspection d'une sélection de correspondance réglementaire ;
- La remise en question des hypothèses et appréciations formulées par la direction dans le cadre de ses estimations comptables significatives ;
- L'intégration d'un élément d'imprévisibilité dans la nature, le calendrier et/ou l'étendue de nos vérifications ; et

- L'application de critères fondés sur les risques aux écritures comptables enregistrées au cours de la période d'audit afin de déterminer celles qui feront l'objet de vérification.

Les procédures d'audit décrites ci-dessus présentent des limitations inhérentes. Nous sommes moins susceptibles de prendre connaissance des cas de non-conformité aux lois et réglementations qui ne sont pas étroitement liés aux événements et transactions reflétés dans les états financiers. En outre, le risque de ne pas détecter une anomalie significative due à une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée, par exemple par le biais de falsifications ou de déclarations mensongères intentionnelles, ou encore par le biais d'une collusion.

Nos tests d'audit peuvent inclure de tester toutes les populations pour certaines transactions et certains soldes, éventuellement à l'aide de techniques d'audit de données. Toutefois, cela implique généralement de sélectionner un nombre limité d'éléments à tester plutôt que de tester des populations complètes. Nous essayons souvent de cibler des éléments particuliers à tester en fonction de leur taille ou des caractéristiques de risque. Dans d'autres cas, nous utilisons l'échantillonnage d'audit pour nous permettre de tirer des conclusions sur la population à partir de laquelle l'échantillon est sélectionné.

Vous trouverez une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers sur le site Web de l'IAASA à l'adresse : https://iaasa.ie/wp-content/uploads/docs/media/IAASA/Documents/audit-standards/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf. Cette description fait partie intégrante du rapport d'audit.

Utilisation de ce rapport

Le présent rapport, y compris les opinions, ont été préparés exclusivement pour les membres de la société, et tant qu'entité, conformément à la section 391 de la Companies Act 2014 et à aucune autre fin. Nous déclinons toute responsabilité relative à l'utilisation du présent rapport pour toute autre finalité ou pour toute divulgation à un tiers qui pourrait en prendre connaissance ou possession, excepté si nous avons rédigé une autorisation écrite.

Autres rapports requis

Opinion sur les autres éléments indiqués par la loi 2014 sur les sociétés

- Nous avons reçu l'ensemble des informations et des explications que nous considérons nécessaires à notre audit.
- A notre avis, les registres comptables de la Société étaient suffisants pour permettre un audit correct des états financiers.
- Les états financiers concordent avec les registres comptables.

Autres rapports d'exception

Rémunération et transactions des administrateurs

La loi 2014 sur les sociétés exige que nous établissions un rapport si, à notre avis, certaines divulgations de la rémunération et des transactions des administrateurs prévues par les sections 305 à 312 de la loi n'ont pas été produites. Aucune irrégularité à signaler à ce niveau.

Etat non financier de l'exercice financier précédent

Nous sommes tenus de signaler si la Société n'a pas fourni les informations requises par les articles 5(2) à 5(7) du Règlement de 2017 de l'Union européenne (relatif à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par de grandes entreprises et de grands groupes) pour l'exercice précédent. Rien à signaler à ce niveau.

Nomination

Nous avons été nommés par les administrateurs le 29 mai 2025 afin d'effectuer un audit des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 et pour les périodes financières suivantes. C'est donc notre première année d'engagement sans interruption.

Fidelma Boyce
pour et au nom de PricewaterhouseCoopers
Experts comptables et commissaires aux comptes
Dublin
13 mars 2026

COMPTE DE RESULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

	Remarque	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Intérêts et produits assimilés		2 977	3 497
Intérêts à payer et frais similaires		(1 965)	(2 264)
PRODUITS NETS D'INTERETS	4	1 012	1 233
Produits des honoraires et commissions		678	518
Charges des honoraires et commissions		(24)	(50)
PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS	5	654	468
Revenu net de négociation	6	483	273
Gains nets sur les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat	6	214	183
Autres produits du résultat d'exploitation	7	954	1 104
RESULTAT D'EXPLOITATION TOTAL		3 317	3 261
Frais de personnel	8	(713)	(623)
Dépréciation et amortissement	22,23	(36)	(34)
Autres charges d'exploitation	9	(869)	(753)
Dépréciation pour pertes de crédit	14	(72)	(90)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(1 690)	(1 500)
RESULTAT DES ACTIVITES COURANTES AVANT IMPOTS		1 627	1 761
Impôt sur les résultats des activités courantes	13	(347)	(432)
BENEFICE DE L'EXERCICE FINANCIER		1 280	1 329

Aucune activité abandonnée au cours de l'année.

Les notes figurant aux pages 91 à 194 font partie intégrante de ces états financiers.

COMPTE DE RESULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Bénéfice de l'exercice financier	1 280	1 329
Autre élément du résultat global / (charge) :		
Eléments qui seront reclassés dans le compte de résultat :		
Ecart de change	80	(37)
Mouvement en juste valeur des obligations non garanties à la FVOCI	1	(1)
Postes qui ne seront pas reclassés en profit ou en perte :		
Remesure de l'obligation de prestations définies (note 34)	14	1
Transfert de l'impôt différé relatif au déficit de retraite	(3)	—
	92	(37)
Résultat global total de l'exercice financier	1 372	1 292

Les notes figurant aux pages 91 à 194 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2026

	Remarque	2025 Millions USD	2024 Millions USD
ACTIFS			
Liquidités détenues auprès des banques centrales	15	23 923	23 077
Accords de prise en pension	16	24 817	12 638
Actifs détenus à des fins de transactions	17	1 555	1 525
Instruments financiers dérivés	42	4 750	2 931
Créances commerciales et autres créances	18	1 994	2 056
Prêts et avances aux banques	19	9 782	8 444
Prêts et avances aux clients	20	35 715	32 278
Titres de placement	21	2 391	2 207
Créance fiscale actuelle	13	57	22
Immobilisations corporelles	22	39	42
Droit d'utilisation des actifs	23	82	77
Impôts différés actifs bruts	24	102	84
Autres actifs	25	84	73
TOTAL DES ACTIFS		105 291	85 454
PASSIFS			
Dépôts par des banques	26	26 694	15 743
Dépôts par des clients	27	50 622	46 008
Prise en pension	28	144	128
Dettes commerciales et autres dettes	29	1 622	1 565
Titres de créance	30	1 228	1 176
Instruments financiers dérivés	42	5 898	3 809
Passifs financiers désignés à la juste valeur	42	808	238
Autres passifs	31	407	328
Comptes de régularisation	32	177	152
Provisions pour passifs et engagements	33	171	132
Impôt courant à payer	13	28	63
Obligations au titre des prestations de retraite	34	93	85
TOTAL DES PASSIFS		87 892	69 427
CAPITAL ET RESERVES			
Capital social émis	35	32	32
Compte de primes d'émission	36	9 061	9 061
Autres réserves	36	119	38
Compte de résultat		8 187	6 896
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		17 399	16 027
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		105 291	85 454

Les états financiers ont été approuvés et approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 13 mars 2026.

A. Jancic
Administrateur

J.H.R. Lee
Administrateur

P.M. Donofrio
Administrateur

S. McGuinness
au nom et pour le compte de Merrill
Lynch Corporate Services Limited
Secrétaire de la société

Les notes figurant aux pages 91 à 194 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

	Capital social appelé Millions USD	Compte de primes d'émission Millions USD	Autres réserves Millions USD	Compte de résultat Millions USD	Total des capitaux propres Millions USD
Au 1 ^{er} janvier 2025	32	9 061	38	6 896	16 027
Résultat global de l'exercice					
Bénéfices de l'exercice	—	—	—	1 280	1 280
Autre élément du résultat global de l'exercice					
Ecart de change	—	—	80	—	80
Mouvement en juste valeur des titres de créance à la FVOCI	—	—	1	—	1
Gain actuariel relatif aux régimes de retraite (net d'impôt différé)	—	—	—	11	11
Résultat global total de l'exercice	—	—	81	1 291	1 372
Refacturation des frais de paiement basés sur la part du groupe	—	—	—	(90)	(90)
Paiements du groupe fondés sur des actions	—	—	—	90	90
Au 31 décembre 2025	32	9 061	119	8 187	17 399
Au 1 ^{er} janvier 2024	32	9 061	76	5 562	14 731
Résultat global de l'exercice					
Bénéfices de l'exercice	—	—	—	1 329	1 329
Autre élément du résultat global/(charge) de l'exercice					
Ecart de change	—	—	(37)	—	(37)
Mouvement en juste valeur des titres de créance à la FVOCI	—	—	(1)	—	(1)
Gain actuariel relatif aux régimes de retraite (net d'impôt différé)	—	—	—	1	1
Résultat global total de l'exercice	—	—	(38)	1 330	1 292
Refacturation des frais de paiement basés sur la part du groupe	—	—	—	(85)	(85)
Paiements du groupe fondés sur des actions	—	—	—	89	89
Au 31 décembre 2024	32	9 061	38	6 896	16 027

Les notes figurant aux pages 91 à 194 font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES ACCOMPAGNANT LES ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

1. Informations générales sur la Société

La Société est une société exerçant des activités désignées ; elle est constituée et a son siège social en République d'Irlande et dispose de succursales au Royaume-Uni, en Belgique, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Espagne, en Suède et en Suisse, en plus de son siège social en Irlande. La Société est une filiale de BANA, société constituée dans le Delaware, et de sa société mère ultime, Bank of America Corporation (BAC), constituée en vertu des lois de l'Etat du Delaware aux Etats-Unis d'Amérique.

La Société est un établissement de crédit agréé en République d'Irlande, opérant sous la surveillance réglementaire de la CBI et de la BCE. La Société propose un large éventail de services financiers et s'inscrit dans les opérations de marché et dans les services bancaires et financiers mondiaux de BAC dans les régions Europe et Moyen-Orient et Afrique (Europe, the Middle East and Africa, « EMEA »). Parmi ses clients figurent principalement des grands groupes multinationaux, des institutions financières, des gouvernements et des entités gouvernementales. La Société est en mesure de traiter avec des clients provenant du monde entier et de réaliser des transactions dans l'Espace économique européen (« EEE ») et autres marchés appartenant à la région EMEA.

En plus de services financiers, la Société a, durant l'année, proposé des services de soutien aux autres sociétés du groupe BAC de la région EMEA. Les services fournis comprennent notamment le soutien informatique (« IT ») et opérationnel, le soutien administratif et ressources humaines (« RH ») et les services immobiliers.

BAC est la société mère du plus grand groupe et du plus petit groupe de la Société, pour laquelle les états financiers du groupe sont préparés. Des exemplaires des états financiers consolidés de BAC peuvent être obtenus sur l'un des sites Web suivants : <http://investor.bankofamerica.com> ou www.sec.gov/.

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en Irlande, y compris la norme comptable FRS 101 « Cadre de réduction des informations à fournir » (« FRS 101 ») et au droit irlandais.

La norme FRS 101 définit les exemptions en matière de divulgation pour les états financiers individuels des entités éligibles qui appliquent par ailleurs les dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la divulgation d'informations financières prévues par les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, IFRS) adoptées par l'Union européenne (« IFRS adoptées par l'UE »). Les références aux normes comptables figurant dans ces états financiers renvoient donc aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, « IFRS ») et aux normes comptables internationales (International Accounting Standards, « IAS ») telles qu'adoptées par l'UE.

La préparation des états financiers conformément à la norme FRS 101 requiert d'utiliser certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle fasse preuve de discernement dans le cadre du processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines supposant un plus haut degré d'appréciation ou présentant une plus grande complexité, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations présentent une incidence importante sur les états financiers sont indiqués dans la note 3.

Principe d'évaluation

Les états financiers ont été établis selon le principe du coût historique, conformément à la Loi sur les sociétés de 2014, modifié pour inclure l'évaluation de certains actifs et passifs financiers à la juste valeur, dans la mesure où cela est requis ou autorisé.

Les états financiers sont présentés en dollars américains, qui est également la devise fonctionnelle de la Société, et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche, sauf indication contraire. Les transactions en devise sont converties en devise fonctionnelle en utilisant les taux de change applicables aux dates des transactions.

Continuité

Lors de l'établissement des états financiers de la Société, les Administrateurs sont tenus d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, et de divulguer, le cas échéant, des informations relatives à la continuité de l'exploitation et à l'application du principe de continuité de l'exploitation. Les Administrateurs ont de bonnes raisons de penser, au vu des résultats actuels et prévisionnels, ainsi que de la situation en matière de fonds propre et de liquidités, que la Société poursuivra ses activités pendant une période d'au moins 12 mois à compter de la date d'approbation du rapport annuel et des états financiers. Les Administrateurs n'ont connaissance d'aucune incertitude importante susceptible de jeter un doute significatif sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant au moins cette période de 12 mois. Les états financiers ont donc été préparés selon le principe de continuité. Les divulgations concernant le risque de liquidité et la gestion du capital sont présentées dans la note 41.

Ces Etats financiers ont été approuvés et approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 13 mars 2026.

Exemptions de divulgation

La Société a tiré parti du cadre d'information réduit suivant, prévu par la norme FRS 101 et concernant :

- Les dispositions des paragraphes 45(b) et 46 à 52 de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- Les dispositions de la deuxième phrase du paragraphe 110 et des paragraphes 113(a), 114, 115, 118, 119(a) à (c), 120 à 127 et 129 de la norme IFRS 15 « Produits tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- Les dispositions des paragraphes 10(d), 10(f), 16, 38A, 38B, 38C, 38D, 40A, 40B, 40C, 40D, 111 de la norme IAS 1 ;
- Les dispositions :
 - (i) des paragraphes 1 à 44E, 44H(b)(ii) et 45 à 63 de la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » ; et
 - (ii) des paragraphes 44F, 44G, 44H(a), 44H(b)(i), 44H(b)(iii) et 44H(c) de la norme IAS 7 ;
- Les dispositions des paragraphes 30 et 31 de la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » ;
- Les dispositions des paragraphes 17 et 18A de la norme IAS 24 « Informations relatives aux parties liées ».

2. METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les principales règles comptables appliquées de façon constante tout au long de l'exercice actuel et antérieur, sont présentées ci-dessous.

2.1 NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIEES ADOPTEES PAR LA SOCIETE

Au cours de l'exercice, la Société a appliqué un certain nombre de modifications apportées aux normes comptables IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (International Accounting Standards Board, IASB), dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 ; toutefois, leur adoption n'a eu aucun impact significatif sur les divulgations ou sur les montants présentés dans ces états financiers.

Norme publiée mais non encore en vigueur

Modifications proposées de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » et de la norme IFRS 7 « Divulgations d'information sur les instruments financiers »

Dans le cadre des modifications proposées aux normes IFRS 9 et IFRS 7, l'IASB a publié des indications supplémentaires quand un passif financier réglé au moyen d'un système de paiement électronique peut être considéré comme libéré avant la date de règlement, ainsi que des indications sur l'évaluation des caractéristiques de flux de trésorerie incertains. Ces modifications apportées aux normes IFRS 9 et IFRS 7 s'appliqueront de manière rétrospective, et la Société ne s'attend pas à ce qu'elles aient un impact significatif sur ses états financiers.

Présentation et divulgation IFRS 18 dans les états financiers

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplace la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

L'IFRS 18 introduit de nouvelles exigences de présentation dans l'état des profits et pertes, y compris les totaux et sous-totaux spécifiés. La société a fait usage de l'exemption prévue par la norme FRS 101 pour ne pas communiquer d'informations sur l'impact futur de ces nouvelles exigences.

Informations comparatives

La Société a apporté des modifications à la présentation dans l'Etat de la situation financière et certaines notes relatives aux Etats financiers afin d'améliorer la communication d'informations et la transparence. Les informations comparatives correspondantes pour 2024 ont également été présentées à nouveau afin d'améliorer la transparence des informations fournies. Ces modifications sont les suivantes :

- Les Créances sur frais et commissions ont été déplacées de « Autres actifs » (Note 25) à « Créances commerciales et autres créances » (Note 18) ;
- Les Créances/Dettes envers les entreprises du groupe ont été déplacées de « Autres actifs » (Note 25) / « Autres passifs » (Note 31) à « Créances commerciales et autres créances » (Note 18) et « Dettes commerciales et autres dettes » (Note 29) ;
- Les « Créances/Dettes fiscales courantes » et la « Provision pour perte sur prêts » relatives aux garanties et engagements financiers (désormais inclus dans « Provisions pour passifs et engagements ») ont été déplacées de « Autres actifs » (Note 25) / « Autres passifs » (Note 31) vers les postes individuels des états financiers sur l'Etat de la situation financière ;

- Note 6 - Les Evaluations à la valeur de marché des CDS ont été reclassées cette année dans « Produits nets des opérations de négociation » alors qu'elles figuraient l'année précédente dans « Gains nets provenant d'autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat » ;
- Note 13 - Impôt sur le résultat des activités courantes : la présentation de l'année précédente a été mise à jour afin de présenter les ajustements fiscaux de l'exercice précédent séparément des charges fiscales courantes. La modification a été apportée afin d'améliorer la clarté et la cohérence des informations fiscales.
- Note 14 - Provision pour pertes sur prêts : les positions Actifs dépréciés acquis ou générés (Purchase or Originated Credit Impaired, POCl) sont présentées séparément dans les tableaux de mouvement ;
- Note 41 - Gestion des risques - Communication d'informations relatives au risque de crédit : mise à jour de l'analyse de la qualité de crédit pour les expositions évaluées uniquement au coût amorti.

2.2 DEVISES

a. Transactions et soldes

Les transactions en devise sont converties en devise fonctionnelle en utilisant les taux de change applicables aux dates des transactions. Les gains et pertes sur le marché des changes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères dans la devise fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture sont généralement comptabilisés dans Produits nets des opérations de négociation du compte de résultat.

Pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global (Fair Value through Other Comprehensive Income, FVOCI), les gains et pertes sur le marché des changes sont comptabilisés en résultat de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti.

Les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat (Fair Value through Profit or Loss, « FVPL ») sont comptabilisés dans Produits nets des opérations de négociation du compte de résultat, au titre des gains ou pertes liés à la juste valeur.

Les actifs et passifs non monétaires en devise qui ne sont pas mesurés à la juste valeur ne sont pas convertis à nouveau par la suite pour les mouvements aux taux de change applicables.

b. Succursales

Les résultats et la situation financière des succursales qui ont une devise fonctionnelle différente du dollar américain sont traduits comme suit :

- au cours de l'année, les revenus et les dépenses qui ne sont pas dans la devise fonctionnelle de la succursale sont convertis dans le compte de résultat de la succursale au taux de change à la date de la transaction, dans la devise de déclaration de la succursale ;
- A la fin de l'exercice, les actifs et passifs figurant sur l'état de la situation financière de la succursale sont convertis, au taux de change en vigueur à la date de clôture, dans la devise de déclaration du siège social ; et
- les différences de conversion qui en résultent sont comptabilisées dans l'état des autres éléments du résultat global.

2.3 PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

a. Coût amorti et taux d'intérêt effectif (TIE)

Le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier correspond au montant auquel l'actif financier ou le passif financier est évalué lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé selon la méthode du TIE de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance et, pour les actifs financiers, ajusté pour tenir compte de toute provision pour pertes de crédit attendues.

Le TIE est le taux qui actualise exactement les recettes ou les paiements futurs estimés sur toute la durée de vie prévue de l'actif financier ou du passif financier, pour les ramener à la valeur comptable brute d'un actif financier (c'est-à-dire le coût amorti avant toute provision pour dépréciation) ou au coût amorti d'un passif financier.

Lors du calcul du TIE pour les instruments financiers, la Société estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, mais ne prend pas en compte les pertes de crédit attendues.

Le calcul du TIE tient compte de tous les montants reçus ou versés par la Société qui font partie intégrante du rendement global, des coûts de transaction supplémentaires directs liés à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier, ainsi que de toutes les autres primes ou escomptes.

b. Calcul des revenus et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts liés à tous les instruments financiers évalués au coût amorti ou à la FVOCI sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice, en utilisant la méthode du TIE.

Le TIE s'applique à la valeur comptable brute de l'actif financier (pour les actifs qui ne présentent pas de dépréciation de crédit) ou au coût amorti du passif.

Les revenus et charges d'intérêts sur tous les actifs et passifs de transaction, et les autres instruments financiers évalués à la FVPL, sont comptabilisés en utilisant le taux d'intérêt contractuel dans les bénéfices nets de transaction et le résultat net sur les autres instruments financiers à la FVPL, respectivement.

c. Présentation

Les produits d'intérêts présentés dans le compte de résultat comprennent :

- Intérêts sur les actifs financiers évalués au coût amorti
- Intérêts sur les titres de créance évalués à la FVOCI
- Intérêts sur les créances au titre des contrats de location-financement

Les charges d'intérêts présentées dans le compte de résultat comprennent :

- Intérêts sur les passifs financiers comptabilisés au coût amorti
- Charges d'intérêts sur les passifs liés aux contrats de location

Produits et charges d'intérêts sur l'ensemble :

- Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction (note 2.18 ci-dessous) sont présentés dans Produits nets des opérations de négociation ; et
- Les autres actifs et passifs financiers évalués à la FVPL sont présentés dans Produits nets d'autres instruments financiers évalués à la FVPL.

2.4 PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS**a) Honoraires liés aux services bancaires d'investissement**

Le résultat de la banque d'investissement comprend notamment les revenus tirés du service d'évaluation des risques, des services de conseil financier et les revenus tirés des frais de syndication. La Société comptabilise les revenus des contrats avec les clients selon l'IFRS 15. Les produits provenant des commissions de syndication correspondent aux commissions perçues en tant qu'agent ou prêteur principal, chargé de structurer, d'organiser et de gérer une syndication de prêt. Le chiffre d'affaires est généralement comptabilisé une fois la transaction finalisée, que tous les services ont été fournis et que la Société n'a conservé aucune partie de l'avance pour elle-même ou, si elle en a conservé une partie, elle l'a fait au même TIE que les autres participants.

Les services de conseil financier consistent en des honoraires gagnés pour aider les clients dans le cadre d'opérations liées à des fusions et acquisitions et à des restructurations financières. Les revenus varient en fonction de la taille et du nombre de services exécutés pour chaque contrat et sont généralement subordonnés à la réussite de la transaction. Les produits sont généralement constatés une fois la transaction terminée et tous les services rendus. De plus, la Société peut gagner des frais fixes dans les opérations de fusion et d'acquisition afin de fournir un avis d'équité, les frais étant constatés lorsque l'avis est remis au client.

La Société a appliqué l'expédient prévu par la norme IFRS 15 et n'a pas indiqué la valeur des obligations de performance non encore exécutées au 31 décembre 2025, car ses contrats avec les clients prévoient généralement une durée fixe inférieure à un an, une durée ouverte assortie d'un délai de résiliation inférieur à un an, ou des dispositions lui permettant de comptabiliser les produits à hauteur du montant qu'elle est en droit de facturer.

b) Revenus de cartes de crédit

Les revenus de carte comprennent les frais annuels, les frais de retard et les frais de dépassement de limite, ainsi que les interchanges, les avances en espèces et autres éléments divers provenant des transactions par carte de crédit et de débit et du traitement des transactions par carte pour les commerçants. Les frais d'interchange sont comptabilisés lors du règlement des transactions de paiement par carte de crédit et de débit et sont généralement déterminés sur une base de pourcentage pour les cartes de crédit et des taux fixes pour les cartes de débit basés sur les taux du réseau de paiement correspondant. La quasi-totalité des frais de carte sont comptabilisés à la date de transaction.

c) Frais de service

Les frais de service comprennent les frais de dépôt et de prêt. Les frais liés aux dépôts sont des frais gagnés sur les activités de dépôt commercial et sont généralement comptabilisés lorsque les transactions ont lieu ou lorsque le service est exécuté. Les frais liés aux dépôts commerciaux proviennent de l'activité Paiements et solutions mondiaux (Global Payments and Solutions)

de la Société et comprennent les services de gestion des dépôts commerciaux et de trésorerie, y compris la tenue de compte, les frais de traite à l'étranger et d'autres services, tels que la gestion de la paie, les comptes de transfert automatique et d'autres services de gestion de la trésorerie.

Les frais liés aux prêts représentent généralement les frais transactionnels gagnés à partir de certains engagements de prêt et garanties financières. Les frais de facilité de prêt et d'arrangement sont reportés et comptabilisés sur la durée de vie de la facilité, lorsqu'il n'est pas considéré comme probable qu'il y ait un prêt résultant par la Société. En ce qui concerne un engagement de prêt pour lequel des frais sont facturés et perçus a posteriori sur la base du montant du crédit disponible non utilisé, ces frais sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis.

2.5 RESULTAT NET DE NEGOCIATION

Les revenus nets de négociation intègrent les bénéfices et les pertes encourus par l'achat et la vente d'instruments détenus à des fins de transaction, et par leur réévaluation à la juste valeur. Les revenus d'intérêts et de dividendes générés par ces instruments sont également présentés dans le résultat net de négociation. Le résultat net de négociation comprend les gains et pertes sur les instruments dérivés utilisés dans les activités de négociation ainsi que les instruments dérivés détenus dans le but de couvrir l'exposition au marché des changes et toute différence de change associée sur les instruments de la Société sur le marché des changes.

2.6 GAINS NETS/(PERTES) PROVENANT D'AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RESULTAT

Les gains/pertes nets provenant d'autres instruments financiers évalués à la FVPL concernent les actifs et passifs financiers désignés comme évalués à la FVPL, les actifs et passifs hors portefeuille de négociation qui doivent obligatoirement être évalués à la FVPL, ainsi que certains instruments dérivés utilisés pour gérer le risque de crédit lié à ces actifs et passifs. Le résultat net inclut les variations de juste valeur, les intérêts et les dividendes.

2.7 RESULTAT LIE AUX PRESTATIONS DE SERVICES

Les revenus des frais de service consistent en des frais versés aux sociétés affiliées pour rémunérer la Société pour les services fournis ou pour rembourser la Société pour les dépenses engagées. Les produits tirés des frais de service sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les transactions ont eu lieu ou au fur et à mesure de la fourniture du service, et sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation.

2.8 IMPOT SUR LE REVENU

La charge d'impôt sur le revenu comprend à la fois l'impôt courant et l'impôt différé ; elle est comptabilisée dans le compte de résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des produits comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les OCI. En vertu d'une exemption obligatoire temporaire de la comptabilisation des impôts différés pour les effets de l'impôt supplémentaire du Pilier deux. Au lieu de cela, tout impôt supplémentaire dû est comptabilisé en charge d'impôt courant au cours de la période où le passif prend naissance.

(a) Impôt courant

L'impôt courant comprend l'impôt à payer ou à recevoir prévu sur le revenu ou la perte imposable de l'exercice, ainsi que tout ajustement de l'impôt à payer ou à recevoir au titre des exercices antérieurs. Le montant de l'impôt à payer ou à recevoir correspond à la meilleure estimation du montant de l'impôt à payer ou à recevoir, en tenant compte des incertitudes éventuelles liées à l'impôt sur le revenu. Il est calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt courant ne sont compensés que si les critères requis sont remplis.

(b) Impôt différé

Les impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant dans les états financiers et leurs bases fiscales correspondantes, conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le revenu ».

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductives, des déficits fiscaux non utilisés et des crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles pour permettre leur utilisation. L'estimation des bénéfices imposables futurs repose principalement sur la reprise prévue des différences temporaires imposables. Lorsque ceux-ci ne suffisent pas à justifier une comptabilisation intégrale, des bénéfices imposables supplémentaires sont pris en compte, ajustés en fonction de l'inversion des différences temporaires existantes et fondés sur les plans d'affaires approuvés de la Société.

Les actifs d'impôts différés qui n'ont pas été comptabilisés font l'objet d'une réévaluation à chaque date de clôture et seront comptabilisés lorsqu'il devient probable que des bénéfices imposables futurs suffisants seront disponibles. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés font l'objet d'une réévaluation à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles pour lesquels ils pourront être utilisés.

L'impôt différé est évalué en fonction des taux d'imposition et de la législation fiscale en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture et qui devraient s'appliquer lorsque les différences temporaires s'inverseront. L'évaluation tient compte de toute incertitude liée à l'impôt sur le revenu, le cas échéant.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont compensés que si les critères requis sont remplis.

2.9 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - COMPTABILISATION ET MESURE INITIALES

La Société comptabilise les dettes financières dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. En particulier :

- Les prêts et avances aux banques ou aux clients sont comptabilisés lorsque les fonds sont versés sur leurs comptes ;
- Les dépôts provenant des banques ou des clients sont comptabilisés lorsque les fonds sont transférés à la Société ;
- Les opérations de gré à gré (c'est-à-dire les achats et les ventes d'actifs financiers qui nécessitent la livraison des actifs dans les délais généralement fixés par la réglementation ou les conventions du marché) sont comptabilisées à la date de transaction (c'est-à-dire la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs) ;
- Les produits dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction ;
- Les engagements de prêt non utilisés : la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus à la Société en cas de recours à la ligne de crédit et les flux de trésorerie que la Société prévoit de recevoir ; et
- Les contrats de garantie financière : les paiements attendus pour rembourser le titulaire, déduction faite des montants que la Société prévoit de récupérer.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers évalués à la FVPL sont initialement évalués à leur juste valeur, les coûts de transaction étant comptabilisés dans Autres dépenses dans le compte de résultat. La comptabilisation initiale des autres instruments financiers s'effectue à leur juste valeur, ajustée des coûts de transaction supplémentaires et directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'instrument financier. Les créances commerciales sont évaluées au prix de la transaction. Lorsque la juste valeur des instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale diffère du prix de transaction, la Société comptabilise le résultat du Jour 1, comme décrit ci-dessous.

2.10 RECONNAISSANCE DU BENEFICE ET DE LA PERTE DU PREMIER JOUR

Si le prix de transaction de l'instrument diffère de la juste valeur à l'origine et que la juste valeur est déterminée à l'aide d'une méthode d'évaluation reposant exclusivement sur des données observables dans les transactions du marché, la Société comptabilise la différence entre le prix de transaction et la juste valeur dans Produits nets des opérations de négociation ou dans Produits nets provenant d'autres instruments financiers évalués à la FVPL, selon le cas. Pour les instruments financiers de Niveau 3 et certains instruments de Niveau 2 pour lesquels les données observables sont limitées (voir la Note 42 « Communication d'informations sur la juste valeur »), la différence entre le prix de la transaction et la juste valeur, communément appelée « Bénéfice ou perte du Jour 1 » est reportée jusqu'à ce que la juste valeur de l'instrument puisse être déterminée à l'aide de données observables sur le marché ou jusqu'à ce que l'instrument soit cédé ou réglé.

2.11 ACTIFS FINANCIERS - CLASSIFICATION ET MESURES ULTERIEURES

La Société classe ses actifs financiers tels que mesurés à : coût amorti, FVOCI ou FVPL.

Un actif financier est classé tel que mesuré au coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant à la FVPL :

- L'actif est détenu dans un modèle d'entreprise dont l'objectif est de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels : et
- Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de capital et d'intérêts sur le montant principal impayé.

Un instrument de la dette n'est classé comme mesuré à la FVOCI que s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant à la FVPL :

- L'actif est détenu dans un modèle commercial dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers : et
- Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie qui sont des SPPI.

Lors de la comptabilisation initiale d'un investissement en actions qui n'est pas détenu à des fins de transaction, la Société peut choisir de manière irrévocable de présenter les variations ultérieures dans FVOCI. Ce choix est effectué investissement par investissement. La société n'a pas fait ce choix pour ses investissements en actions.

Le cas échéant, pour les actifs financiers présentant une dépréciation de crédit dès leur comptabilisation initiale, un TIE ajusté en fonction du risque de crédit est calculé à partir des flux de trésorerie futurs estimés, en tenant compte des pertes de crédit attendues.

Tous les autres actifs financiers, y compris les Actifs détenus à des fins de transaction et les Produits dérivés, sont classés comme évalués à la FVPL.

En outre, lors de la comptabilisation initiale, la Société peut désigner de manière irrévocable un actif financier qui répond par ailleurs aux exigences permettant d'être évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais de la FVPL si cela élimine ou réduit de manière significative une asymétrie comptable qui se produirait autrement.

Modèle commercial

Le modèle commercial reflète la façon dont la Société gère les actifs afin de générer des flux de trésorerie.

C'est-à-dire si l'objectif de la Société est uniquement de percevoir les flux de trésorerie contractuels des actifs ou de percevoir à la fois les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie découlant de la vente d'actifs. Si aucun de ces éléments n'est applicable (par ex., des actifs financiers sont détenus à des fins de transaction, sont conservés de manière à maximiser les flux de trésorerie par la vente ou sont gérés selon la méthode de la juste valeur), ils sont alors classés dans le modèle commercial « Autre » et sont mesurés à la FVPL. Les facteurs pris en considération par la Société dans la détermination du modèle commercial d'un groupe d'actifs sont les suivants :

- Expérience passée sur la façon dont les flux de trésorerie des actifs ont été collectés
- Comment la performance de l'actif est évaluée et rapportée au personnel clé de la direction
- Comment les risques sont évalués et gérés
- Comment les gestionnaires sont rémunérés.

Paiements exclusifs du capital et des intérêts (Solely Payments of Principal and Interest, SPPI)

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont des SPPI, la Société examine les conditions contractuelles de l'instrument. Cela implique de déterminer si l'actif financier comporte des clauses contractuelles susceptibles de modifier le calendrier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, de telle sorte qu'il ne répondrait plus aux critères des SPPI. Une telle évaluation prendrait en compte, par exemple, l'impact de l'un des éléments suivants :

- Les événements conditionnels susceptibles de modifier le montant et/ou le calendrier des flux de trésorerie ;
- Les caractéristiques d'effet de levier susceptibles de modifier les caractéristiques économiques des flux de trésorerie liés au capital et aux intérêts, en introduisant une volatilité incompatible avec un contrat de prêt de base ;
- Les modalités de remboursement anticipé, afin de déterminer si le montant dû en cas de remboursement anticipé correspond pour l'essentiel aux montants impayés du capital et des intérêts courus, ce qui peut inclure une indemnité raisonnable pour la résiliation anticipée du contrat ; et
- Les conditions qui limitent le droit de la Société aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés, par exemple, par le biais d'accords sans recours ou à recours limité, d'une manière incompatible avec un contrat de prêt de base.

Reclassement/Reclassification

Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur reconnaissance initiale, sauf dans la période qui suit la modification du modèle commercial de la Société pour la gestion des actifs financiers.

Décomptabilisation des actifs financiers :

La Société décomptabilise un actif financier lorsque :

- Les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent ;
- Elle cède le droit de recevoir des flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'une transaction dans laquelle :
- La quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif sont transférés ; ou
- La Société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, et elle ne conserve pas le contrôle de l'actif ;
- Les flux de trésorerie liés à l'actif ont subi une modification importante.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre la valeur comptable de l'actif (ou la valeur comptable attribuée à la partie décomptabilisée de l'actif) et la somme de la contrepartie reçue et de tout gain cumulé qui avait été comptabilisé dans les OCI est comptabilisée dans le compte de résultat.

Décomptabilisation due à un transfert

Lorsqu'un transfert d'un actif financier effectué par la Société ou en faveur de celle-ci n'entraîne pas de décomptabilisation du point de vue du cédant, l'actif transféré n'est ni décomptabilisé ni comptabilisé dans l'état de la situation financière de la Société, et toute contrepartie en espèces

reçue ou versée est comptabilisée comme un emprunt garanti ou un prêt garanti. Parmi ces transactions, on peut citer les opérations de financement sur titres, telles qu'expliquées à la note 2.15.

Lorsqu'un actif est vendu à un tiers ou à la Société dans le cadre d'un dérivé de crédit sur transfert de rendement (Total Return Swap, TRS) portant sur l'actif transféré, la transaction est comptabilisée comme un emprunt ou un prêt garanti, car le cédant conserve la totalité ou la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif. Le cas échéant, les emprunts garantis sont présentés dans Passifs détenus à des fins de transaction, Passifs financiers désignés comme évalués à la FVPL ou Emprunts, tandis que les prêts garantis sont présentés dans Actifs détenus à des fins de négociation, Actifs financiers à la juste valeur ou Prêts et avances aux banques/clients.

Lorsque la Société n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif et qu'elle en a conservé le contrôle, l'actif continue d'être comptabilisé uniquement dans la mesure de l'implication de la Société, auquel cas la Société comptabilise également un passif associé. L'actif transféré et le passif associé sont évalués d'une manière qui reflète les droits et obligations que la Société a conservés.

Décomptabilisation due à une modification

Si les conditions d'un actif financier comptabilisé au coût amorti ou à la FVOCI sont modifiées, la Société évalue si les flux de trésorerie de l'actif modifié sont sensiblement différents, en se fondant sur des facteurs qualitatifs et/ou quantitatifs, le cas échéant. Si les flux de trésorerie :

- Diffèrent sensiblement, l'actif financier initial est décomptabilisé et un nouvel actif financier est comptabilisé à la juste valeur, majorée du montant de toutes les transactions éligibles ; toute différence entre ces deux montants est comptabilisée dans le compte de résultat en tant que gain ou perte résultant de la décomptabilisation, dans Gains nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti ou Autres revenus, selon le cas ;
- Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, la date de modification est considérée comme la date de la comptabilisation initiale du nouvel actif financier lorsqu'il s'agit de déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, ainsi que pour établir si le nouvel actif financier est un actif déprécié acquis ou généré (Purchased or Originated Credit-Impaired, POI), par exemple en cas de modification substantielle d'un actif en difficulté ;
- Ne diffèrent pas sensiblement, la valeur comptable brute de l'actif financier est recalculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels modifiés, qui sont actualisés au TIE initial de l'actif financier (ou au TIE ajusté en fonction du risque de crédit pour les actifs classés POI). Toute différence entre le montant recalculé et la valeur comptable brute existante est comptabilisée en tant que gain ou perte lié à la modification, dans Produits d'intérêts (ou présentée conjointement avec la perte de valeur lorsque la modification est effectuée en raison de difficultés financières de l'emprunteur).

Compensation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état de la situation financière s'il existe un droit légal actuellement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, et s'il existe l'intention de procéder à un règlement sur une base nette, c'est-à-dire de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

2.12 PASSIFS FINANCIERS - CLASSIFICATION ET EVALUATION ULTERIEURE

Tous les passifs financiers au coût amorti sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti, à l'exception :

Des passifs financiers évalués à la FVPL qui comprennent :

- Les passifs détenus à des fins de transaction ;
- Les produits dérivés ; et
- Les autres passifs financiers désignés comme évalués à la FVPL ;
- Certains garanties financières et certains engagements de prêt (voir Note 37).

Les passifs financiers (y compris certains engagements de prêt) ne sont désignés comme évalués à la FVPL qu'au moment de leur comptabilisation initiale, lorsque l'un des critères suivants est rempli :

- Les passifs font partie d'un groupe de passifs financiers qui sont gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement ;
- La désignation élimine ou réduit considérablement une différence comptable qui, sans cela, se produirait.

Décomptabilisation des passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier lorsque :

- Ses obligations contractuelles sont levées, annulées ou arrivent à expiration ; ou

- Ses conditions sont modifiées, et les flux de trésorerie liés au passif modifié sont sensiblement différents. Dans ce cas, un nouveau passif financier, fondé sur les conditions modifiées, est comptabilisé à la juste valeur. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie versée est comptabilisée dans Autres revenus du compte de résultat.

Si la modification d'un passif financier n'est pas comptabilisée comme une décomptabilisation, le coût amorti du passif est recalculé en actualisant les flux de trésorerie modifiés au TIE initial, et le gain ou la perte qui en résulte est comptabilisé dans Autres revenus. Les coûts et frais encourus sont comptabilisés en tant qu'ajustement de la valeur comptable du passif et amortis sur la durée résiduelle du passif financier modifié, en recalculant le TIE de l'instrument.

2.13 EVALUATION A LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est définie comme le prix d'échange qui serait obtenu pour un actif ou versé pour transférer un passif (un prix de sortie) sur le marché principal ou le marché le plus avantageux pour cet actif ou ce passif, dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des acteurs du marché à la date d'évaluation. Lorsqu'elle détermine la juste valeur de ses instruments financiers, la Société est tenue de recourir autant que possible à des données observables et de limiter au maximum l'utilisation de données non observables. La Société classe ses instruments financiers en trois niveaux selon la hiérarchie de juste valeur établie :

- Niveau 1 - Cours non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et passifs de Niveau 1 comprennent les titres de créance et de participation, ainsi que les contrats de produits dérivés négociés sur un marché boursier actif, ainsi que certains titres hautement liquides et activement négociés sur les marchés de gré à gré (Over The Counter, OTC).

- Niveau 2 - Données observables autres que les prix de Niveau 1, telles que les cours de cessions d'actifs ou de passifs similaires, les cours de cessions sur des marchés non actifs, ou d'autres données qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour la quasi-totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs. Les actifs et passifs de Niveau 2 comprennent les titres de créance pour lesquels des prix cotés sont disponibles, mais qui sont négociés moins fréquemment que les instruments négociés sur des marchés boursiers, et les contrats de produits dérivés dont la juste valeur est déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation, à partir de données observables sur le marché ou susceptibles d'être dérivées ou corroborées par des données observables sur le marché. Cette catégorie comprend généralement les accords de prise en pension, les titres de placement, les contrats de produits dérivés et certains prêts.

- Niveau 3 - Données non observables qui ne s'appuient que sur une activité de marché limitée, voire inexistante, et qui ont une incidence significative sur la juste valeur globale des actifs ou des passifs. Les actifs et les dettes de Niveau 3 comprennent les instruments financiers pour lesquels la détermination de la juste valeur fait largement appel aux qualités de jugement et à l'expertise de la direction. La juste valeur de ces actifs et passifs est généralement déterminée à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires qui intègrent les hypothèses qu'un acteur du marché utiliserait pour évaluer les prix de ces actifs ou de ces passifs. Cette catégorie comprend généralement les actifs détenus à des fins de transaction, les contrats de produits dérivés et certains prêts pour lesquels il n'est pas possible d'obtenir des informations indépendantes sur la valeur de marché d'une part importante des actifs sous-jacents.

La Société procède chaque trimestre à un examen des classifications de la hiérarchie de la juste valeur, les transferts entre les niveaux de la hiérarchie étant réputés avoir lieu à la fin de l'exercice considéré. Des transferts vers ou hors des classifications de la hiérarchie de la juste valeur sont effectués lorsque les données significatives utilisées dans les modèles financiers servant à évaluer la juste valeur des actifs et des dettes deviennent, respectivement, non observables ou observables sur le marché actuel, ou lorsque des données non observables ou observables, auparavant non significatives, deviennent, respectivement, significatives.

La Société recourt à l'exception relative aux portefeuilles et gère certains portefeuilles d'instruments financiers (par exemple, les produits dérivés de gré à gré et certains passifs structurés) sur la base de l'exposition nette au risque, et a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles en se fondant sur l'exposition nette au risque à la date d'évaluation. Dans ce cas, des ajustements d'évaluation (par exemple, un ajustement de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, ou des ajustements liés au risque de crédit reflétant l'évaluation sur la base de l'exposition nette) peuvent s'avérer nécessaires pour tenir compte du coût de la sortie d'une position de risque ouvert net dont la taille est supérieure à la taille normale du marché.

2.14 DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La société comptabilise des provisions pour pertes sur créances attendues (expected credit loss « ECL ») sur les instruments financiers suivants, qui ne sont pas évalués à la FVPL :

- Actifs financiers qui sont des instruments de dette ;
- Créances locatives ;
- Contrats de garantie financière émis ; et
- Engagements de prêt émis.

La Société évalue les provisions pour pertes à un montant égal aux ECL sur toute la durée de vie, à l'exception des éléments suivants, pour lesquels elles sont évaluées sur la base des ECL sur 12 mois :

- Les titres de créance considérés comme présentant un faible risque de crédit à la date de clôture ; et
- Les autres instruments financiers pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale.

La Société considère qu'un titre de créance présente un faible risque de crédit lorsque sa notation de risque de crédit correspond à la définition internationalement reconnue de « titres investissables ». La Société n'applique l'exemption relative au risque de crédit faible à aucun autre instrument financier. Cette méthode pratique permet à la Société de présumer, sans procéder à une analyse plus approfondie, que le risque de crédit lié à un instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale s'il est établi que l'instrument financier présente un « risque de crédit faible » à la date de clôture.

Les ECL sur 12 mois correspondent à la partie des ECL sur toute la durée de vie qui résulte des cas de défaut sur un instrument financier susceptibles de se produire dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les ECL sur 12 mois (Phase 1) s'applique à tous les instruments financiers dès leur comptabilisation initiale, pour autant qu'il n'y ait pas eu d'augmentation significative du risque de crédit.

Les ECL sur toute la durée de vie correspondent aux ECL résultant de tous les cas de défaut possibles sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou sur la durée contractuelle maximale d'exposition. Les instruments financiers pour lesquels les ECL sur toute la durée de vie sont comptabilisées, mais qui ne présentent pas de dépréciation de crédit, sont appelés « Instruments financiers de Phase 2 ». Les instruments financiers classés dans la Phase 2 sont ceux dont le risque de crédit a considérablement augmenté, mais qui ne sont pas dépréciés.

Les instruments financiers pour lesquels les ECL sur toute la durée de vie sont comptabilisées et qui présentent une dépréciation de crédit, sont appelés « Instruments financiers de Phase 3 ».

Augmentation significative du risque de crédit

Le débiteur d'une Société a considérablement augmenté le risque de crédit si :

- La probabilité de défaut à la période de déclaration a considérablement évolué par rapport à la probabilité de défaut à la date de début. Une comparaison relative et absolue est utilisée pour mesurer le mouvement ; ou
- Le débiteur est en retard de plus de 30 jours sur toute obligation(s) de crédit importante envers la Société.

Définition du défaut de paiement

Le débiteur d'une Société est en défaut si :

- La Société détermine que le débiteur est peu susceptible de payer ses obligations de crédit à la Société en totalité, sans recours par la Société à des actions telles que la réalisation de garanties (si elles sont détenues) ; ou
- Le débiteur est en retard de plus de 90 jours pour toute obligation(s) de crédit importante envers la Société.

Un débiteur en défaut reste en défaut jusqu'à ce que la Société dispose d'une assurance raisonnable quant au remboursement et à l'exécution de tous les paiements contractuels de capital et d'intérêts relatifs à l'ensemble des expositions de la Société à l'égard de ce débiteur (à l'exception des expositions qui ont été entièrement radiées).

La définition de défaut repose sur celle appliquée par la société aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

Mesure de l'ECL

Les principaux apports dans la mesure de l'ECL correspondent aux variables suivantes :

- Probabilité de défaut de paiement (Probability of Default « PD ») : probabilité qu'un emprunteur manque à son obligation financière
- Perte donnée par défaut (Loss Given Default, « LGD ») : l'ampleur de la perte probable en cas de défaut de paiement
- Exposition par défaut (Exposure At Default « EAD ») : l'exposition prévue en cas de défaut de paiement.

L'ECL est déterminée en projetant la PD, LGD et EAD pour chaque mois à venir et pour chaque exposition individuelle. La Société tire généralement ces paramètres de modèles statistiques développés en interne en fonction des données compilées en interne comprenant des facteurs quantitatifs et qualitatifs, ainsi que d'autres données historiques telles que les taux de recouvrement des créances sur des contreparties en défaut de paiement.

L'ECL est une estimation pondérée en fonction de la probabilité des pertes de crédit, mesurée comme suit :

- Pour les actifs financiers non dépréciés par crédit (phases 1 et 2) à la date de clôture, la valeur actuelle de toutes les insuffisances de trésorerie (c.-à-d., La différence entre les flux de trésorerie dus à la Société conformément au contrat et les flux de trésorerie que celle-ci s'attend à recevoir) ;

- Pour les actifs financiers dépréciés par crédit (phase 3) à la date de clôture, la différence entre la valeur comptable brute et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés ;
- Pour les engagements de prêt non utilisés, la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus à la Société si l'engagement est utilisé et les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir ; et
- Pour les contrats de garantie financière, les paiements prévus pour rembourser le titulaire moins tous les montants que la Société s'attend à recouvrer.

Définition de la déficience de crédit

A chaque date de clôture, la Société évalue si les actifs financiers comptabilisés au coût amorti et les actifs financiers représentatifs de dettes comptabilisés à la FVOCI ont subi une dépréciation. Un actif financier est « déprécié » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif se sont produits et/ou lorsqu'il répond à la définition de défaut.

La preuve qu'un actif financier a une dépréciation de crédit inclut les données observables suivantes :

- Difficulté financière importante de l'emprunteur ou de l'émetteur ;
- Une violation du contrat, telle qu'un défaut ou un retard de paiement ;
- La restructuration d'un prêt ou d'une avance par la Société à des conditions que la Société n'envisagerait pas autrement ;
- Il devient probable que l'emprunteur entre en faillite ou dans une autre réorganisation financière ;
- La disparition d'un marché actif pour un titre en raison de difficultés financières.

Un prêt qui a été renégocié en raison d'une détérioration de la situation de l'emprunteur est généralement considéré comme ayant une dépréciation de crédit sauf s'il est prouvé que le risque de ne pas recevoir de flux de trésorerie contractuels s'est considérablement réduit et qu'il n'existe aucun autre indicateur de dépréciation.

Présentation de l'allocation pour ECL dans l'état de la situation financière

Les provisions pour pertes liées aux ECL sont présentées dans l'état de la situation financière comme suit :

- Actifs financiers évalués au coût amorti : la provision pour pertes liées aux ECL est présentée en déduction de la valeur comptable brute des actifs.
- Engagements de prêt et contrats de garantie financière : la provision pour pertes sur engagements de prêt et contrats de garantie (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat) est présentée dans « Provisions pour passifs et engagements » dans l'état de la situation financière ;
- Titres de créance évalués à la FVOCI : les ECL ne réduisent pas la valeur comptable de ces actifs financiers dans l'état de la situation financière, qui reste évaluée à la juste valeur. Au lieu de cela, un montant équivalent à la provision qui aurait été comptabilisée si les actifs étaient évalués au coût amorti est comptabilisé dans les OCI en tant que montant cumulé de la dépréciation, avec une charge correspondante dans le compte de résultat. La perte cumulée comptabilisée dans les OCI est transférée au compte de résultat lors de la décomptabilisation des actifs.

Radiations

Les prêts et les titres de créance sont radiés, partiellement ou intégralement, lorsqu'il n'y a plus de raison valable de s'attendre à recouvrer tout ou partie d'un actif financier. C'est généralement le cas lorsque la Société détermine que l'emprunteur n'a pas d'actifs ou de sources de revenus qui pourraient générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser les montants assujettis à la radiation.

Les recouvrements de montants précédemment radiés sont comptabilisés lorsque des liquidités sont reçues et sont inclus dans Provision pour pertes sur créances du compte de résultat.

Les actifs financiers radiés pourraient néanmoins faire l'objet de mesures de recouvrement afin de se conformer aux procédures de la Société en matière de recouvrement des créances. Toute radiation et tout recouvrement sont comptabilisés comme une diminution (ou une augmentation) de la provision ECL.

Contrat de garantie financière détenu

Un contrat de garantie financière détenu est pris en compte dans l'évaluation des ECL d'un actif financier lorsque la garantie est soit spécifiée dans les clauses contractuelles de l'actif financier, soit indissociable de l'actif financier, en ce sens qu'elle fait partie intégrante de la base sur laquelle l'actif financier a été émis ou acquis. Dans le cas contraire, la garantie détenue est comptabilisée en tant qu'unité comptable distincte soumise aux ECL.

2.15 CESSIONS TEMPORAIRES DE TITRES

(a) Accords de mise en pension et accords de prise en pension

Les titres vendus dans le cadre d'accords de rachat à une date future déterminée (« Accords de mise en pension ») ne sont pas décomptabilisés de l'état de la situation financière, car la Société conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. Les liquidités reçues correspondantes sont comptabilisées dans l'état de la situation financière en tant qu'actif, avec une obligation correspondante de les restituer (à l'exclusion des intérêts courus, qui sont comptabilisés, selon le cas, dans Créances commerciales ou autres créances ou Dettes commerciales ou autres dettes) en tant que passif au sein des Titres vendus dans le cadre d'accords de rachat, ce qui reflète la substance économique de la transaction, à savoir un prêt accordé à la Société. Lorsque la contrepartie a le droit de vendre ou de réutiliser les titres, la Société présente ces titres séparément dans son Etat de la situation financière afin d'indiquer qu'ils sont donnés en garantie.

En revanche, les Titres acquis dans le cadre d'accords de rachat à une date future déterminée (« Accords de prise en pension ») ne sont pas comptabilisés dans l'Etat de la situation financière. La contrepartie versée (à l'exclusion des intérêts courus, qui sont comptabilisés, selon le cas, dans Créances commerciales ou autres créances ou Dettes commerciales ou autres dettes) est comptabilisée dans l'Etat de la situation financière dans Titres acquis dans le cadre d'accords de rachat, ce qui reflète la substance économique de la transaction, à savoir un prêt accordé par la Société.

(b) Prêt et emprunt de titres

Les opérations de prêt et d'emprunt de titres sont généralement garanties par des titres, des liquidités ou des lettres de crédit. Le transfert de titres vers ou depuis des contreparties n'est comptabilisé dans l'Etat de la situation financière que si les risques et avantages liés à la propriété sont également transférés. Lorsque les risques et les avantages liés à la propriété n'ont pas été transférés, toute somme versée ou reçue à titre de garantie est respectivement comptabilisée dans Titres empruntés ou Titres prêtés dans l'Etat de la situation financière.

Les opérations de financement sur titres sont évaluées au coût amorti, sauf si elles sont gérées selon la méthode de la juste valeur, auquel cas toute somme d'argent transférée à titre de garantie pour des titres :

- Empruntés ou achetés vendus dans le cadre d'accords de revente doit obligatoirement être classée dans Actifs financiers à la FVPL ;
- Prêtés ou vendus achetés dans le cadre d'accords de rachat ou de revente doit être classée dans Passifs financiers désignés comme évalués à la FVPL.

Les charges/produits d'intérêts liés aux transactions évaluées à la FVPL sont présentés dans Produits nets provenant d'autres instruments financiers évalués à la FVPL du compte de résultat.

Si les titres empruntés ou achetés dans le cadre d'un accord de revente sont par la suite :

- Vendus à des tiers, l'obligation de restituer les titres est comptabilisée comme une vente à découvert dans Passifs détenus à des fins de transaction et évaluée à la juste valeur, les gains ou pertes correspondants étant inclus dans Produits nets des opérations de négociation.
- Vendus/prêtés à des tiers dans le cadre d'accords de financement sur titres similaires, le produit de la vente correspondant ou la garantie en espèces reçue est comptabilisé de la même manière que celle décrite ci-dessus.

2.16 CONTRATS DE GARANTIE FINANCIERE ET ENGAGEMENTS DE PRET EMIS

Les contrats de garantie financière imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en cas de défaillance du débiteur à la date d'exigibilité d'un paiement, conformément aux termes de la dette.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur à la date d'attribution de la garantie. Après la comptabilisation initiale, les passifs de la Société au titre de ces garanties sont évalués au montant le plus élevé de l'évaluation initiale, diminuée de l'amortissement calculé pour comptabiliser dans le compte de résultat les commissions perçues selon la méthode linéaire sur la durée de la garantie, et le montant déterminé conformément au modèle ECL, tel que détaillé à la note 2.14.

Les engagements de prêts que la Société classe en tant que passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisés comme indiqué à la note 2.12.

Les autres engagements de prêt pris par la Société sont évalués comme le montant de la provision pour pertes (calculée conformément à la note 2.14), toute provision pour pertes étant comptabilisée comme Provisions pour passifs et engagements dans l'état de la situation financière. La Société n'a pris aucun engagement de fournir des prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, ou pouvant être réglé net en espèces ou par la livraison ou l'émission d'un autre instrument financier.

2.17 ESPECES ET EQUIVALENTS EN ESPECES

Les liquidités et équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse, les dépôts détenus à l'appel auprès d'institutions financières, d'autres investissements à court terme, très liquides, avec des échéances d'origine de trois mois ou moins, qui sont facilement convertibles en montants connus en liquidités et qui sont soumis à un risque négligeable de variations de valeur, et les découverts bancaires. Les découverts bancaires sont indiqués sous « Dépôts par les banques » dans les passifs dans l'état de la situation financière.

2.18 ACTIFS ET PASSIFS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION

Les actifs et passifs de négociation sont les actifs et passifs que la Société acquiert ou encourt principalement dans le but de vendre ou de racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'un portefeuille qui est géré ensemble pour des bénéfices ou une prise de position à court terme.

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés, puis évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière, les coûts de transaction étant comptabilisés dans le compte de résultat. Toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans Produits nets des opérations de négociation du compte de résultat.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont souscrits pour le compte de clients, à des fins de transaction ou pour contribuer à des activités de couverture. La Société gère la sensibilité aux taux d'intérêt et aux taux de change principalement par le recours à des produits dérivés. Les produits dérivés utilisés par la Société comprennent les swaps, les contrats à terme standardisés et les contrats à terme de gré à gré, ainsi que les contrats d'option. Tous les produits dérivés sont comptabilisés dans l'Etat de la situation financière de la Société à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans Produits nets des opérations de négociation.

A leur origine, les produits dérivés n'impliquent souvent qu'un échange d'espèces ou d'autres actifs à une date ultérieure, avec peu ou pas de transfert de contrepartie initiale. Cependant, lorsqu'un paiement initial en espèces est effectué au titre d'un contrat dont le montant n'est pas inférieur à celui qui serait exigé pour d'autres types de contrats susceptibles de réagir de manière similaire aux variations de facteurs de marché, l'ensemble du contrat, y compris la contrepartie initiale :

- Versée, est comptabilisé dans Actifs détenus à des fins de transaction ; ou
- Reçue, est comptabilisé dans Passifs détenus à des fins de transaction.

2.19 TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement comprennent :

- Titres de participation obligatoirement mesurés à la FVPL ou désignés comme à la FVPL. Ceux-ci sont évalués à la juste valeur, les variations de valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat ; et
- Pour les titres de créance évalués à la FVOCI, les gains et les pertes sont comptabilisés dans OCI, à l'exception des produits d'intérêts selon la méthode du TIE, des provisions pour pertes sur créances et des gains et pertes de change, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Lors de la décomptabilisation d'un investissement en titres de créance à la FVOCI, tout gain ou perte cumulé précédemment comptabilisé dans OCI est reclassé des capitaux propres vers le compte de résultat et comptabilisé dans Autres revenus dans le compte de résultat.

2.20 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, déduction faite du cumul des amortissements et de toute perte de valeur (voir la note 2.22 ci-dessous).

L'amortissement est calculé afin de radier le coût des immobilisations corporelles, déduction faite de leur valeur résiduelle estimée, selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme indiqué ci-dessous, et est comptabilisé dans le compte de résultat :

Améliorations locatives	- de 1 à 22 ans
Matériel de bureau	- de 1 à 15 ans

Les valeurs résiduelles et les durées de vie utile des actifs sont réexaminées et ajustées, le cas échéant, à la fin de chaque exercice.

Les gains et pertes sur les cessions sont déterminés en comparant les produits à la valeur comptable. Ceux-ci sont comptabilisés dans Autres revenus du compte de résultat.

2.21 CONTRATS DE LOCATION

Dispositions relatives au bailleur

Lorsque la Société agit en tant que bailleur, elle détermine, dès le début du contrat de location, s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location simple. Pour classer chaque contrat de location, la Société procède à une évaluation globale visant à déterminer si le contrat de location transfère la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif sous-jacent. Si tel est le cas, il s'agit d'un contrat de location-financement ; sinon, il s'agit d'un contrat de location simple. Dans le cadre de cette évaluation, la Société prend en compte certains indicateurs, tels que le fait que le contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif.

La Société assure le financement des équipements de ses clients au moyen de différentes dispositions de bailleur de fonds.

Les contrats de crédit-bail sont comptabilisés à la somme des paiements de location à recevoir, plus la valeur résiduelle estimée de la propriété louée, moins le produit comptabilisé d'avance, et sont présentés dans les prêts et avances aux clients. Les produits des contrats de location-financement sont comptabilisés dans Produits d'intérêts selon la méthode du TIE.

Dispositions relatives au locataire

Pour les dispositions relatives au locataire, la Société enregistre séparément les actifs de droit d'utilisation dans la déclaration de situation financière, et les passifs de location dans Autres passifs au début du bail.

La Société a choisi une méthode comptable consistant à ne pas séparer les composantes de location et de non-location d'un contrat qui est, ou contient, un bail pour ses locations de biens immobiliers et d'équipement. Ainsi, les paiements de location représentent des paiements sur des composantes louées et non-louées. Au début du bail, les passifs de location sont comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements de crédit-bail restants et actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal de la Société. Le droit d'utilisation des actifs est initialement égal à la dette de location, ajustée pour tout paiement de location effectué avant le début de la location et pour toute incitation à la location.

Le droit d'utilisation des actifs est généralement amorti sur la durée de vie utile de l'actif et le terme du bail, sur une base linéaire. Les paiements de location sont répartis entre le coût principal et le coût de financement. Le coût de financement est comptabilisé dans le compte de résultat sur la durée du contrat de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû du passif pour chaque période.

2.22 DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable de l'actif dépasse son montant recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie). Les actifs qui ont subi une dépréciation sont examinés pour une éventuelle inversion de la dépréciation à la fin de chaque période de déclaration.

2.23 AVANTAGES SOCIAUX

Obligations en matière d'avantages sociaux des employés à court terme

Les passifs des salaires, y compris les avantages non monétaires et les congés annuels qui devraient être entièrement réglés dans les 12 mois suivant la fin de la période au cours de laquelle les employés rendent le service connexe, sont comptabilisés en ce qui concerne les services des employés jusqu'à la fin de la période de déclaration et sont mesurés aux montants attendus pour être payés lorsque les passifs sont réglés.

Obligations post-emploi

La Société participe à des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies en République d'Irlande et dans toute l'Europe.

Régimes à cotisations déterminées

La Société gère un certain nombre de régimes à cotisations définies ; les cotisations sont calculées sous forme de pourcentage du salaire de chaque employé et de son ancienneté. La Société n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été payées. Les contributions sont comptabilisées en tant que frais de personnel lorsqu'elles sont dues.

Retraites à prestations définies

Pour les régimes de retraite à prestations définies, la Société comptabilise un actif ou un passif net, soit la différence entre la valeur actuelle de l'obligation de prestation définie à la fin de la période du bilan et la juste valeur des actifs du régime. L'obligation de prestation définie est calculée chaque année par des actuaires indépendants utilisant la méthode de la projection de l'unité de crédit.

La valeur actuelle de l'obligation de prestation définie est déterminée en déduisant les décaissements futurs estimés en utilisant les taux d'intérêt des obligations d'entreprise de grande qualité et qui ont des dates d'échéance proches des dates de l'obligation de pension y afférente.

Le coût net des intérêts est calculé en appliquant le taux d'actualisation au solde net de l'obligation à prestations définies et à la juste valeur des actifs du régime. Ce coût est inclus dans les coûts de personnel dans le compte de résultat.

Les gains et pertes de réévaluation découlant des ajustements d'expérience et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont débités ou crédités directement dans les autres éléments du résultat global pour la période au cours de laquelle ils surviennent. Ils sont inclus dans le compte de résultat dans l'état des variations des capitaux propres et dans l'état de la situation financière.

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies résultant de modifications ou de réductions du régime sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat en tant que coûts des services passés.

Le compte de résultat inclut les intérêts facturés ou crédités sur les actifs et passifs de prestations définies, l'impact des frais de réévaluation du marché des changes et des coûts de service. Le coût net des intérêts est calculé en appliquant le taux d'actualisation au solde net de l'obligation à prestations définies et à la juste valeur des actifs du régime. Ce coût est inclus dans Frais liés aux rémunérations et aux avantages sociaux du compte de résultat.

2.24 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

BAC attribue des avantages de paiement fondé sur des actions aux employés de la Société dans le cadre de différents programmes incitatifs.

Pour la plupart des attributions, les frais sont généralement comptabilisés proportionnellement sur la période d'acquisition, déduction faite des annulations estimées, à moins que l'employé ne soit en mesure de faire valoir ses droits à la retraite. Dans le cas d'attributions accordées aux employés admis à faire valoir leurs droits à la retraite, la Société provisionne la charge l'année précédant l'attribution. Dans le cas des employés qui deviennent admissibles à la retraite au cours de la période d'acquisition, la Société répartit la charge sur la période comprise entre la date d'attribution et la date à laquelle l'employé devient admissible à la retraite, déduction faite des annulations estimées.

Sachant qu'il s'agit de transactions intragroupes fondées sur des actions, toutes les attributions sont traitées par la Société comme des plans dont le paiement est fondé sur des actions, et sont évaluées sur la base de leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur ainsi déterminée à la date d'attribution est constatée sur la période d'acquisition des droits, en fonction des estimations de la Société sur le nombre d'actions ultérieurement acquises.

La Société a signé un accord de refacturation avec BAC qui l'engage à payer à BAC le prix équitable à la date d'attribution, ainsi que les mouvements suivants à la juste valeur de ces attributions à BAC au moment de la distribution à ses employés. L'accord relatif aux transactions de paiement fondé sur des actions et aux recreditations donne lieu à une charge totale inscrite au compte de résultat, calculée sur la base de la juste valeur des attributions à la date d'attribution, ajustée pour tenir compte des variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions avant leur remise.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution passée en charge sur la période d'acquisition est comptabilisée sous le coût du personnel, tandis que le mouvement ultérieur de la juste valeur avant la livraison est enregistré dans le revenu des frais de service ou les frais de service.

2.25 PROVISION

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation légale ou constructive actuelle à la suite d'événements passés, il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, et le montant peut être estimé de manière fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées pour les pertes d'exploitation futures.

Les provisions sont mesurées à la valeur actuelle de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour régler l'obligation actuelle à la fin de la période de déclaration.

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRITIQUES DE COMPTABILITE

La préparation des états financiers conformément à la norme FRS 101 nécessite de s'appuyer sur certaines estimations et hypothèses comptables concernant l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement identiques aux résultats réels. La direction doit également apprécier le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les estimations et les hypothèses présentant un risque important d'entraîner des ajustements considérables sur la comptabilisation des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont présentées ci-dessous.

Estimations

(a) Dépréciation d'instruments financiers

La méthode comptable appliquée par la Société pour les pertes liées à la dépréciation des instruments financiers est décrite à la note 2.14. L'évaluation de la provision pour pertes de crédit attendues est un domaine qui nécessite l'utilisation de modèles complexes et d'hypothèses importantes concernant les conditions économiques futures et le comportement des clients. La note 14 fournit des explications sur les données, les hypothèses et des techniques d'estimation utilisées pour évaluer les ECL, et présente également les principales sensibilités des ECL aux variations de ces éléments.

Dans le cadre de l'application des normes comptables relatives au calcul de la dépréciation, la Société a procédé à des estimations importantes, telles que la détermination du nombre et des pondérations relatives des scénarios prospectifs utilisés dans le calcul, ainsi que la détermination de la nécessité et de la méthodologie appropriée pour les ajustements discrétionnaires.

Dans le cadre de l'évaluation des phases en vertu de la norme IFRS 9, la Société applique son jugement pour établir des critères permettant de déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière considérable depuis la comptabilisation initiale, en prenant en compte des informations raisonnables et justifiables, disponibles sans coûts ni efforts indus. La note 14 fournit des détails supplémentaires sur la méthode utilisée par la Société pour déterminer une augmentation significative du risque de crédit.

(b) Valorisation des instruments financiers

Les justes valeurs des instruments financiers, qui ne sont pas cotés sur les marchés financiers, sont déterminées au moyen de techniques de valorisation basées sur des modèles comme les modèles d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation du prix des options et d'autres méthodes conformes aux méthodologies économiques admises pour déterminer le prix des instruments financiers. Ces modèles intègrent des données observables et, dans certains cas, des données non observables, notamment le cours des titres, les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité des options, le taux de change, les tarifs des matières premières ou le prix des actions, ainsi que les corrélations entre ces données.

Lorsque des modèles servent à déterminer les justes valeurs, ils sont examinés périodiquement par un personnel qualifié extérieur au secteur qui les a créés. Tous les modèles sont certifiés avant d'être utilisés et calibrés pour que les résultats soient compatibles avec les données réelles et les prix de marché comparables. Ces méthodes d'estimation sont inévitablement subjectives et peuvent comprendre différentes hypothèses. Voir la note 42 pour plus de détails sur l'approche de la Société en matière d'évaluation des instruments financiers.

Jugements

Statut des actifs financiers

Le statut des actifs financiers dépend d'une évaluation du modèle commercial dans lequel les actifs sont détenus. La Société suit les directives de l'IFRS 9 pour déterminer si les conditions contractuelles de l'actif financier consistent uniquement en des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû. Dans certains cas, cette détermination exige un jugement important, par exemple lors du regroupement de portefeuilles d'actifs gérés selon le même modèle d'affaires ou lors de l'évaluation de l'impact des conditions contractuelles pour les instruments liés contractuellement.

Pour évaluer le modèle commercial, la Société évalue, entre autres facteurs, la stratégie de l'entreprise et les types d'informations de gestion utilisés pour mesurer la performance du portefeuille, ainsi que des informations sur les ventes du portefeuille. Les informations contractuelles sur les flux de trésorerie sont étudiées en examinant la transaction et la documentation de structure en collaboration avec les experts commerciaux afin de s'assurer que les termes pertinents sont analysés. Voir la note 2.11 sur les méthodes comptables pour plus de détails sur le statut des actifs financiers.

4. PRODUITS NETS D'INTERETS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Liquidités détenues auprès des banques centrales	494	636
Prêts et avances aux banques et aux clients	1 745	2 095
Obligations non garanties détenues à la FVOCI	82	108
Accords de prise en pension	581	577
Créances commerciales et autres créances - garanties en espèces versées	75	81
Intérêts et produits assimilés	2 977	3 497
Dépôts par les banques et les clients	(1 932)	(2 247)
Prise en pension	(4)	(5)
Dettes commerciales et autres dettes - garanties en espèces reçues	(27)	(10)
Intérêts sur les passifs de location	(2)	(2)
Intérêts à payer et frais similaires	(1 965)	(2 264)
Produits nets d'intérêts	1 012	1 233
	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Les montants ci-dessus comprennent :		
Charges nettes d'intérêts dues aux sociétés affiliées	(778)	(802)

5. PRODUITS NETS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Honoraires liés aux services bancaires d'investissement		
Services de conseil financier	273	164
Frais de syndication des prêts	136	88
	409	252
Revenus de cartes de crédit		
Autres revenus de carte	58	46
Revenu des commissions d'interchange	6	35
	64	81
Frais de service		
Frais d'engagement de prêt	101	89
Frais de traite étrangère	47	43
Autres	57	53
	205	185
Total des honoraires et des commissions	678	518
Frais de carte	(7)	(6)
Frais d'interchange	(8)	(33)
Autres	(9)	(11)
Charges des honoraires et commissions	(24)	(50)
Produits nets des honoraires et commissions	654	468

Le produit net des frais et commissions ci-dessus comprend un produit de 517 millions USD (2024 : 406 millions USD) et une charge de 24 millions USD (2024 : 50 millions USD) liés aux actifs, passifs et engagements financiers non évalués à la FVPL. Ces chiffres ne tiennent pas compte des montants pris en compte dans la détermination du TIE de ces actifs et passifs financiers, à savoir les frais initiaux, qui sont inclus dans Prêts et avances dans la Note 4 Produits nets d'intérêts ci-dessus. Au 31 décembre 2025 et 2024, la Société ne détenait aucun actif ni passif contractuel significatif.

6. GAINS NETS LIES AUX OPERATIONS DE NEGOCIATION ET PROVENANT D'AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RESULTAT

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Produits nets des opérations de négociation		
Gains nets provenant d'instruments financiers détenus à des fins de transaction	483	273
Gains/(pertes) nets provenant d'autres instruments financiers		
Instruments dérivés	—	—
Instruments de capitaux propres	56	64
Prêts et avances	138	116
Accords de prise en pension désignés comme évalués à la FVPL	16	25
Engagements de prêt non utilisés désignés comme évalués à la FVPL	4	(22)
	214	183
	697	456

7. AUTRES PRODUITS DU RESULTAT D'EXPLOITATION

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Revenus de frais de service des filiales	949	1 097
Autres	5	7
	954	1 104

8. FRAIS DE PERSONNEL

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Traitements et salaires	589	535
Charges sociales	79	61
Coûts des plans de retraite à cotisations définies et à prestations définies (voir la note 34)	45	27
	713	623

Les salaires et traitements comprennent les charges liées aux plans de rémunération en actions, telles que déterminées à la note 2.24 ; pour plus de détails, consultez la note 12.

Au cours de l'exercice, le nombre moyen d'employés par mois, y compris les administrateurs et les sous-traitants, était le suivant :

	2025 Nombre	2024 Nombre
Support, opérations et technologie	2 262	2 105
Transactions, ventes et conseil	445	444
	2 707	2 549

9. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Charges liées aux frais de service des sociétés affiliées	637	543
Honoraires et services externes	59	39
Taxes	44	44
Frais et prélèvements réglementaires	27	32
Dépenses liées à l'occupation	22	23
Traitement de l'information et communications	22	22
Autres	58	50
	869	753

10. REMUNERATION DES AUDITEURS

La Société a versé les montants suivants (hors TVA) à ses Auditeurs indépendants pour l'audit des états financiers et pour d'autres services fournis à la Société :

	2025 000 USD	2024 000 USD
L'audit des états financiers de l'entité	2 190	1 462
Autres services d'assurance	1 371	372
Services de conseil fiscal	—	—
Autres services hors audit	—	12
	3 561	1 846

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus comprennent des honoraires d'un montant de 837 000 USD pour d'autres services d'assurance versés aux bureaux de PricewaterhouseCoopers à l'étranger.

11. REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Parmi les administrateurs en poste au cours de l'exercice et jusqu'à la date d'approbation de ce rapport, 11 d'entre eux (2024 : 9) ont été rémunérés par la Société ; les montants indiqués ci-dessous correspondent à la rémunération versée au titre de leurs fonctions d'administrateurs au sein de la Société, calculée sur la base d'une estimation du temps consacré à ces fonctions.

Sur les 11 administrateurs, 8 (2024 : 7) étaient des administrateurs non exécutifs au cours de l'exercice.

Les prestations de retraite s'accumulent pour 6 administrateurs (2024 : 4) dans le cadre du régime de retraite à cotisations définies.

Les administrateurs ne détenaient aucun intérêt bénéficiaire dans les actions de la Société qui, en vertu de la Loi sur les sociétés de 2014, doivent être inscrits au registre des intérêts ou être mentionnés dans le rapport des administrateurs.

	2025 000USD	2024 000 USD
Emoluments	5 674	5 226
Cotisations de retraite	—	—
	5 674	5 226

12. PAIEMENTS FONDES SUR LES ACTIONS

BAC gère plusieurs plans de rémunération en actions, les attributions provenant principalement du plan d'actionnariat de Bank of America Corporation (Bank of America Corporation Equity Plan, « BACEP ») (anciennement connu sous le nom de plan d'actionnariat des employés clés de Bank of America Corporation (Bank of America Corporation Key Employee Equity Plan, « KEEP »). Dans le cadre de ce plan, les actions ordinaires de BAC sont autorisées à être utilisées pour l'octroi d'attributions aux employés de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, BAC a attribué des unités d'actions restreintes (Restricted Stock Unit, « RSU ») à certains employés de la Société dans le cadre du BACEP, lesquelles seront principalement réglées en actions ordinaires de BAC. Les attributions sur quatre ans sont acquises principalement par tranches d'un quart à chacune des quatre premières dates anniversaire suivant la date d'attribution, tandis que les attributions sur trois ans sont acquises principalement par tranches d'un tiers à chacune des trois premières dates anniversaire suivant la date d'attribution, à condition que l'employé reste employé de manière continue par la Société pendant cette période. La dépense comptabilisée est nette des confiscations estimées pour les employés non admissibles à la retraite sur la base de la juste valeur des actions à la date d'attribution. Pour les UAR attribuées aux employés admissibles à la retraite, elles sont réputées autorisées au début de l'année précédant la date d'attribution lorsque les plans d'intéressement sont généralement approuvés. En conséquence, la valeur estimée est imputée de manière proportionnelle sur l'année précédant la date d'attribution.

Certaines attributions comportent des clauses de récupération qui permettent à BAC d'annuler des attributions en tout ou en partie dans certaines circonstances.

Les bénéficiaires d'attributions d'unités d'actions assujetties à des restrictions peuvent recevoir des versements en liquide équivalents aux dividendes. Pour les primes qui ne sont pas éligibles aux dividendes, la juste valeur mesurée de la prime est réduite pour refléter la valeur attendue des dividendes que des primes similaires seraient éligibles à recevoir.

Le coût total de la rémunération avant impôts comptabilisé dans le compte de résultat pour les plans de rémunération en actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 était de 150 millions USD (2024 : 135 millions USD), y compris les effets cumulatifs des accords de recrédition conclus avec BAC.

13. IMPOT SUR LE RESULTAT COURANT

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Taxe actuelle		
Impôt sur les sociétés	94	74
Ajustement par rapport à l'exercice précédent	10	(9)
Impôts étrangers	285	346
Ajustement pour impôts étrangers par rapport à l'exercice précédent	(21)	28
Impôt courant total	368	439
Impôt différé		
Origine et inversion des différences temporelles (voir la note 24)	(21)	(7)
Impôt différé total	(21)	(7)
Charge fiscale totale pour l'année	347	432

Facteurs ayant une incidence sur la charge d'impôt pour l'exercice

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre la charge/(le bénéfice) d'impôt réelle et celle qui résulterait de l'application du taux normal de l'impôt sur les sociétés irlandais au bénéfice avant impôt de la Société.

	2025 Millions USD	2025	2024 Millions USD	2024
Bénéfices avant impôt	1 627	100%	1 761	100%
Impôt calculé sur la base des taux d'imposition irlandais de 12,50 %	203	12,5%	220	12,5%
Effets fiscaux de :				
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	1	0,1%	—	—%
Impact des impôts étrangers	123	7,6%	184	10,3%
Autres différences temporaires (non reconnues)	—	—%	1	0,1%
Ajustements par rapport à l'année précédente	(1)	(0,1)%	17	1,0%
Taxe d'appoint minimale nationale	21	1,3%	10	0,6%
Charge fiscale totale pour l'année	347	21,4%	432	24,5%

Le taux d'imposition effectif pour 2025 est de 21,4 % (2024 : 24,6 %).

Deux règles types du pilier de réforme fiscale internationale

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») a publié des règles types pour un nouveau cadre fiscal minimum mondial, également appelé règles du « Pilier 2 ». Le 23 mai 2023, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié la réforme fiscale internationale, le Pilier deux Règles types – Amendements à l'IAS 12. La norme a introduit une exception temporaire obligatoire à la comptabilisation des impôts différés découlant de la mise en œuvre juridictionnelle des règles du modèle du Pilier 2, qui a pris effet immédiatement. La Société continue d'adopter l'exception temporaire obligatoire.

La législation du Pilier 2 concernant les règles d'intégration des revenus (Income Inclusion Rules, « IIR ») et l'impôt complémentaire minimum sur les revenus nationaux admissibles (Qualified Domestic Minimum Top-up Tax, « QDMTT ») a été adoptée en Irlande, juridiction dans laquelle la Société est fiscalement résidente, et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. En vertu de la législation, la Société est tenue de payer son allocation d'impôt de complément pour la différence entre le taux d'imposition effectif Anti-Base Erosion (« GloBE ») mondial du Groupe BAC en Irlande (si inférieur à 15 %) et le taux minimum de 15 %. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a comptabilisé une charge d'impôt courant de 21 millions USD (2024 : 10 millions USD) liée à cette législation.

La législation du Pilier 2 concernant la règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés (Undertaxed Profits Rule, « UTPR ») a été adoptée en Irlande, juridiction dans laquelle la Société est constituée, et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025. La règle de taxe complémentaire UTPR est une règle de taxation secondaire conçue pour fonctionner comme un frein aux autres règles du Pilier 2. Elle garantit que la taxe de complément est allouée aux entités du groupe dans les juridictions de mise en œuvre. La taxe peut s'appliquer si un groupe n'a pas de société mère dans une juridiction qui a mis en œuvre le Pilier 2.

En outre, l'OCDE a publié le 5 janvier 2026 des Directives administratives comprenant un accord « parallèle », qui devraient être transposées dans la législation nationale des différents pays. Si elles sont adoptées, cela devrait exonérer BAC et ses filiales des taxes IIR et UTPR à compter du 1^{er} janvier 2026.

FACTEURS SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES CHARGES D'IMPOT A VENIR

Les facteurs susceptibles d'influencer les charges d'impôt futur sont présentés dans la note 24 « Impôt différé ».

14. PROVISION POUR PERTE DE PRET

Mesure de l'ECL

L'ECL est estimée à l'aide de méthodes quantitatives qui prennent en compte divers facteurs tels que l'expérience de perte historique, la qualité de crédit actuelle du portefeuille ainsi qu'une perspective économique sur la durée de vie du prêt. Les paramètres comprennent PD, LGD et EAD pour estimer la probabilité et l'impact global du défaut. La Société intègre des informations prévisionnelles grâce à l'utilisation de scénarios macroéconomiques appliqués sur la durée de vie prévue des actifs, en plus d'un cadre de préproduction qui aide à informer une augmentation significative du risque de crédit. La Société accorde également des réserves qualitatives pour couvrir les pertes prévues, mais qui, selon l'évaluation de la Société, peuvent ne pas être représentées de manière adéquate dans les hypothèses économiques décrites ci-dessus. Bien que les provisions qualitatives reposent par définition sur des appréciations subjectives, elles sont calculées à l'aide de méthodologies convenues et cohérentes, destinées à atténuer les limitations connues du modèle. Le principal écart concerne le risque inhérent au portefeuille de prêts à effet de levier, pour lequel les pertes pourraient être supérieures à ce que la modélisation laisse entrevoir.

Le cadre comprend l'estimation des ECL à 12 mois et à vie. Lors de l'évaluation de la PD pour les prêts classés comme phase 1, la projection ne prévoit pas plus de 12 mois. Lors de l'évaluation de la PD pour les prêts classés aux phase 2 et 3, la Société considère le risque de défaut sur la période contractuelle maximale (y compris les options de prolongation de l'emprunteur) sur laquelle la Société est exposée au risque de crédit, même si, à des fins de gestion du risque, la Société considère une période plus longue. La période contractuelle maximale s'étend jusqu'à la date à laquelle la Société a le droit d'exiger le remboursement d'une avance ou de mettre fin à un engagement ou à une garantie de prêt.

Le modèle LGD informe l'entreprise de la gravité attendue des pertes qu'elle subira en raison de différentes caractéristiques de garantie et de prêt dans des environnements économiques stressés. Les caractéristiques clés d'un prêt commercial, telles que le type de garantie, la taille du débiteur, le pays et la présence d'un garant, qui, en combinaison avec les conditions économiques, influencent les taux de gravité des pertes.

Le modèle ECL fait l'objet d'un examen régulier et est révisé afin d'intégrer les changements importants, y compris, mais sans s'y limiter, les exigences opérationnelles et les directives réglementaires, susceptibles d'avoir un impact sur l'évaluation des ECL.

Au cours de l'exercice considéré, aucune modification significative n'a été apportée aux techniques d'estimation ni aux hypothèses significatives utilisées pour l'évaluation des ECL.

Incorporation d'informations prospectives

La Société intègre des informations prospectives pour évaluer si le risque de contrepartie d'un instrument a nettement augmenté depuis sa comptabilisation initiale et pour mesurer l'ECL. Cela inclut diverses estimations et hypothèses, dont certaines nécessitent un jugement. L'une des méthodes utilisées dans le processus consiste à pondérer les scénarios macroéconomiques prospectifs utilisés dans les modèles statistiques. Bien que la Société s'appuie généralement sur des estimations consensuelles, toute prévision économique comporte une part d'incertitude inhérente ; c'est pourquoi elle utilise une fourchette de résultats possibles, fondée sur plusieurs scénarios macroéconomiques, dans son calcul des ECL.

Au 31 décembre 2025, cinq scénarios ont été utilisés :

- Un scénario de référence présentant la pondération en pourcentage la plus élevée, qui est calculée à partir d'estimations consensuelles ;
- Un scénario défavorable reflétant une récession modérée ;
- Un scénario pessimiste reflétant une inflation persistante ;
- Un scénario de risque extrême similaire au scénario très défavorable utilisé dans les tests de résistance ;
- Un scénario optimiste qui tient compte d'un potentiel d'amélioration par rapport au scénario de référence.

Les scénarios et les pondérations utilisés n'ont pas changé de manière significative par rapport à l'année précédente.

Ces scénarios comprennent des variables macroéconomiques clés qui ont historiquement été des facteurs d'augmentations et de diminutions des créances irrécouvrables. Ces variables comprennent, sans s'y limiter, le taux de chômage, le niveau du produit intérieur brut (PIB) et les écarts d'obligations d'entreprises. Au 31 décembre 2025, les perspectives économiques pondérées supposent que le taux de chômage au Royaume-Uni et l'écart de rendement des obligations à haut rendement des marchés développés de l'UE seraient, respectivement, d'environ 5,1 % et 6,4 % à la fin de l'année 2026. Le tableau ci-dessous résume l'éventail de certains des informations macroéconomiques utilisées dans le modèle à travers les scénarios choisis par la Société :

Variables macroéconomiques	Scénario de base de référence	Gamme de scénarios		
	2026	2026	2027	2028
Taux de chômage au Royaume-Uni (%)	4,9	4,7 - 7,5	4,5 - 8,7	4,1 - 7,8
% du PIB réel du Royaume-Uni	1,0	(4,6) - 1,9	0,3 - 2,0	1,6 - 2,0
% du PIB réel en France	0,6	(3,9) - 1,3	0,5 - 1,8	1,3 - 1,6
% du PIB réel en Allemagne	1,4	(3,7) - 2,2	1,2 - 2,8	1,9 - 2,3
% écart des rendements élevés des marchés développés de l'UE	4,2	3,4 - 18,4	4,0 - 13,5	4,6 - 7,4

Des informations supplémentaires sont fournies ci-dessous pour illustrer la manière dont les changements dans les hypothèses macroéconomiques pourraient avoir un impact sur nos ECL modélisées. Cependant, il n'est pas destiné à prévoir comment notre provision pour pertes sur créances irrécouvrables devrait changer dans une perspective macroéconomique différente. Comme pour toute prévision économique, les projections et les probabilités d'occurrence sont sujettes à un degré élevé d'incertitude inhérente et, par conséquent, les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ceux prévus. En tenant compte de la variété des facteurs pris en considération lors de l'élaboration et de la pondération des perspectives macroéconomiques, tels que les événements économiques récents, les indicateurs économiques avancés, les avis d'économistes internes et externes, ainsi que les tendances du secteur, sans oublier d'autres facteurs qualitatifs, la Société estime que la provision pour pertes sur créances au 31 décembre 2025 reflète un montant impartial et pondéré en fonction de la probabilité, déterminé en évaluant un éventail de résultats possibles, la valeur temporelle de l'argent, ainsi que des informations raisonnables et vérifiables disponibles sans coût ni effort excessifs à la date de clôture concernant des événements passés, les conditions actuelles et les prévisions relatives aux conditions économiques futures.

Notations de risque de crédit

En plus des jugements et estimations ci-dessus concernant les attentes macroéconomiques, la provision pour pertes de crédit peut également être affectée par des changements dans la qualité des actifs du portefeuille, tels que des augmentations ou une diminution du crédit et/ou des notations de risque internes au sein du portefeuille.

Dans le cadre de son processus de gestion des risques, la Société attribue des cotes de risque numériques à ses facilités de crédit, en fonction d'évaluations quantitatives et qualitatives du débiteur et de la facilité. Ces cotes de risque sont examinées au moins une fois par an ou plus souvent si des événements importants se sont produits liés au débiteur ou à la facilité.

Les cotes de risque de crédit sont une contribution principale à la détermination de la structure à terme de la PD pour les expositions. La Société recueille des informations sur le rendement et les défauts de paiement relatives à ses expositions au risque de crédit, analysées par juridiction ou région, par type de produit et par emprunteur, ainsi que par notation du risque de crédit. La Société utilise des modèles statistiques pour analyser les données collectées et générer des estimations de la PD restante sur la durée de vie des expositions et de la manière dont elles devraient changer en fonction du temps.

Détermination d'une augmentation considérable du risque de crédit

Pour qu'un prêt soit admissible au traitement des pertes à vie (comme phase 2 ou 3 selon l'IFRS 9), il doit être soumis à une dépréciation de crédit (phase 3) ou avoir connu une augmentation significative du risque de crédit (phase 2). Pour déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, des approches quantitatives et qualitatives sont utilisées. La Société compare la PD sur la durée résiduelle à la date de clôture avec la PD sur la durée résiduelle lors de la comptabilisation initiale, ajustée, le cas échéant, pour tenir compte de l'évolution des prévisions de remboursement anticipé. La Société calcule la PD restante sur la durée de vie en utilisant la même méthodologie, les mêmes éléments de données au niveau du débiteur, les scénarios macroéconomiques prévus et les pondérations utilisées pour calculer l'ECL. La Société a établi des seuils basés sur l'évolution absolue et relative de la PD en s'appuyant sur la définition de la détérioration significative du crédit des responsables internes du risque de crédit. En plus de l'examen quantitatif de l'évolution de la PD et de la notation du risque, les facteurs qualitatifs alignés sur la vision de la gestion du risque de crédit des responsables internes sont pris en compte, notamment la notation du risque global du débiteur dans les périodes suivant l'origine. De plus, la Société applique l'hypothèse basée sur la délinquance, de sorte que les instruments en souffrance depuis plus de 30 jours sont considérés comme présentant une augmentation significative du risque de crédit. Les instruments financiers qui ont été déterminés comme présentant une augmentation importante du risque de crédit sont ensuite examinés conformément aux échéances de notation afin d'identifier s'il y a eu une amélioration de la qualité du crédit dans l'instrument sous-jacent.

La Société continue à surveiller de près l'évolution de la pandémie et les risques qui y sont liés et à accorder une grande importance au choix de scénarios et à la quantité de pondération accordée à chaque scénario, tous deux examinés sur une base trimestrielle. Ces sélections dépendent de divers facteurs, notamment des événements économiques récents, des indicateurs économiques avancés, des points de vue d'économistes internes et tiers et des tendances de l'industrie. La Société accorde également des réserves qualitatives pour couvrir les pertes prévues, mais qui, selon l'évaluation de la Société, peuvent ne pas être représentées de manière adéquate dans les hypothèses économiques décrites ci-dessus. A titre d'illustration, les facteurs que la Société considère comprennent, sans s'y limiter : les changements dans les conditions commerciales, la qualité des actifs, la nature et la taille du portefeuille, et les concentrations du portefeuille. De plus, la Société tient compte de l'incertitude inhérente aux modèles statistiques bâtis sur les données historiques.

Sensibilité

Le calcul de l’allocation de l’ECL dépend d’un certain nombre de jugements et d’estimations quant aux intrants et aux hypothèses inhérents au modèle. Les variables liées à la détermination du stade, aux notations internes de risque, à la pondération des scénarios et à d’autres hypothèses de prévisions macroéconomiques sont considérées comme ayant l’impact le plus significatif sur les calculs des ECL pour le portefeuille de prêts et de contrats de location de la Société auprès de tiers. L’examen des hypothèses est intégré aux processus de gestion des risques et de la gouvernance de la Société. Dans le cadre de ces processus de gouvernance, la Société a adopté un cadre pour évaluer certains risques qui peuvent ne pas être pleinement pris en compte dans le calcul modélisé de l’ECL. Ces facteurs tiennent compte de l’impact estimé de l’ECL sur les segments à haut risque, notamment les prêts à effet de levier ou certains secteurs. La Société prend en compte le risque de concentration découlant de la construction du portefeuille, qui comprend des expositions importantes aux contreparties à l’étape 1. En outre, des évaluations individuelles sont effectuées pour les expositions désignées comme non performantes. Les résultats de cette évaluation sont ensuite superposés à la production modélisée pour aboutir à la provision globale relative à l’ECL. Au 31 décembre 2025, le montant total des ajustements discrétionnaires a diminué pour atteindre 70 millions USD (2024 : 103 millions USD), compensant les augmentations issues des modèles. Le plus grand ajustement discrétionnaire, d’un montant de 59 millions USD, concernait des prêts à effet de levier.

Bien que les superpositions à la production modélisée soient destinées à garantir que la Société a correctement saisi les risques potentiels de pertes de crédit, la provision ECL reste sensible aux modifications des hypothèses du modèle. Afin de fournir une illustration de la sensibilité des scénarios macroéconomiques et d’autres hypothèses sur l’estimation de notre provision pour pertes de crédit, la Société a évalué les changements modélisés de l’ECL en fonction de la phase et des scénarios, indiqués ci-dessous :

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Réduction de la provision en calculant l’ECL pour tous les prêts sur une base de 12 mois	75	42
Augmentation de l’allocation en déplaçant tous les prêts vers l’horizon de perte à vie (étape 2 ou 3)	122	82
Réduction de l’allocation en exécutant des calculs de mise à disposition et d’ECL en utilisant uniquement un scénario à la hausse	52	32
Réduction de l’allocation en utilisant uniquement le scénario de référence	44	29
Augmentation de l’allocation si le scénario macroéconomique le plus pessimiste était pondéré à une probabilité de 100 %.	445	285

Bien que l’analyse de sensibilité puisse être utile pour comprendre comment les changements dans les hypothèses macroéconomiques pourraient avoir un impact sur nos ECL modélisés, elle n’est pas destinée à prévoir comment notre provision pour pertes de crédit devrait changer dans une perspective macroéconomique différente. Il est important de noter que les sensibilités ci-dessus n’intègrent pas une variété de facteurs, y compris les réserves qualitatives et la pondération de scénarios alternatifs, qui pourraient avoir des effets de compensation sur l’estimation. Par exemple, les réserves qualitatives sont déterminées sur la base d’un certain nombre de facteurs de risque non reflétés dans les résultats modélisés et peuvent augmenter ou diminuer en fonction des données méthodologiques ou de pondération du scénario.

Evaluation collective et autre allocation de perte

Les principales expositions de crédit de la Société relevant des dispositions en matière de dépréciation de la norme IFRS 9 concernent le portefeuille de prêts et d’avances accordés à des clients tiers et à des banques, ainsi que ses engagements de prêts envers des tiers. Les indemnités de perte pour ces instruments financiers sont calquées sur une base d’instrument par instrument, en déterminant la PD, l’ADL et l’EAD pertinentes à l’aide de données statistiques, comme décrit ci-dessus et tout au long de la présente note.

Pour les autres instruments financiers, la Société évalue l’ECL sur une base collective ou individuelle en utilisant un calcul de complexité réduite, tout en intégrant les données quantitatives pertinentes de l’historique des pertes et des informations prospectives, ainsi que des informations qualitatives quant à la nature des risques inhérents aux instruments. Dans le cas de l’accord de rachat inversé de la Société, la majorité du risque de crédit est sur-collatéralisé et les clients et autres créances de la Société sont généralement à court terme. Les titres de placement de la Société à la FVOCI sont détenus dans des actifs de qualité supérieure. Par conséquent, la PD, LGD ou les deux sont telles que l’ECL qui en résulte n’est pas importante pour la Société. Les montants réels radiés au cours de l’exercice sur ces autres instruments financiers ne sont pas non plus importants pour la Société. Compte tenu de ce qui précède, la communication d’informations séparée de la provision pour les ECL ou des montants radiés au titre de ces instruments n’est pas jugée significative aux fins de la communication dans les états financiers.

Rapprochement de l’allocation de perte

Les tableaux suivants montrent des rapprochements entre le solde d’ouverture et le solde de clôture de l’allocation de perte par catégorie d’instrument financier. Une explication des termes « ECL sur 12 mois », « ECL sur toute la durée de vie » et « dépréciation de crédit » figure dans la note 2.14 « Méthodes comptables ». Les tableaux de rapprochement ont été modifiés pour présenter les positions POCI (Actif déprécié acquis ou généré [Purchased or Originated Credit-Impaired]) séparément des prêts dépréciés. Cette amélioration garantit une plus grande transparence et une meilleure conformité aux exigences en matière de communication d’informations. Les informations comparatives ont été reformulées en conséquence afin d’assurer la cohérence et d’améliorer la comparabilité entre les périodes de rapport.

Prêts et avances aux banques

	ECL de 12 mois Millions USD	ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2025	2	1	3
Transferts vers les ECL de 12 mois	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	—	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	1	—	1
Variations nettes du risque de crédit	—	—	—
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(1)	(1)	(2)
Au 31 décembre 2025	2	—	2

	ECL de 12 mois Millions USD	ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2024	1	1	2
Transferts vers les ECL de 12 mois	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	—	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	1	1	2
Variations nettes du risque de crédit	—	—	—
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2024	2	1	3

Prêts et avances aux clients

	ECL de 12 mois Millions USD	Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD	ECL à vie Prêts dépréciés Millions USD	POCI Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2025	17	41	29	3	90
Transferts vers les ECL de 12 mois	5	(5)	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(5)	8	(3)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(3)	3	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	10	17	2	—	29
Variations nettes du risque de crédit	(4)	20	(5)	3	14
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	3	5	5	—	13
Montants amortis	—	—	—	—	—
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(6)	(17)	—	(6)	(29)
Ajustements de change et d'escompte	1	3	2	1	7
Au 31 décembre 2025	21	69	33	1	124

	ECL de 12 mois Millions USD	ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD	ECL à vie Prêts dépréciés Millions USD	POCI Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2024	25	46	16	11	98
Transferts vers les ECL de 12 mois	2	(2)	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(8)	10	(2)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(18)	18	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	6	3	—	1	10
Variations nettes du risque de crédit	(3)	10	66	(4)	69
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	(1)	(2)	(1)	(1)	(5)
Montants amortis	—	—	(62)	—	(62)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(4)	(7)	(8)	(2)	(21)
Ajustements de change et d'escompte	—	1	2	(2)	1
Au 31 décembre 2024	17	41	29	3	90

Garanties financières et engagements

	ECL de 12 mois Millions USD	Prêts ECL à vie non dépréciés Millions USD	ECL à vie Prêts dépréciés Millions USD	POCI Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2025	29	95	1	7	132
Transferts vers les ECL de 12 mois	4	(4)	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(8)	10	(2)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(10)	10	—	—
Nouvelles garanties / engagements créés ou achetés	20	18	1	—	39
Variations nettes du risque de crédit	—	33	(3)	—	30
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	(3)	6	—	—	3
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(14)	(19)	—	—	(33)
Ajustements de change et d'escompte	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2025	28	129	7	7	171

	ECL de 12 mois Millions USD	ECL à vie Prêts non dépréciés Millions USD	ECL à vie Prêts dépréciés Millions USD	POCI Millions USD	Total Millions USD
Au 1^{er} janvier 2024	29	59	9	—	97
Transferts vers les ECL de 12 mois	6	(6)	—	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts non dépréciés	(6)	14	(8)	—	—
Transferts vers des ECL à vie – Prêts dépréciés	—	(2)	2	—	—
Nouvelles garanties / engagements créés ou achetés	20	14	—	6	40
Variations nettes du risque de crédit	(7)	24	5	1	23
Modifications des hypothèses et des méthodologies du modèle	—	(2)	—	—	(2)
Actifs financiers décomptabilisés pendant l'exercice (non amortis)	(13)	(7)	(7)	—	(27)
Ajustements de change et d'escompte	—	1	—	—	1
Au 31 décembre 2024	29	95	1	7	132

Au 31 décembre 2025, le montant total de l'exposition aux prêts POCI s'élevait à 123 millions USD (2024 : 233 millions USD), sur lequel une provision pour pertes de 8 millions USD a été constituée (2024 : 10 millions USD).

Le montant contractuel restant dû au titre des actifs financiers qui ont été radiés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et qui font toujours l'objet de mesures de recouvrement s'élève à 0 million USD (2024 : 10 millions USD).

Impact sur la provision pour perte de variations significatives de la valeur comptable brute

Au cours de l'année, l'exposition liée aux prêts et avances à des tiers ayant une incidence sur la provision pour pertes a augmenté de 15 milliards USD, reflétant la croissance des facilités de prêt utilisées et non utilisées. Les prêts classés dans la Phase 1 ont augmenté d'environ 11 milliards USD, tandis que ceux classés dans la Phase 2 ont augmenté de 4 milliards USD, reflétant la hausse du volume des prêts et des avances. Cependant, les volumes de prêts de la phase 3 sont restés largement constants au cours de l'année.

Les ECL sur le montant total de l'exposition a augmenté de 69 millions USD pour les positions des Phases 2 et 3 et de 3 millions USD pour celles de la Phase 1. Cette augmentation s'explique en grande partie par la détérioration de la qualité des actifs, même si la qualité globale du crédit reste solide. Parmi les autres facteurs, citons l'augmentation de l'exposition aux prêts et la détérioration de l'environnement macroéconomique.

La provision globale (y compris les ECL liées aux garanties et engagements hors bilan) est passée de 225 millions USD au 31 décembre 2024 à 297 millions USD au 31 décembre 2025.

Actifs financiers modifiés

Les conditions contractuelles d'un prêt peuvent être modifiées pour un certain nombre de raisons, y compris l'évolution des conditions du marché, la fidélisation de la clientèle et d'autres facteurs non liés à une détérioration actuelle ou potentielle du crédit du client. Un emprunt existant dont les conditions ont été modifiées peut faire l'objet d'une décomptabilisation, et l'emprunt renégocié est comptabilisé comme un nouvel emprunt à la juste valeur, conformément à la méthode comptable décrite à la note 2.11. Lorsque la modification n'entraîne pas la décomptabilisation de l'actif financier, la valeur comptable brute de l'actif est recalculée et la différence est comptabilisée comme un gain ou une perte de modification.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'exposition et la gestion du risque de crédit de la Société, consultez la note 41.

15. LIQUIDITES DETENUES AUPRES DES BANQUES CENTRALES

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Soldes auprès des banques centrales autres que les dépôts de réserve obligatoires	23 599	22 713
Dépôts de réserve obligatoires auprès des banques centrales	324	364
	23 923	23 077

Les dépôts de réserve obligatoires auprès des banques centrales ne peuvent pas être utilisés pour les opérations courantes de la Société.

16. PRISE EN PENSION

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Contrats de prise en pension au coût amorti	24 259	12 112
Contrats de prise en pension à FVPL	558	526
	24 817	12 638
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	18 092	9 813
Dans les trois mois	3 830	117
Entre trois mois et un an	1 358	201
Entre un an et cinq ans	1 537	2 507
	24 817	12 638
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	17 336	9 773

17. ACTIFS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTIONS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Titres de créance publics	291	261
Prêts négociés	1 238	1 251
Autres titres de créance	26	13
	1 555	1 525
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	144	61
Dans les trois mois	9	49
Entre trois mois et un an	41	82
Entre un an et cinq ans	694	1 134
Plus de cinq ans	667	199
	1 555	1 525

Les actifs de créances en difficulté inclus dans Prêts négociés ci-dessus sont présentés en fonction de leur échéance contractuelle. Lorsque la date d'échéance contractuelle est dépassée ou que la créance qui en résulte doit être réglée à une date indéterminée dans le futur, le solde a été présenté comme payable à vue, d'un montant de 18 millions USD (2024 : 61 million USD).

18. CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Opérations de gré à gré en attente de règlement	464	470
Garantie en espèces versée	1 260	1 349
Montants dus par les sociétés du groupe	206	219
Frais et commissions à recevoir	64	18
	1 994	2 056
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	924	1 286

Les créances commerciales et autres créances sont à court terme ; par conséquent, aucune perte sur créances n'est probable/prévisible, compte tenu du risque de crédit minime qu'elles présentent.

19. PRETS ET AVANCES AUX BANQUES

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Montant brut des prêts et des avances aux banques à un coût amorti	9 195	7 976
Provision pour dépréciation (voir la note 14)	(2)	(3)
	9 193	7 973
Prêts et avances aux banques à la FVPL	589	471
Total des prêts et avances aux banques	9 782	8 444

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	6 358	5 621
Dans les trois mois	311	95
Entre trois mois et un an	940	943
Entre un an et cinq ans	1 774	1 634
Après plus de cinq ans	401	154
	9 784	8 447
Provision pour dépréciation (voir la note 14)	(2)	(3)
Total des prêts et avances aux banques	9 782	8 444
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	5 679	4 887

Prêts et avances aux banques évalués à la FVPL comprend un montant de 589 millions USD (2024 : 471 millions USD) correspondant à des dépôts détenus dans le cadre de certaines opérations sur les produits dérivés avec fonds d'amortissement, qui ne sont pas disponibles pour les besoins des opérations courantes de la Société.

20. PRETS ET AVANCES AUX CLIENTS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Montant brut des prêts et des avances aux clients à un coût amorti	31 771	29 425
Provision pour dépréciation (voir la note 14)	(124)	(90)
	31 647	29 335
Prêts et avances aux clients à la FVPL	4 068	2 943
Total des prêts et avances aux clients	35 715	32 278

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	458	261
Dans les trois mois	2 211	1 632
Entre trois mois et un an	3 346	2 840
Entre un an et cinq ans	14 904	15 499
Plus de cinq ans	14 920	12 136
	35 839	32 368
Provision pour dépréciation (voir la note 14)	(124)	(90)
Total des prêts et avances aux clients	35 715	32 278
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	780	203

Les prêts et avances aux clients comprennent des créances au titre de contrats de location-financement pour un montant de 36 millions USD (2024 : 15 millions USD). Voir la note 23 pour plus d'informations sur ces contrats de location-financement.

21. TITRES DE PLACEMENT

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Obligations non garanties détenues à la FVOCI	2 318	2 134
Instruments de capitaux propres détenus à la FVPL	73	73
	2 391	2 207

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse par date d'échéance		
Instruments de dette :		
Sur demande	—	—
Dans les trois mois	1 358	1 213
Entre trois mois et un an	960	921
	2 318	2 134

Les instruments de capitaux propres, d'un montant de 73 millions USD, ne sont pas présentés dans le cadre de l'analyse par échéance ci-dessus, compte tenu de la nature de ces instruments, qui constituent des investissements stratégiques dans des chambres de compensation.

22. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives Millions USD	Equipements de bureaux Millions USD	Total Millions USD
COUT OU EVALUATION			
Au 1 ^{er} janvier 2025	91	34	125
Ajouts	4	3	7
Cessions des investissements	—	(1)	(1)
Effet du mouvement en échange	9	4	13
Au 31 décembre 2025	104	40	144
AMORTISSEMENT CUMULE			
Au 1 ^{er} janvier 2025	57	26	83
Amortissement de l'année	11	4	15
Ajouts	—	—	—
Cessions des investissements	—	(1)	(1)
Effet du mouvement en échange	6	2	8
Au 31 décembre 2025	74	31	105
VALEUR COMPTABLE			
Au 31 décembre 2025	30	9	39

Au 31 décembre 2024	34	8	42
	Améliorations locatives Millions USD	Equipements de bureaux Millions USD	Total Millions USD
COUT OU EVALUATION			
Au 1 ^{er} janvier 2024	83	33	116
Ajouts	13	5	18
Cessions des investissements	(1)	(3)	(4)
Effet du mouvement en échange	(4)	(1)	(5)
Autres modifications - Transferts	—	—	—
Au 31 décembre 2024	91	34	125
AMORTISSEMENT CUMULE			
Au 1 ^{er} janvier 2024	51	24	75
Amortissement de l'année	9	5	14
Ajouts	(1)	—	(1)
Cessions des investissements	1	—	1
Effet du mouvement en échange	(3)	(3)	(6)
Autres modifications - Transferts	—	—	—
Au 31 décembre 2024	57	26	83
VALEUR COMPTABLE			
Au 31 décembre 2024	34	8	42
Au 31 décembre 2023	32	9	41

23. CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Dispositions relatives au bailleur

Les dispositions prises par la Société en tant que bailleur consistent en contrats de crédit-bail pour les équipements et les machines. Les contrats de crédit-bail peuvent inclure des options de renouvellement ou pour que le locataire achète l'article loué à la fin du bail.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le total des produits de location s'élève à 1 million USD (2024 : 1 million USD), ce qui correspond aux produits financiers liés à l'investissement net dans les contrats de location-financement. Cela se reflète dans les intérêts créditeurs sur les prêts et les avances aux clients et aux banques dans la note 4.

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des créances au titre des contrats de location-financement de la Société :

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Moins d'un an	9	4
Un à deux ans	8	3
Deux à trois ans	7	3
Trois à quatre ans	7	3
Quatre à cinq ans	3	3
Plus de cinq ans	7	1
	41	17
Valeur résiduelle non garantie escomptée	—	—
Produits financiers non acquis	(5)	(2)
Investissement net en crédit-bail	36	15

Les contrats de crédit-bail de la Société comprennent des accords où le produit financier repose sur des taux d'intérêt variables. Pour ces accords, les montants indiqués ci-dessus représentent uniquement les remboursements principaux fixes.

Dispositions relatives au locataire

Les dispositions du locataire de la Société consistent en des baux de locaux. Les conditions de location peuvent contenir des options de renouvellement et d'extension, ainsi que des dispositions de résiliation anticipée. En général, ces options n'ont pas d'impact sur la durée du bail, car la Société n'est pas raisonnablement certaine qu'elle exercera les options. La durée moyenne pondérée des contrats de location était de 8 ans au 31 décembre 2025 (2024 : 5 ans).

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Montant reporté au 1 ^{er} janvier	77	89
Ajustements de traduction	10	(3)
Ajouts	16	11
Dotations aux amortissements	(21)	(20)
Montant reporté au 31 décembre	82	77

Les ajouts aux actifs liés au droit d'utilisation au cours de l'exercice se sont élevés à 16 millions USD (2024 : 11 millions USD).

Passifs de location

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse de maturité : flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins d'un an	24	22
Un à cinq ans	54	50
Plus de cinq ans	21	20
	99	92

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Passif de location inclus au bilan financier		
Moins d'un an	24	20
Moins d'un an	68	65
Passif total de crédit-bail (voir note 31)	92	85

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Montants comptabilisés en résultat		
Intérêts sur les passifs de location (voir note 4)	2	2
Frais d'amortissement pour l'exercice	21	20
Paiements de crédit-bail variables non inclus dans la mesure des passifs de location	8	7

Les coûts variables de location concernent principalement les taux commerciaux payables dans le cadre des dispositions de location de la Société.

Le décaissement total lié aux contrats de location au cours de l'exercice s'est élevé à 24 millions USD (2024 : 23 millions USD).

24. IMPOT DIFFERE

Au cours de l'exercice considéré et de l'exercice de référence, des passifs et actifs d'impôt différé ont été comptabilisés et sont répartis comme suit :

Transfert des soldes d'impôts différés

	1 ^{er} janvier 2025 Millions USD	Reconnu dans P&L Millions USD	Reconnu dans OCI Millions USD	31 décembre 2025 Net Millions USD
Actif ROU-Location	(17)	2	—	(15)
Passifs de location	19	(3)	—	16
Obligations au titre des prestations de retraite	13	3	(3)	13
Immobilisations corporelles	15	(3)	—	12
Plus-values sur titres non cotés	(8)	2	—	(6)
Paiements fondés sur des actions	61	16	—	77
Provision pour pertes sur prêts	(11)	4	—	(7)
Ecart d'acquisition	12	—	—	12

Actifs fiscaux nets	84	21	(3)	102
	1 ^{er} janvier 2024 Millions USD	Reconnu dans P&L Millions USD	Reconnu dans OCI Millions USD	31 décembre 2024 Net Millions USD
Actif ROU-Location	(19)	2	—	(17)
Passifs de location	21	(2)	—	19
Obligations au titre des prestations de retraite	15	(2)	—	13
Immobilisations corporelles	18	(3)	—	15
Plus-values sur titres non cotés	(2)	(6)	—	(8)
Paielements fondés sur des actions	44	17	—	61
Provision pour pertes sur prêts	(14)	3	—	(11)
Ecart d'acquisition	14	(2)	—	12
Actifs fiscaux nets	77	7	—	84

Les actifs d'impôt différé figurant dans l'état de la situation financière, d'un montant de 102 millions USD (2024 : 84 millions USD) sont liés à des différences temporaires.

Au cours de l'exercice 2025, la Société a entièrement utilisé les pertes fiscales non comptabilisées d'un montant de 53 millions USD qui ont été reportées depuis le 31 décembre 2024, qui concernaient principalement des pertes fiscales soumise à des restrictions attribuables à la succursale de Londres.

La Société dispose également d'impôts différés non comptabilisés liés à des crédits d'impôt étrangers d'un montant de 827 millions USD (2024 : 832 millions USD). Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour cet élément, car les succursales étrangères sont soumise à un taux d'imposition plus élevé que celui en vigueur en Irlande et il est peu probable que les actifs d'impôt différé liés aux crédits d'impôt étrangers puissent être utilisés.

25. AUTRES ACTIFS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Sécurité sociale	31	30
Retenue à la source à recevoir	11	14
Actifs liés aux prestations de retraite	7	—
Frais prépayés	2	1
Autres	33	28
	84	73

26. DEPOTS PAR DES BANQUES

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	909	614
Dans les trois mois	4 977	4
Entre trois mois et un an	2	—
Entre un an et cinq ans	20 806	15 125
	26 694	15 743
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus aux sociétés affiliées	26 385	15 574

27. DEPOTS PAR DES CLIENTS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	25 875	24 874
Dans les trois mois	7	—
Entre trois mois et un an	900	679
Entre un an et cinq ans	21 840	18 455
Plus de cinq ans	2 000	2 000
	50 622	46 008
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus aux sociétés affiliées	24 987	21 336
*Dette subordonnée incluse dans En raison de sociétés affiliées	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Titres de crédit libellés en dollars américains arrivant à maturité en 2033 et portant intérêt au taux SOFR au jour le jour majoré de 217 points de base	2 000	2 000
Prêt MREL interne libellé en dollars américains, arrivant à échéance en 2030 et portant intérêt au taux SOFR révisé quotidiennement, majoré de 116 points de base.	2 000	—
Prêt MREL interne libellé en dollars américains arrivant à échéance en 2027 et portant intérêt au taux des fonds fédéraux plus 90 points de base.	1 500	1 500
Prêt MREL interne libellé en dollars américains arrivant à échéance en 2026 et portant intérêt au taux des fonds fédéraux plus 77 points de base.	—	2 000
	5 500	5 500

Les Dépôts par les clients comprennent 5,5 milliards USD de passifs subordonnés non négociables au 31 décembre 2025. Parmi ce solde, les exigences minimales pour les fonds propres et les passifs éligibles (« MREL ») de 3,5 milliards USD ne sont pas admissibles en tant qu'instruments de niveau 2 et sont soumises à des exigences de renflouement automatique et 2 milliards USD sont admissibles en tant qu'instruments de niveau 2 à des fins de fonds propres réglementaires.

28. PRISE EN PENSION

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Contrats de mise en pension au coût amorti	144	128
	144	128
Analyse par date d'échéance		
Sur demande	—	128
Entre un an et cinq ans	144	—
	144	128
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	144	128

29. DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Opérations de gré à gré en attente de règlement	422	480
Gages-espèces perçus	870	807
Montants dus aux sociétés du groupe	330	278
	1 622	1 565
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus aux sociétés affiliées	334	283

Les excédents de garanties en espèces reçus ne doivent pas être utilisés pour les activités opérationnelles et doivent être restitués au client sur demande.

30. TITRES DE CREANCE

Les titres de créance sont entièrement constitués de certificats de dépôt et sont analysés par date d'échéance ci-dessous :

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Dans les trois mois	743	353
Entre trois mois et un an	485	823
	1 228	1 176

31. AUTRES PASSIFS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Taxe sur la valeur ajoutée payable	16	10
Retenue à la source payable	23	27
Passifs de location (voir la note 23)	92	85
Passifs détenus à des fins de transaction	3	2
Compensation du commerçant	1	4
Autres	272	200
	407	328

Autres : concerne principalement les montants à payer dans le cadre du règlement.

32. COMPTES DE REGULARISATION

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Avantages sociaux	96	81
Impôts sur la paie	40	36
Charges à payer et produits différés	41	35
	177	152

33. PROVISIONS POUR PASSIFS ET ENGAGEMENTS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Provision pour pertes sur prêts (voir la note 14)	171	132
	171	132

34. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

La Société participe à un nombre de régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies en République d'Irlande et dans toute l'Europe.

a. Régimes à cotisations définies

Les principaux régimes sont les suivants :

- Le Bank of America UK Retirement Plan (anciennement le Bank of America Merrill Lynch UK Pension Plan, ou « Régime britannique ») qui est généralement disponible pour les employés de la succursale londonienne de BofA Europe. Le principal employeur du régime britannique est Merrill Lynch International (« MLI »).

- Le Bank of America Ireland Pension Scheme (anciennement le Bank of America Merrill Lynch Ireland Pension Scheme) (le « Régime irlandais ») qui est généralement disponible pour les employés de BofA Europe basés en Irlande.

Les coûts des régimes de retraite à cotisations définies sont les suivants :

- Un pourcentage du salaire de référence de chaque employé dans le cadre du régime britannique, calculé en fonction de l'ancienneté. L'employeur paie entre 8 % et 12 % du salaire du régime.
- Un pourcentage du salaire de chaque employé dans le cadre du régime irlandais, calculé en fonction des contributions versées par le membre et de son ancienneté. Les taux de cotisation patronale se situent entre 6 % et 15 % du salaire ouvrant droit à pension.

Le coût des retraites de la Société pour l'exercice au titre des régimes à cotisations définies s'est élevé à 33 millions USD (2024 : 32 millions USD). Les coûts sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils arrivent à échéance.

b. Régimes de retraite à prestations définies

La Société participe à des régimes de retraite à prestations définies et liés aux anciennes succursales et entités juridiques du groupe BAC. Ces régimes consistent à la fois en des prestations financées et non financées.

Les principales obligations de la Société en matière de prestations définies concernent les employés allemands et suisses. Il existe également des obligations de prestations définies relatives aux employés français, néerlandais et italiens.

b.i. Régime à prestations définies - Suisse

Le régime de Zurich est un fonds de prévoyance autonome (le « Fonds ») qui propose des prestations de régime à solde de caisse, conformément aux exigences obligatoires de la Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge / Loi Fédérale sur la Prévoyance Professionnelle Vieillesse, Survivants et Invalidité (« BVG/LPP »). Les prestations de retraite sont fournies soit sous forme de somme forfaitaire lors du départ à la retraite, soit en annuités. Il existe des prestations associées pour le décès et l'invalidité. L'Institution est dirigée par un Conseil d'administration, qui est juridiquement responsable de tous les aspects opérationnels, y compris la supervision des investissements et la distribution des prestations.

Il y a une égale représentation des membres du Conseil, la moitié étant nommée par l'employeur et l'autre moitié par les membres. Les employeurs participants à l'Institution sont la Société et les autres filiales suisses du groupe Bank of America et la Société est le principal employeur en Suisse.

Les cotisations de l'employeur sont généralement versées conformément à la formule des prestations (c.-à-d. les crédits de cotisations) plus une indemnité pour les cotisations de décès et d'invalidité et les frais d'administration. Toutefois, en vertu des règles du régime et de l'accord d'affiliation, l'employeur est contractuellement obligé de payer des cotisations déficitaires supplémentaires en cas de sous-financement. En 2025, le total des cotisations patronales versées au titre des régimes à prestations définies s'est élevé à 4 million USD (2024 : 3 million USD).

A propos du financement futur :

Tous les employeurs : part de l'employeur des crédits retraite égale au total des crédits moins les cotisations des membres, comme indiqué dans les règles du Régime de Zurich.

Tous les employeurs : 3,3 % du total des salaires assurés au titre du risque, à titre de contribution pour couvrir les frais de risque, d'administration et autres : ce montant se compose de 1,2 % du total des salaires assurés au titre du risque, correspondant à la prime d'assurance risque du Fonds, et de 2,1 % du total des salaires assurés au titre du risque, correspondant aux frais d'administration et autres frais de gestion du régime de Zurich.

Les évaluations du régime en vertu de l'IAS 19 sont effectuées chaque année.

b.ii. Régimes de retraite à prestations définies - Allemagne

Les régimes sont les suivants :

Le Régime de retraite à prestations définies de ML International Bank est parrainé par la succursale londonienne de la Société. Le Régime concerne les anciens employés allemands de Global Wealth and Investment Management (« GWIM »).

Le régime à prestations définies de ML Capital Markets Bank et le plan de rémunération différée de ML Capital Markets Bank (« MLCMB DCP ») sont parrainés par le siège social de la Société à Dublin (pour les membres non actifs) et la succursale de Francfort de la Société (pour les employés actifs).

Le Régime DB de ML Management GmbH est parrainé par la succursale de Francfort de la Société et se compose de passifs à l'égard des employés allemands suite à la dissolution de ML Management GmbH en 2016.

Le Régime à prestations définies de ML IM et ML IM DCP sont parrainés par la succursale de Francfort de la Société. Ces régim es concernent les anciens employés allemands de GWIM.

Le régime de retraite de BofA Europe de 1992 (BofA Europe Pension Plan 1992) et le régime de retraite de BofA Europe de 1992 DCP (B ofA Europe Pension Plan 1992 DCP) sont gérés par la succursale de Francfort de la Société. Ces deux plans ne sont pas financés et concernent des membres actifs en Allemagne.

La Société applique une approche de financement Book-Reserve à tous ces régimes à prestations définies, à l’exception du MLCMB DCP qui est partiellement financé par des contrats d’assurance. La Société est également légalement tenue de contribuer à l’Association de protection des pensions (Pensions-Sicherungs-Verein aG – PSVaG), qui protège les promesses d’insolvabilité des employeurs des membres. Ces promesses relèvent de la responsabilité directe de la Société. Il n’y a pas de fiduciaires ou d’autres membres du conseil d’administration de ce type.

La Société est par conséquent exposée aux risques d’intérêts, d’inflation, d’invalidité et de mortalité, et doit disposer du flux de trésorerie disponible pour répondre aux avantages lorsqu’ils arrivent à échéance à l’avenir.

En 2025, le total des cotisations patronales versées au titre des régimes à prestations définies s’est élevé à 4 millions USD (2024 : 4 millions USD).

Les évaluations du régime en vertu de l’IAS 19 sont effectuées chaque année.

b.iii. Régimes de retraite à prestations définies - Autres

Les autres régimes sont composés d’un régime de retraite financé à prestations définies aux Pays-Bas, administré via un contrat d’assurance détenu par la Société, un régime d’indemnité de licenciement non financée (« TFR ») en Italie ainsi que d’un régime de retraite à prestations définies en France.

Les cotisations employeur au régime des Pays-Bas sont égales aux primes d’assurance en cours et dans les régimes non financés, aux prestations dues, que l’employeur paie directement. En 2025, le total des cotisations patronales versées au titre des régimes à prestations définies s’est élevé à 0,8 million USD (2024 : 0,3 million USD).

Le tableau suivant indique le passif net des régimes de retraite sur l’état de la situation financière et les charges connexes dans le compte de résultat. Pour certains plans (ML International Bank Plan, MLIB Dublin Capital Markets Bank et MLIB Dublin Capital Markets Bank DCP), la devise des avantages du plan sous-jacent ne correspond pas à la devise de déclaration des succursales de la Société. Pour ces régimes, les résultats ont d’abord été convertis dans la devise de déclaration de la succursale, les gains ou pertes de change étant comptabilisés dans le compte de résultat.

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Juste valeur des actifs du régime	140	113
Valeur actuelle des obligations de prestations définies	(226)	(198)
Obligation de pension nette sur l’état de situation financière	(86)	(85)
Coût de service actuel	6	3
Coût de service passé - Modifications du plan	3	(11)
Charges d’intérêts	3	3
Frais administratifs, taxes et autres	—	—
Devise (gains)/pertes de la succursale	7	(4)
(Produits)/Charges de pension comptabilisées dans le compte de résultat	19	(9)

Au 31 décembre 2025, la Société a comptabilisé des obligations au titre des prestations de retraite d’un montant de 93 millions USD, relatives aux régimes à prestations définies en Allemagne et dans d’autres pays, ainsi que des actifs liés aux prestations de retraite d’un montant de 7 millions USD, relatifs au régime à prestations définies en Suisse, présentés sous la Note 25 Autres actifs.

	Valeur actualisée de l'obligation Suisse Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Allemagne Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Autres Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Suisse Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes en Allemagne Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Autres Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsabilité nette des régimes de retraite Millions USD
Au 1^{er} janvier 2025	(105)	(83)	(10)	104	5	4	(198)	113	(85)
Transfert dans	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(105)	(83)	(10)	104	5	4	(198)	113	(85)
Montants comptabilisés dans le compte de résultat :									
Coût de service actuel	(5)	—	(1)	—	—	—	(6)	—	(6)
Coût de service passé - Modifications du plan	—	—	(3)	—	—	—	(3)	—	(3)
Charges d'intérêts	(1)	(3)	—	1	—	—	(4)	1	(3)
	(6)	(3)	(4)	1	—	—	(13)	1	(12)
Montants comptabilisés en autres éléments cumulés du résultat global :									
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	—	—	—	9	—	(1)	—	8	8
Gain/(perte) de change dans les hypothèses d'expérience	(8)	(2)	—	—	—	—	(10)	—	(10)
Gain/(perte) lié au changement des hypothèses démographiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gain/(perte) résultant de la modification des hypothèses financières	7	8	1	—	—	—	16	—	16
	(1)	6	1	9	—	(1)	6	8	14

	Valeur actualisée de l'obligation Suisse Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Allemagne Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Autres Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Suisse Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes en Allemagne Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Autres Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsabilité nette des régimes de retraite Millions USD
Différences de change	(15)	(11)	(2)	16	1	—	(28)	17	(11)
Compte de résultat	—	(8)	—	—	1	—	(8)	1	(7)
OCI	(15)	(3)	(2)	16	—	—	(20)	16	(4)
Contributions									
Employeur	—	—	—	4	4	—	—	8	8
Participants au régime	(2)	—	—	2	—	—	(2)	2	—
	(17)	(11)	(2)	22	5	—	(30)	27	(3)
Versements à partir du régime									
Versements de prestations	5	4	—	(5)	(4)	—	9	(9)	—
Au 31 décembre 2025	(124)	(87)	(15)	131	6	3	(226)	140	(86)

	Valeur actualisée de l'obligation Suisse Millions USD	Valeur actuelle de l'obligation pour l'Allemagne Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Autres Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Suisse Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes en Allemagne Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Autres Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsabilité nette des régimes de retraite Millions USD
Au 1^{er} janvier 2024	(111)	(96)	(9)	104	5	4	(216)	113	(103)
Transfert dans	—	(1)	—	—	—	—	(1)	—	(1)
	(111)	(97)	(9)	104	5	4	(217)	113	(104)
Montants comptabilisés dans le compte de résultat :									
Coût de service actuel	(2)	—	(1)	—	—	—	(3)	—	(3)
Coût de service passé - Modifications du plan	11	—	—	—	—	—	11	—	11
Frais administratifs, taxes et autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charges d'intérêts	(1)	(3)	—	1	—	—	(4)	1	(3)
	8	(3)	(1)	1	—	—	4	1	5
Montants comptabilisés en autres éléments cumulés du résultat global :									
Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	—	—	—	6	—	—	—	6	6
Gain/(perte) de change dans les hypothèses d'expérience	(4)	3	—	—	—	—	(1)	—	(1)
Gain/(perte) lié au changement des hypothèses démographiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gain/(perte) résultant de la modification des hypothèses financières	(8)	4	—	—	—	—	(4)	—	(4)
	(12)	7	—	6	—	—	(5)	6	1
Différences de change	8	6	—	(8)	—	—	14	(8)	6
Compte de résultat	—	4	—	—	—	—	4	—	4
OCI	8	2	—	(8)	—	—	10	(8)	2
Autre modification des obligations à prestations définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	Valeur actualisée de l'obligation Suisse Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Allemagne Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Autres Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Suisse Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Allemagne Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Autres Millions USD	Valeur actualisée de l'obligation Total Millions USD	Juste valeur des actifs des régimes Total Millions USD	Responsabilité nette des régimes de retraite Millions USD
Contributions Employeur	—	—	—	3	4	—	—	7	7
Participants au régime	(1)	—	—	1	—	—	(1)	1	—
	7	6	—	(4)	4	—	13	—	13
Versements à partir du régime									
Versements de prestations	3	4	—	(3)	(4)	—	7	(7)	—
Au 31 décembre 2024	(105)	(83)	(10)	104	5	4	(198)	113	(85)

Les principales hypothèses actuarielles étaient les suivantes et sont pondérées en fonction de la taille du passif de retraite :

	2025	2024
Taux d'actualisation	2,43 %	1,97 %
Taux de croissance des pensions de retraite	0,86 %	0,92 %
Inflation IPC	1,53 %	1,70 %
	2025	2024
Espérance de vie pour les hommes âgés de 65 ans	22	21
Espérance de vie pour les femmes âgées de 65 ans	24	24
Espérance de vie à 65 ans pour les hommes actuellement âgés de 50 ans	23	23
Espérance de vie à 65 ans pour les femmes actuellement âgées de 50 ans	25	25

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les conseils actuariels, conformément aux statistiques publiées et à l'expérience passée. Elles permettent de prévoir des améliorations à venir des taux de mortalité.

Les actifs du plan global (tous au prix du marché coté) sont investis dans les catégories d'actifs suivantes :

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Capitaux propres	44	37
Dette	37	31
Immobilier	31	21
Autres	28	24
	140	113

Les durées moyennes des obligations de fin d'année étaient les suivantes :

	2025 ans	2024 ans
Suisse	14	14
Allemagne	12	14
Autres plans	13	14

La sensibilité de l'obligation de prestations définies aux changements dans les hypothèses principales pondérées est la suivante :

	Obligation de prestations définies 2025 Millions USD	Obligation de prestations définies 2024 Millions USD
Valeur actuelle au 31 décembre	226	198
Après une hausse de 1 % du taux d'actualisation		
Evolution	(27)	(29)
Nouvelle valeur	199	169
Après une hausse de 1 % de l'hypothèse d'inflation		
Evolution	11	11
Nouvelle valeur	237	209
Après une hausse de l'espérance de vie d'un an		
Evolution	6	6
Nouvelle valeur	232	204

Aucune modification n’a été apportée aux méthodes utilisées pour préparer l’analyse de sensibilité. La méthodologie utilisée pour déduire les hypothèses d’évaluation sous-jacentes est également inchangée par rapport à l’année précédente.

La contribution de l’employeur aux actifs du régime à prestations définies et les prestations versées directement par l’employeur pour le prochain exercice comptable devraient s’élever à 8 millions USD contre 7 millions USD en 2025.

35. CAPITAL SOCIAL

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Autorisé		
55 051 000 (2024 : 55 051 000) actions ordinaires d’une valeur nominale de 1 USD chacune	55	55
Appelé, émis et entièrement payé		
32 067 011 (2024 : 32 067 011) actions ordinaires d’une valeur nominale de 1 USD chacune	32	32

36. RESERVES

Compte de primes d’émission

Aux termes de la fusion de 2018 avec Bank of America Merrill Lynch International Limited (« BAMLI Ltd »), la Société a émis une part de la valeur nominale de 1 USD à la société mère immédiate BANA en contrepartie de l’actif net de BAMLI Ltd. L’allègement de la reconstruction du groupe a été appliqué pour limiter l’augmentation de la prime d’action de la Société à 9 061 millions USD.

Bénéfices non distribués

La différence entre les coûts liés aux attributions d’actions dans le cadre de plans de rémunération en actions, calculés conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », et les montants refacturés pour ces attributions par la société mère intermédiaire au cours de l’exercice s’est élevé à un crédit de 0 million USD au (2024 : crédit de 4 millions USD) et est incluse dans les réserves de résultat.

Autres réserves

Juste valeur par le biais d’autres réserves pour résultat global

La juste valeur par le biais d’autres réserves de résultat global représente les variations de la juste valeur par le biais d’autres investissements de résultat global depuis la comptabilisation initiale.

Réserve de change

La réserve de change comprend les écarts de conversion découlant des bénéfices et des pertes de l’exercice en cours, ainsi que des réserves d’ouverture des succursales dont la devise fonctionnelle n’est pas le dollar américain.

Réserve d’apport en capital

Merrill Lynch Europe Limited a publié en 2015 des recharges d’obligations de retraite intragroupe de 59 millions de dollars. Cela a été considéré comme une contribution en capital. La société a comptabilisé une diminution de 4 millions USD de sa réserve d’apport en capital en 2023, suite à l’acquisition des réserves de CTA lors de la liquidation de la succursale d’Athènes de BANA au profit de la succursale d’Athènes de BofA Europe, ces deux entités ayant une société mère commune.

	Juste valeur par le biais d’autres réserves pour résultat global Millions USD	Réserve de change Millions USD	Réserve d’apport en capital Millions USD	Total Millions USD
Autres réserves				
Au 1 ^{er} janvier 2025	—	(17)	55	38
Mouvement de l’année en cours	1	80	—	81
Au 31 décembre 2025	1	63	55	119

37. AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Engagements non utilisés	60 010	48 237
Engagements d'achat	527	637
Lettres de crédit standby et garanties financières	601	938
Autres engagements	2 034	—
	63 172	49 812
Les montants ci-dessus comprennent :		
Montants dus par les sociétés affiliées	528	637

Le tableau ci-dessus comprend le montant notionnel des engagements juridiquement contraignants non financés.

La Société contracte des engagements d'extension de crédit tels que des engagements de prêt, des lettres de crédit standby (ABLC pour « standby letter of credit») et des lettres de crédit documentaire afin de répondre aux besoins de financement de ses clients. Les engagements fermes d'extension de crédit sont généralement assortis de taux et d'échéances spécifiques. Certains de ces engagements comportent des clauses de détérioration visant à protéger la Société contre la détérioration de la capacité de remboursement de l'emprunteur.

Les engagements d'achat sont représentés par des engagements d'achat ouverts pour acheter des prêts, qui n'ont pas encore été réglés.

Les Autres engagements comprennent des contrats de prise en pension à terme qui n'ont pas encore été réglés à la date de clôture.

Les autres engagements financiers comprennent les engagements comptabilisés dans le cadre de l'option Juste valeur. Au 31 décembre 2025, 4 651 millions USD (2024 : 2 746 millions USD) de ces engagements ont été choisis pour être évalués selon l'option de juste valeur.

38. INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

Le tableau suivant analyse la valeur comptable des actifs et passifs financiers de la Société par catégorie et par rubrique de l'état de situation financière :

31 décembre 2025

	Coût amorti Millions USD	Obligatoire à la FVPL Millions USD	Désigné à la FVPL Millions USD	FVOCI - obligations Millions USD	Total Millions USD
Espèces dans les banques centrales	23 923	—	—	—	23 923
Accords de prise en pension	24 259	—	558	—	24 817
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 555	—	—	1 555
Instruments financiers dérivés	—	4 750	—	—	4 750
Créances commerciales et autres créances	1 994	—	—	—	1 994
Prêts et avances aux banques	9 193	589	—	—	9 782
Prêts et avances aux clients	31 647	4 068	—	—	35 715
Titres de placement	—	73	—	2 318	2 391
Actifs financiers	91 016	11 035	558	2 318	104 927
Dépôts par des banques	26 694	—	—	—	26 694
Dépôts par des clients	50 622	—	—	—	50 622
Prise en pension	144	—	—	—	144
Dettes commerciales et autres dettes	1 622	—	—	—	1 622
Titres de créance	1 228	—	—	—	1 228
Instruments financiers dérivés	—	5 898	—	—	5 898
Passifs financiers désignés à la FVPL	—	—	808	—	808
Autres passifs	—	—	3	—	3
Passifs financiers	80 310	5 898	811	—	87 019

Les investissements en actions, précédemment présentés séparément dans la classification « FVPL – Instruments de capitaux propres », sont désormais regroupés dans la catégorie « Obligatoirement évalué à la FVPL ». Cette modification est conforme aux normes comptables applicables et améliore la clarté et la cohérence de la présentation des titres de placement.

31 décembre 2024

	Coût amorti Millions USD	Obligatoire à la FVPL Millions USD	Désigné à la FVPL Millions USD	FVOCI - obligations non garanties Millions USD	FVPL - instruments de capitaux propres Millions USD	Total Millions USD
Espèces dans les banques centrales	23 077	—	—	—	—	23 077
Accords de prise en pension	12 112	—	526	—	—	12 638
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 525	—	—	—	1 525
Instruments financiers dérivés	—	2 931	—	—	—	2 931
Créances commerciales et autres créances	2 056	—	—	—	—	2 056
Prêts et avances aux banques	7 973	471	—	—	—	8 444
Prêts et avances aux clients	29 335	2 943	—	—	—	32 278
Titres de placement	—	—	—	2 134	73	2 207
Autres actifs	28	—	—	—	—	28
Actifs financiers	74 581	7 870	526	2 134	73	85 184
Dépôts par des banques	15 743	—	—	—	—	15 743
Dépôts par des clients	46 008	—	—	—	—	46 008
Prise en pension	128	—	—	—	—	128
Dettes commerciales et autres dettes	1 565	—	—	—	—	1 565
Titres de créance	1 176	—	—	—	—	1 176
Instruments financiers dérivés	—	3 809	—	—	—	3 809
Passifs financiers désignés à la FVPL	—	—	238	—	—	238
Autres passifs	289	—	2	—	—	291
Comptes de régularisation	152	—	—	—	—	152
Passifs financiers	65 061	3 809	240	—	—	69 110

39. ACTIFS TRANSFERES ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES**Nature, finalité et étendue de l'exposition de la Société à des entités structurées**

La Société conclut des transactions dans le cours normal de ses activités avec diverses entités structurées conçues pour atteindre un objectif commercial spécifique. Une entité structurée (parfois appelée Entité ad hoc spéciale, « SPE ») est une entité qui a été conçue de sorte que les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas le facteur dominant pour décider de qui contrôle l'entité.

L'exposition de la Société à des entités structurées se rapporte à son financement sous forme de prêts ou avances similaires aux clients, appuyé par des groupes d'actifs spécifiques. Les formes juridiques des entités structurées peuvent varier mais comprennent généralement des sociétés à responsabilité limitée, des fiducies, des fonds et des partenariats.

Entités sponsorisées

La Société se considère comme le parrain d'une entité structurée, lorsqu'elle est principalement impliquée dans la conception et l'établissement de l'entité structurée, et davantage lorsque la Société transfère des actifs à l'entité structurée, les produits de marché associés à l'entité structurée à son propre nom, apporte une aide opérationnelle pour veiller à la poursuite de l'activité de la SPE et/ou apporte des garanties concernant les résultats de l'entité structurée. La Société n'a généralement pas un niveau significatif d'implication dans la conception ou l'exploitation de ces entités structurées et ne se considère pas comme promoteur des accords. La Société déclare cette activité dans le cadre des prêts et avances aux clients, conformément aux autres activités de financement.

Entités structurées consolidées

La Société n'a pas d'entités structurées consolidées car son implication avec des entités structurées n'entraîne généralement pas le contrôle de la Société sur ses décisions de prise d'investissement.

Entités structurées non consolidées

La participation de la Société dans une entité structurée non consolidée est considérée comme l'engagement contractuel et non contractuel qui expose la Société aux variations de rendements provenant de la performance de l'entité structurée. Un intérêt dans une autre entité peut être établi, mais sans s'y limiter, par la détention d'actions ou d'obligations non garanties, ainsi que d'autres formes d'engagements comme la mise à disposition de fonds, l'aide sous forme de liquidité, le rehaussement de crédit et les garanties.

La Société peut fournir un financement à des entités structurées dans le cours normal des activités. Comme indiqué ci-dessus, la Société fournit un financement à des entités structurées dans le cours normal de ses activités et évalue le risque et l'exposition de ladite activité de manière cohérente avec d'autres activités de financement en examinant la solvabilité des contreparties impliquées, le montant et la qualité de la garantie de l'instrument et les accords contractuels en place, y compris toute garantie reçue d'autres parties.

Titrisation immobilière commerciale

La Société utilise également des entités structurées pour garantir des prêts immobiliers commerciaux et des avances en tant que source de financement et moyen de transfert de risque. Les prêts et les avances sont transférés par la Société aux entités structurées contre des liquidités, et les entités structurées émettent des titres d'emprunt à l'intention des investisseurs. Les actifs transférés sont généralement dé-comptabilisés du bilan de la Société car la Société transfère la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété de l'actif. Consultez la note 2.9 pour connaître la méthode comptable régissant la comptabilisation et la décomptabilisation des actifs financiers.

En plus de ce qui précède, la Société est exposée à des instruments de titrisation de biens immobiliers commerciaux parrainés au sein de son portefeuille de prêts et d'avances dans lesquels les actifs ont été transférés à l'entité structurée par une société affiliée du groupe BAC.

La Société conserve généralement une partie du prêt original, fournit un prêt d'émetteur distinct à l'entité structurée, ou fournit des facilités de liquidité à l'entité structurée. Celles-ci sont considérées comme représentant l'implication continue de la Société dans les actifs financiers transférés qui ont été dé-comptabilisés dans leur intégralité.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des intérêts enregistrés de la Société dans son état de la situation financière ainsi que l'exposition maximale au risque (telle que définie dans le paragraphe ci-dessous) due à ces expositions dans les entités structurées non consolidées.

Le risque maximal de perte auquel la Société est exposée correspond à l'hypothèse peu probable où tous les actifs des VIE n'auraient plus aucune valeur ; il recouvre non seulement les pertes affectant éventuellement les actifs enregistrés au Bilan consolidé de la Société, mais également les pertes potentielles associées aux engagements hors bilan tels que les engagements de liquidité non financés et autres accords contractuels. Le risque maximal de perte auquel la Société est exposée ne tient pas compte des pertes comptabilisées antérieurement, par exemple, au moyen de réductions de la valeur d'éléments d'actif.

	2025		2024	
	Montant comptable des actifs financiers Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD	Montant comptable des actifs financiers Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD
Intérêts enregistrés dans l'état de la situation financière				
Prêts et avances aux clients	7	7	6	9

La taille totale de ces entités structurées s'élève à 262 millions USD (2024 : 299 millions USD). Au cours de l'exercice en cours ou des exercices précédents, la Société n'a accordé aucun soutien financier ou autre, hors contrat, à ces entités structurées non consolidées.

Actifs financiers transférés qui sont décomptabilisés dans leur intégralité, mais lorsque la Société est toujours impliquée

Le tableau suivant résume l'effet sur l'état de la situation financière, la juste valeur et l'exposition maximale aux pertes de la Société en raison de son implication continue dans les actifs transférés avec des entités structurées.

	2025			2024		
	Porter une implication continue Millions USD	Juste valeur de l'implication continue Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD	Porter une implication continue Millions USD	Juste valeur de l'implication continue Millions USD	Exposition maximale à la perte Millions USD
Prêts hypothécaires	75	74	75	85	84	91

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus concernent principalement les intérêts conservés dans les SPE.

Le montant total de ces entités structurées s'élève à 1 728 millions USD (2024 : 2 407 millions USD). Au cours de l'exercice ou des exercices précédents, la Société n'a fourni aucun soutien financier non contractuel ou autre soutien à ces entités structurées non consolidées.

La Société a réalisé un gain de 14 millions USD sur le transfert d'actifs au cours de l'année 2025 et n'a perçu aucun revenu significatif au cours des exercices précédents.

40. COMPENSATION

Les actifs et passifs financiers ne peuvent être compensés et leur montant net déclaré dans l'Etat de la situation financière que si la Société dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, et s'il existe une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le tableau suivant présente les instruments financiers soumis à des accords de compensation globale et à des accords similaires, mais non compensés : La colonne « montant net » indique l'impact sur l'état de la situation financière de la Société si tous les droits de compensation ont été exercés.

31 décembre 2025

	Effets de la compensation sur le bilan			Montants associés non compensés		
	Montants bruts comptabilisés Millions USD	Montants bruts compensés dans l'état de la situation financière Millions USD	Montants nets présentés dans l'état de la situation financière Millions USD	Instruments financiers Millions USD	Garanties en liquidités Millions USD	Montant net Millions USD
Actifs						
Accords de prise en pension	25 314	(497)	24 817	(24 817)	—	—
Instruments financiers dérivés	4 750	—	4 750	(3 162)	(813)	775
Passifs						
Prise en pension	641	(497)	144	—	—	144
Instruments financiers dérivés	5 898	—	5 898	(3 162)	(930)	1 806

31 décembre 2024

	Effets de la compensation sur le bilan			Montants associés non compensés		
	Montants bruts comptabilisés Millions USD	Montants bruts compensés dans l'état de la situation financière Millions USD	Montants nets présentés dans l'état de la situation financière Millions USD	Instruments financiers Millions USD	Garanties en liquidités Millions USD	Montant net Millions USD
Actifs						
Accords de prise en pension	13 293	(655)	12 638	(12 634)	—	4
Instruments financiers dérivés	3 533	(602)	2 931	(1 495)	(692)	744
Passifs						
Prise en pension	783	(655)	128	—	—	128
Instruments financiers dérivés	4 273	(464)	3 809	(1 495)	(1 271)	1 043

Les instruments financiers inclus dans les « montants liés non compensés », d'un montant de 24 817 millions USD (2024 : 12 634 millions USD), correspondent aux titres reçus en garantie dans le cadre de contrats de prise en pension.

Instruments financiers

La Société peut effectuer un certain nombre de transactions sur des instruments financiers avec une seule contrepartie. Elle peut conclure une convention générale de compensation avec l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») ou son équivalent (« convention générale de compensation ») avec cette contrepartie. Ce type de convention assure un règlement net unique de tous les instruments financiers concernés par l'accord en cas de défaut de paiement ou de résiliation du contrat. Ces accords sont couramment utilisés pour se protéger contre des pertes en cas de faillite ou d'autres circonstances qui empêchent une contrepartie de respecter ses obligations. Une convention générale de compensation crée habituellement un droit de compensation qui devient exécutoire. Elle n'affecte la matérialisation ou le règlement d'actifs et de passifs financiers individuels qu'à la suite d'un cas donné de défaut de paiement ou dans d'autres circonstances non prévues dans le cours normal des activités.

La Société conclut des conventions générales de compensation avec les principales contreparties aux produits dérivés de la Société. En cas d'absence d'intention de régler sur la base du montant net, dans le cours normal des activités, les soldes n'ont pas été compensés dans l'état de la situation financière et sont présentés séparément dans le tableau ci-dessus.

Garanties en liquidités

Les garanties en liquidités se rapportent aux garanties reçues et données pour des produits financiers dérivés et qui n'ont pas été compensées dans l'état de la situation financière.

41. GESTION DES RISQUES

Entité juridique de gouvernance des risques

BAC a établi un cadre de gouvernance des risques (le « Cadre de gestion des risques »), qui sert de fondement à une gestion cohérente et efficace des risques, auxquels sont confrontées BAC et ses sociétés affiliées (parmi lesquelles BofA Europe). Le Cadre de gestion des risques définit les rôles et responsabilités pour la gestion des risques et fournit un plan pour la gestion globale par la délégation de pouvoir, établit l'appétit pour le risque et les limites associées à nos activités.

Le Cadre de gestion des risques s'applique à tous les employés de BAC. Il permet une compréhension de l'approche appliquée par la Société, ainsi que des responsabilités de chaque employé, en matière de gestion du risque. Tous les employés sont tenus d'assumer la responsabilité de la gestion du risque, ainsi que de rendre des comptes s'agissant de l'identification, de la remontée et du débat autour des risques auxquels est confrontée la Société. Le Cadre de gestion des risques définit les rôles et les responsabilités de gestion des risques par les unités de première ligne (« FLU »), la gestion indépendante des risques, d'autres fonctions de contrôle et l'audit d'entreprise. Figurent ci-dessous les composantes de l'approche adoptée par la Société en matière de gestion du risque :

- Une culture consistant à bien gérer le risque ;
- Appétence au risque ;
- Des processus de gestion du risque ;
- La gestion, l'agrégation des données et le signalement concernant le risque ; et
- La gouvernance du risque

Les processus de gestion des risques décrits ci-dessus permettent aux sociétés BAC (y compris la Société) de gérer les sept principaux types de risques : le marché, le crédit, la conformité et les opérations, les liquidités, la réputation, la stratégie et la gestion du capital.

Vous trouverez ci-dessous une synthèse de l'approche appliquée par la Société à chaque type de risque. Nous notons que le marché, le crédit et les liquidités sont considérés comme des risques financiers.

a. Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements dans la situation du marché puissent se répercuter négativement sur la valeur de l'actif et/ou du passif, ou autrement sur le bénéfice. Le risque de marché est composé du risque de prix et du risque de taux d'intérêt.

Risque lié au prix

Le risque de prix est le risque pour la situation financière actuelle ou prévue découlant des variations de la valeur des portefeuilles de négociation, des titres de placement ou des activités de financement liées à la trésorerie. Ces portefeuilles sont généralement soumis à des fluctuations quotidiennes des prix et sont comptabilisés principalement à la valeur du marché. Ce risque provient surtout de l'activité des marchés, des transactions et des marchés des capitaux sur les marchés des taux d'intérêt, des devises et du crédit.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'exposition aux fluctuations de la valeur des actifs détenus et des flux de trésorerie futurs libellés dans des devises autres que la devise fonctionnelle de la Société. Les types d'instruments exposés à ce risque comprennent les prêts et les titres libellés en devises étrangères, les flux de trésorerie futurs en devises étrangères découlant d'opérations de change, la dette libellée en devises étrangères et divers produits dérivés de change dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution du niveau ou de la volatilité des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque lié à la situation financière actuelle ou prévue issue des mouvements de taux d'intérêt. Le risque lié au taux d'intérêt résulte des écarts entre le moment des variations de change et le moment des flux de trésorerie (risque de réévaluation), de la variation de relations de taux entre les différentes courbes de rendements affectant les activités bancaires (risque de base), de la variation des relations de taux entre les échéances (risque de la courbe de rendements) et des options liées aux intérêts, intégrées aux produits bancaires ou aux titres d'investissement (risque des options).

Risque de taux d'intérêt et risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire est le risque pour les bénéfices ou le capital actuels ou anticipés de BofA Europe découlant de mouvements défavorables des taux d'intérêt. Les variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit ont une incidence sur les bénéfices et les capitaux de la Société, car elles affectent ses prévisions de produits nets d'intérêt ainsi que la valeur économique sous-jacente de ses actifs, passifs et postes hors bilan (valeur économique des capitaux propres).

Le risque d'écart résulte de la structure à terme des instruments sensibles aux taux d'intérêt qui découle de différences dans le calendrier de leurs changements de taux, couvrant les changements de la structure à terme des taux d'intérêt survenant de manière cohérente sur l'ensemble de la courbe de rendement (risque parallèle) ou différenciellement par période (non parallèle). Le risque de base découle de l'impact des variations relatives des taux d'intérêt sur les instruments sensibles aux taux d'intérêt qui ont des ténors similaires, mais qui sont tarifés en utilisant différents indices de taux d'intérêt. Le risque lié au taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire de la Société provient des différences de réévaluation, de taux et de caractéristiques d'échéance entre ses actifs et ses passifs.

La sensibilité de BofA Europe aux taux d'intérêt résulte principalement du placement de capitaux non productifs d'intérêts dans des actifs porteurs d'intérêts, qui sont pour l'essentiel à taux variable. La Société a mis en place des stratégies de gestion du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (Interest Rate Risk in the Banking Book, IRRBB) afin de maintenir ce risque dans les limites fixées par la Déclaration relative à l'appétence aux risques (Risk Appetite Statement, RAS).

Mesure du risque de marché

Au niveau des actifs et des passifs, le risque de marché est calculé en évaluant l'impact des facteurs de risques individuels sur des expositions individuelles. Au niveau global, le risque de prix est évalué principalement en fonction des modèles de risques, y compris les modèles de valeur à risque (« VaR »). L'exposition économique globale de BofA Europe et la sensibilité aux bénéfices et au capital, au risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, sont également évaluées.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR est une mesure statistique de la perte potentielle du prix équitable du portefeuille, résultant de fluctuations dans les variables du marché, au cours d'une période de détention donnée, à un niveau de confiance donné. Un modèle unique est utilisé de façon constante pour les portefeuilles de négociation, qui s'appuie sur une approche de simulation historique basée sur une période de trois ans de données historiques. La statistique de VaR principale est équivalente à un niveau de confiance de 99 pour cent. Cela signifie que pour une VaR avec une période de détention d'une journée, il ne devrait pas y avoir de pertes dépassant la VaR, en moyenne, 99 jours de négociation sur 100.

Le tableau ci-dessous présente la VaR moyenne et à la fin de l'exercice de la Société pour 2025 et 2024. En outre, la VaR haute et la VaR basse sont présentées de manière distincte, pour chaque catégorie de risque et de manière globale.

	Fin d'exercice 2025 \$000	Elevé 2025 \$000	Moyenne 2025 \$000	Faible 2025 \$000
99 % VaR quotidienne				
Risque de crédit	6 767	14 213	9 350	6 582
Risque de change	1 667	4 192	1 242	624
Risque de taux d'intérêt	1 473	5 684	2 360	1 473
Total	6 870	14 968	9 709	6 667

	Fin d'exercice 2024 \$000	Elevé 2024 \$000	Moyenne 2024 \$000	Faible 2024 \$000
99 % VaR quotidienne				
Risque de crédit	13 299	13 595	9 471	7 726
Risque de change	1 342	2 659	1 202	382
Risque de taux d'intérêt	2 293	4 154	2 727	1 756
Total	13 659	14 042	10 431	8 100

Outre les mesures de la VaR, le département en charge du risque de marché recourt à un ensemble d'autres mesures du risque, parmi lesquelles les analyses de sensibilité et les tests de tension, afin de surveiller les expositions et de les gérer en appliquant un solide ensemble de limites.

Sensibilité à l'exposition aux devises hors opérations de négociation

La Société surveille son exposition aux devises hors opérations de négociation et couvre l'exposition résultant des soldes libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle, qu'ils proviennent des activités des différents secteurs d'activités ou de la trésorerie de l'entreprise, ainsi que des éléments généraux et des frais généraux en dehors de la devise fonctionnelle d'une entité.

b. Risque de crédit

Le risque de crédit représente la perte résultant de l'incapacité ou du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à remplir ses obligations. Le risque de crédit est établi lorsque la Société s'engage envers, ou conclut, un contrat avec un emprunteur ou une contrepartie. La Société définit l'exposition au risque de crédit auprès d'un emprunteur ou d'une contrepartie comme la perte potentielle résultant de prêts, de baux, et d'autres octrois de crédit.

Gestion des risques de contrepartie

La Société gère le risque de crédit auprès d'un emprunteur ou d'une contrepartie en fonction du profil de risque qui est le sien, profil qui englobe l'évaluation des sources de remboursement, les garanties sous-jacentes (le cas échéant), et les effets prévus de la conjoncture économique actuelle et future pour les emprunteurs ou contreparties. L'exposition au crédit est réévaluée de manière proactive en tant que changements du profil de risque d'un emprunteur ou d'une contrepartie.

Dans ses unités commerciales, BofA Europe prend un certain nombre de mesures pour atténuer les pertes, notamment une surveillance plus fréquente et plus intense du portefeuille pour les profils de risques modérés à faibles, des opérations de couverture et le transfert de gestion des expositions commerciales détériorées à des agents spécialisés dans les actifs.

La gestion du risque de crédit englobe les processus suivants :

- Montage du crédit
- Gestion du portefeuille
- Activités de réduction des pertes
- Etablir la provision pour pertes de crédit, qui est une réserve pour les pertes de crédit attendues pendant la durée de vie des engagements de prêt de la Société
- Déclaration et gouvernance du risque de crédit

Ces processus permettent d'obtenir une vue d'ensemble complète et consolidée des risques de crédit de la Société, fournissant ainsi à la direction générale les informations nécessaires pour orienter ou réorienter les FLU et prendre, le cas échéant, certaines mesures au niveau des entités juridiques.

Les principaux risques de crédit de la Société résultent de ses activités commerciales de prêt. La Société présente également un risque de crédit lié à son exposition aux produits dérivés.

Activités commerciales de prêt

Les activités commerciales de prêt de la Société consistent principalement en des prêts aux entreprises et aux institutions, en plus de certaines activités de prêts adossés à des actifs et de prêts garantis. En fonction des conditions de marché, la Société peut chercher à atténuer ou réduire l'exposition aux prêts au moyen d'associations tierces, de titrisations, de ventes de prêts secondaires, ou d'achat de contrats à désignation unique et d'échange sur risque de crédit.

La Société fournit habituellement à ses clients des facilités de prêt utilisées, ainsi que des facilités de prêt engagées mais non utilisées, en faveur d'entreprises et d'institutions, à des fins générales d'entreprises, ainsi que des lignes de liquidités, des financements provisoires et des activités liées aux acquisitions. Tandis que ces installations peuvent être étayées par des accords d'amélioration de crédit, comme le nantissement de biens ou les revendications sur les actifs d'exploitation, la Société prévoit généralement le remboursement via d'autres sources parmi lesquelles les flux de trésorerie et/ou la recapitalisation. Les facilités de financement adossées à des actifs et autres facilités garanties sont généralement garanties par des actifs tels que des prêts hypothécaires commerciaux, des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles, des contrats de location, des prêts à la consommation et d'autres créances. L'évaluation du crédit pour ces installations repose principalement sur le montant, le type d'actif, la qualité et la liquidité de la garantie sous-jacente, dans la mesure où la performance de la garantie et/ou des flux de trésorerie associés sont considérés comme la source de remboursement escomptée.

Les prêts dépréciés sont évalués en fonction de la valeur actuelle des paiements attendus, des prix du marché observables ou, le cas échéant, de la valeur de toute garantie que la Société s'attend à réaliser.

Négociation d'instruments dérivés

La Société conclut des conventions générales de compensation de type ISDA ou équivalentes (« conventions générales de compensation ») avec ses contreparties en matière de produits dérivés. Dans certaines circonstances, les conventions générales de compensation permettent d'atténuer les risques en cas de faillite, et permettent dans certains cas de compenser les effets à recevoir et les dettes auprès de la même contrepartie, lors de la clôture des opérations en cas de défaut de paiement. Les conventions générales de compensation sont normalisées dans le secteur. Néanmoins, elles sont négociées de manière bilatérale selon des modalités et des conditions de crédit négociées par ces parties. Une incertitude peut exister concernant l'applicabilité des conventions générales de compensation en vertu des lois sur la faillite dans certains pays, et les effets à recevoir et les dettes auprès de contreparties basées dans ces pays sont par conséquent comptabilisées en brut.

En outre, pour réduire le risque de perte en cas de défaut de paiement par les contreparties, la Société exige généralement une garantie documentée dans l'annexe du support de crédit de l'ISDA. D'un point de vue économique, la Société évalue les expositions au risque nettes de garanties connexes répondant à des normes spécifiques. La Société s'efforce également de limiter autant que possible son risque de défaut sur les instruments dérivés en concluant des transactions prévoyant des dispositions qui lui permettent de résilier ou de redéfinir les modalités des contrats d'instruments dérivés à certaines conditions définies.

La Société facilite les opérations des clients dans les domaines du crédit, des taux d'intérêt, des opérations de change et des produits dérivés sur matières premières réglés en espèces, le risque de marché associé étant en grande partie transféré aux sociétés affiliées pour y être géré.

Analyse de la qualité du crédit

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la valeur comptable brute et de l'exposition maximale au risque de crédit des actifs financiers, des engagements de prêt et des contrats de garantie financière de la Société susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation, en fonction de leur niveau dans le processus de dépréciation et de leur notation de crédit externe ou de son équivalent interne. En l'absence de notation, les soldes sont catégorisés comme non notés. Les notations de crédit présentées reflètent les dernières informations disponibles en la matière.

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2025							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	17 844	6 079	—	—	23 923	—	23 923
Accords de prise en pension	592	23 667	—	—	24 259	—	24 259
Créances commerciales et autres créances	51	1 510	328	105	1 994	—	1 994
Prêts et avances aux banques	—	8 541	649	5	9 195	(2)	9 193
Prêts et avances aux clients	8 950	12 828	9 593	400	31 771	(124)	31 647
Titres d'investissement - dette	—	2 318	—	—	2 318	—	2 318
	27 437	54 943	10 570	510	93 460	(126)	93 334
Garanties financières et engagements	877	42 676	14 944	24	58 521	(171)	58 350
	28 314	97 619	25 514	534	151 981	(297)	151 684

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2025							
Etape 1							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	17 844	6 079	—	—	23 923	—	23 923
Accords de prise en pension	592	23 667	—	—	24 259	—	24 259
Créances commerciales et autres créances	51	1 510	328	105	1 994	—	1 994
Prêts et avances aux banques	—	8 541	649	5	9 195	(2)	9 193
Prêts et avances aux clients	8 950	12 728	6 161	400	28 239	(21)	28 218
Titres d'investissement - dette	—	2 318	—	—	2 318	—	2 318
Garanties financières et engagements	877	42 676	7 606	24	51 183	(28)	51 155
	28 314	97 519	14 744	534	141 111	(51)	141 060

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2025							
Etape 2							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances aux clients	—	91	3 201	—	3 292	(69)	3 223
Garanties financières et engagements	—	—	7 122	—	7 122	(129)	6 993
	—	91	10 323	—	10 414	(198)	10 216

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2025							
Etape 3							
Prêts et avances aux clients	—	9	231	—	240	(34)	206
Garanties financières et engagements	—	—	216	—	216	(14)	202
	—	9	447	—	456	(48)	408

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2025							
POCI							
Prêts et avances aux clients	—	—	11	—	11	(1)	10
Garanties financières et engagements	—	—	112	—	112	(7)	105
	—	—	123	—	123	(8)	115

Les soldes POCI, d'un montant de 123 millions USD (2024 : 233 millions USD), sont inclus dans les soldes de la Phase 3, d'un montant de 456 millions USD (2024 : 547 millions USD).

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2024							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	18 656	4 419	2	—	23 077	—	23 077
Accords de prise en pension	95	12 017	—	—	12 112	—	12 112
Créances commerciales et autres créances	—	1 954	84	18	2 056	—	2 056
Prêts et avances aux banques	—	7 290	684	2	7 976	(3)	7 973
Prêts et avances aux clients	7 165	13 855	8 317	88	29 425	(90)	29 335
Titres d'investissement - dette	—	2 134	—	—	2 134	—	2 134
	25 916	41 669	9 087	108	76 780	(93)	76 687
Garanties financières et engagements	196	36 664	9 942	264	47 066	(132)	46 934
	26 112	78 333	19 029	372	123 846	(225)	123 621

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2024							
Etape 1							
Liquidités détenues auprès des banques centrales	18 656	4 419	2	—	23 077	—	23 077
Accords de prise en pension	95	12 017	—	—	12 112	—	12 112
Créances commerciales et autres créances	—	1 954	84	18	2 056	—	2 056
Prêts et avances aux banques	—	7 290	417	2	7 709	(2)	7 707
Prêts et avances aux clients	7 165	13 805	5 733	88	26 791	(17)	26 774
Titres d'investissement - dette	—	2 134	—	—	2 134	—	2 134
Garanties et engagements	196	36 423	5 847	264	42 730	(29)	42 701
	26 112	78 042	12 083	372	116 609	(48)	116 561

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2024							
Etape 2							
Prêts et avances aux banques	—	—	267	—	267	(1)	266
Prêts et avances aux clients	—	47	2 186	—	2 233	(41)	2 192
Garanties financières et engagements	—	241	3 949	—	4 190	(95)	4 095
	—	288	6 402	—	6 690	(137)	6 553

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2024							
Etape 3							
Prêts et avances aux clients	—	3	398	—	401	(32)	369
Garanties financières et engagements	—	—	146	—	146	(8)	138
	—	3	544	—	547	(40)	507

	AAA à AA Millions USD	A à BBB Millions USD	BB et inférieur Millions USD	Aucune notation Millions USD	Montant brut total Millions USD	ECL Millions USD	Exposition maximale Millions USD
31 décembre 2024							
POCI							
Prêts et avances aux clients	—	—	131	—	131	(3)	128
Garanties financières et engagements	—	—	102	—	102	(7)	95
	—	—	233	—	233	(10)	223

Garanties détenues et autres rehaussements de crédit

La Société détient des garanties ou d'autres rehaussements de crédit en contrepartie de son risque de crédit associé à certains de ses actifs et engagements financiers. Le tableau suivant présente, par catégorie d'actifs des instruments financiers, le montant qui représente le mieux l'exposition maximale de la Société au risque de crédit, ainsi qu'une quantification de la mesure dans laquelle les garanties et autres rehaussements de crédit limitent le risque de crédit du point de vue de la direction.

Actifs financiers susceptibles de dépréciation qui ne présentent pas de dépréciation de crédit à la date de clôture

	2025 Exposition maximale au risque de crédit Millions USD	2024 Exposition maximale au risque de crédit Millions USD
Espèces dans les banques centrales	23 923	23 077
Accords de prise en pension	24 259	12 112
Créances commerciales et autres créances	1 994	2 056
Prêts et avances aux banques	9 193	7 973
Prêts et avances aux clients	31 441	28 966
Titres de placement évalués à la FVOCI	2 318	2 134
	93 128	76 318
Garanties financières et engagements	58 148	46 796
	151 276	123 114

L'atténuation identifiable relative aux « Prêts et avances aux clients » comprend les sûretés (biens mobiliers et immobiliers ainsi que titres financiers) et les garanties financières.

L'atténuation identifiable relative aux « Garanties et engagements » comprend les garanties financières reçues.

Pour les prêts et les avances, la Société peut demander aux emprunteurs d'entreprises de fournir des garanties sous la forme d'une première charge sur l'immobilier, des frais flottants sur tous les actifs de la société et d'autres privilèges et garanties. En général, la Société met à jour, le cas échéant, l'évaluation des garanties constituées en contrepartie de tous les prêts accordés à des entreprises clientes, car elle accorde la priorité à la solvabilité globale du client. La valorisation des garanties pour ces prêts est mise à jour lorsqu'un prêt est mis sur une liste de surveillance pour un contrôle resserré. Pour les prêts à risque de crédit, la Société fait procéder à une évaluation des garanties (si nécessaire).

Les Créances commerciales et autres créances correspondent principalement à des créances sur les garanties constituées par la Société pour couvrir des passifs dérivés ou à d'autres créances à court terme résultant de règlements de transactions en cours. Le risque de crédit sur ces positions est atténué par l'ampleur de la position vendeur à découvert ou la valeur de la transaction sous-jacente sur une obligation non réglée.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers dépréciés et la valeur des garanties identifiées et des autres atténuateurs de crédit.

	Exposition maximale Millions USD	Garantie identifiable Millions USD	Autres atténuateurs de crédit Millions USD
31 décembre 2025			
Etape 3			
Prêts et avances aux clients	206	187	—
Garanties financières et engagements	202	—	—
	408	187	—
Actifs POCI			
Prêts et avances aux clients	10	10	—
Garanties financières et engagements	105	—	—
	115	10	—
31 décembre 2024			
Etape 3			
Prêts et avances aux clients	369	241	—
Garanties financières et engagements	138	—	—
	507	241	—
Actifs POCI			
Prêts et avances aux clients	128	127	—
Garanties financières et engagements	95	—	—
	223	127	—

Le montant des garanties identifiables incluses ci-dessus est limité à l'exposition totale aux prêts pour illustrer l'atténuation du risque de crédit de la Société sur ces positions à la fin de l'exercice. Les valeurs de garantie identifiables réelles peuvent dépasser l'exposition totale du prêt que la Société détient. Pour les prêts à risque de crédit, la Société fait procéder à une évaluation des garanties (si nécessaire).

Pour toutes les catégories d'actifs, lorsque l'atténuation du risque de crédit dépasse l'exposition maximale au risque de crédit, le solde d'atténuation du risque de crédit est limité à 100 % de l'exposition maximale au risque de crédit.

La Société n'a obtenu aucun actif financier ou non financier en prenant possession de garanties détenues à titre de garantie contre des prêts et des avances.

Instruments financiers évalués à la FVPL

	2025 Exposition maximale au risque de crédit Millions USD	2025 Atténuation identifiable Millions USD	2024 Exposition maximale au risque de crédit Millions USD	2024 Atténuation identifiable Millions USD
Accords de prise en pension	558	558	526	526
Actifs détenus à des fins de transactions	1 555	317	1 525	261
Instruments financiers dérivés	4 750	3 294	2 931	1 955
Prêts et avances aux banques	589	589	471	471
Prêts et avances aux clients	4 068	3 056	2 943	2 445
	11 520	7 814	8 396	5 658
Garanties financières et engagements	4 651	22	2 746	15
	16 171	7 836	11 142	5 673

Pour les Prêts et avances aux clients, la nature des garanties détenues est déjà abordée sous « Actifs financiers susceptibles de dépréciation mais qui ne présentent pas de dépréciation de crédit ».

Les actifs de négociation représentent principalement des positions négociées sur des prêts aux sociétés et d'autres obligations et titres. Certaines positions de prêt négociées sont garanties contre des biens immobiliers ou d'autres actifs, et la Société surveille la valeur de la garantie sous-jacente pour déterminer la juste valeur de la position.

La Société atténue le risque de crédit des produits dérivés et des accords de vente et de rachat inversés en concluant des conventions générales de compensation et en détenant des garanties sous forme de liquidités et de titres négociables.

La Société atténue l'exposition au risque de crédit pour certains prêts et engagements de prêt gérés sur la base de la juste valeur en achetant une protection de risque de crédit sous forme de dérivés de crédit. Au 31 décembre 2025, ces contrats de produits dérivés offraient une protection du capital nominal de 5 228 millions USD (2024 : 3 892 millions USD).

Concentrations de risque de crédit

La Société surveille la concentration du risque de crédit par secteur et par emplacement géographique. Une analyse des concentrations de risque de crédit provenant des prêts et des avances, des engagements de prêts et des garanties est présentée ci-dessous.

	Prêts et avances aux banques Millions USD	Prêts et avances aux clients Millions USD	Accords de prise en pension Millions USD	Instruments financiers de la dette à la FVOCI Millions USD	Garanties financières et engagements Millions USD
Au 31 décembre 2025					
Montant brut	9 784	35 839	24 817	2 318	—
Montant engagé / garanti	—	—	—	—	63 172
	9 784	35 839	24 817	2 318	63 172
Concentration du portefeuille par pays					
Autriche	24	105	—	—	1 078
Belgique	8	558	—	—	1 210
Danemark	—	447	—	—	2 016
France	711	3 459	5 782	87	12 946
Allemagne	2	2 076	—	—	9 189
Irlande	78	2 577	—	—	1 515
Italie	272	2 120	141	—	2 524
Jersey	—	607	—	—	257
Luxembourg	2	6 633	—	—	2 308
Pays-Bas	1	2 837	—	—	4 612
Norvège	67	11	—	—	894
Arabie Saoudite	622	891	—	—	665
Espagne	2	856	967	—	2 369
Suède	398	495	—	—	2 349
Suisse	—	1 432	—	—	3 469
Turquie	226	203	—	—	75
Emirats arabes unis (EAU)	380	522	—	—	364
RU	5 815	8 023	639	2 231	12 249
Etats-Unis	308	509	17 288	—	1 104
Autres	868	1 478	—	—	1 979
	9 784	35 839	24 817	2 318	63 172
Concentration du portefeuille par secteur					
Banques centrales	—	2	—	—	—
Gouvernements centraux	—	88	—	2 318	258
Sociétés non financières	—	16 456	—	—	43 796
Institutions de crédit	9 784	—	19 235	—	782
Autres sociétés financières	—	19 293	5 582	—	18 336
	9 784	35 839	24 817	2 318	63 172

	Prêts et avances aux banques Millions USD	Prêts et avances aux clients Millions USD	Accords de prise en pension Millions USD	Instruments financiers de la dette à la FVOCI Millions USD	Garanties financières et engagements Millions USD
Au 31 décembre 2024					
Montant brut	8 447	32 368	12 638	2 134	—
Montant engagé / garanti	—	—	—	—	49 812
	8 447	32 368	12 638	2 134	49 812
Concentration du portefeuille par pays					
Autriche	22	42	—	—	563
Belgique	3	229	—	—	1 079
Danemark	—	888	—	—	1 784
France	564	4 005	1 356	128	8 669
Allemagne	—	1 061	—	—	6 879
Irlande	94	2 624	95	—	1 142
Italie	259	1 723	277	—	2 027
Jersey	—	732	—	—	285
Luxembourg	—	5 141	—	—	1 834
Pays-Bas	—	1 613	—	—	4 522
Norvège	114	180	—	—	383
Arabie Saoudite	402	876	—	—	815
Espagne	2	839	1 136	—	2 053
Suède	387	501	—	—	2 096
Suisse	—	1 561	—	—	2 371
Turquie	267	197	—	—	17
Emirats arabes unis (EAU)	311	451	—	—	421
RU	5 182	7 691	—	2 006	10 485
Etats-Unis	167	415	9 774	—	482
Autres	673	1 599	—	—	1 905
	8 447	32 368	12 638	2 134	49 812
Concentration du portefeuille par secteur					
Banques centrales	—	—	—	—	—
Gouvernements centraux	—	58	—	2 134	320
Sociétés non financières	—	16 884	—	—	35 332
Institutions de crédit	8 447	—	11 741	—	1 088
Autres sociétés financières	—	15 426	897	—	13 072
	8 447	32 368	12 638	2 134	49 812

Etat dû passé des créances clients

Pour les créances clients (qui font partie du solde de Créances commerciales et autres créances), la Société calcule la provision pour pertes à l'aide d'une matrice de provisionnement, car le caractère à court terme de ces positions fait que le statut de créance en souffrance est le principal facteur déterminant dans le calcul des pertes (ajusté, le cas échéant, en fonction des informations prospectives disponibles). Au 31 décembre 2025, il n'y avait aucune créance client en souffrance (2024 : zéro).

Sûretés et garanties

Au 31 décembre 2025, la juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie que la Société était autorisée à utiliser, à vendre ou à réaffecter en garantie en l'absence de défaut de paiement s'élevait à 24 817 millions USD (2024 : 13 981 millions USD). La juste valeur réelle des actifs financiers acceptés en garanties qui ont été utilisés, vendus ou réaffectés en garantie s'élevait à 246 millions USD (2024 : 1 418 millions USD). La garantie obtenue se composait de trésorerie, des titres d'Etat et d'agences gouvernementales. La Société est tenue de restituer la trésorerie ou les titres équivalents, le cas échéant.

La garantie constituée est sous forme de liquidités. Au 31 décembre 2025, la Société avait fourni une garantie en espèces de 952 millions USD (2024 : 1 314 millions USD) au titre des engagements contractuels liés à ses positions de passif liés à des produits dérivés.

c. Risque opérationnel et risque de conformité

Le risque opérationnel est le risque de pertes résultant de processus internes inadéquats ou défectueux, des employés et des systèmes, ou d'événements extérieurs. La Société a mis en place un programme de gestion des risques opérationnels visant à anticiper et à évaluer ces risques, ainsi qu'à y faire face s'ils devaient se concrétiser.

Le risque de conformité est le risque de sanctions juridiques ou réglementaires, de pertes financières significatives ou de dommages à la réputation de la Société découlant d'un manquement de cette dernière vis-à-vis des lois, règles et réglementations en vigueur et des politiques et procédures internes. La Société ne tolère aucune violation des exigences législatives ou réglementaires. La Société a mis en place un programme de gestion des risques de conformité visant à anticiper et à évaluer ces risques, ainsi qu'à y faire face s'ils devaient se concrétiser.

Processus de conformité et de gestion des risques opérationnels

La Société s'engage à maintenir de solides pratiques de conformité et de gestion des risques opérationnels dans toutes les unités FLU et fonctions de contrôle. Les risques opérationnels et de conformité sont gérés dans un environnement réglementaire en constante évolution et complexe, et avec les produits, services et stratégies en constante évolution proposés par les FLU. La Société dispose d'un ensemble intégré de processus et de contrôles destinés à gérer les risques externes et internes, y compris des indicateurs et des processus de surveillance, de tests et d'évaluation des risques.

Les FLU et les fonctions de contrôle sont d'abord et avant tout responsables de la gestion de tous les aspects de leurs activités, y compris leur conformité et leur risque opérationnel. Les FLU et CF doivent comprendre leurs processus opérationnels ainsi que les risques et les contrôles qui y sont associés, y compris les dépendances vis-à-vis de tiers et les exigences réglementaires correspondantes ; ils doivent surveiller l'efficacité de l'environnement de contrôle et en rendre compte. Afin de surveiller et d'évaluer activement l'efficacité de leurs processus et contrôles, ils doivent mener des activités d'assurance qualité et identifier les problèmes et les risques afin de combler aux lacunes et de remédier aux faiblesses des contrôles. Les FLU et les fonctions de contrôle doivent également respecter les limites d'appétence pour le risque opérationnel afin d'atteindre les objectifs stratégiques, de planification des immobilisations et de la planification financière. Enfin, les FLU et les fonctions de contrôle sont tenues d'identifier, de gérer et de faire remonter proactivement les risques liés à la conformité et aux opérations dans l'ensemble de la Société.

d. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'incapacité à répondre aux besoins attendus et inattendus de flux de trésorerie et de garanties tout en continuant à aider les entreprises et les clients dans un certain nombre de contextes économiques.

Gestion du risque de liquidité

La politique de risque de liquidité de la Société (« LRP ») définit l'approche de gestion des liquidités de la Société, alignée sur les processus du groupe et adaptée à sa composition, à sa stratégie, à son profil d'activité, à sa tolérance au risque et aux exigences réglementaires. Elle est approuvée par le Conseil d'administration. Le MRC examine et recommande des limites d'appétit pour le risque à la BRC, qui à son tour examine et recommande au conseil d'administration pour approbation.

Chacune des FLU est responsable de la gestion du risque de liquidité dans la tolérance du risque de liquidité de la Société. Le service de gestion globale des risques (Global Risk Management, « GRM »), deuxième ligne de défense, assure une surveillance et une supervision indépendantes des activités de FLU, une vision indépendante du risque de liquidité des activités de FLU et évalue l'efficacité des processus de gestion du risque de liquidité de la Société.

GRM collabore avec le Trésor et les entreprises pour surveiller les besoins réels et prévisionnels en matière de liquidités et de financement en mettant l'accent sur l'utilisation limitée et les tendances. Tout changement dans le comportement des entreprises et des marchés peut nécessiter un changement dans la gestion des risques de liquidité.

La politique de risque de liquidité décrit en outre les rôles et les responsabilités en matière de risque de liquidité, y compris les exigences relatives aux limites de risque de liquidité, aux tests de stress, à l'analyse et à la production de rapports, ainsi qu'à la planification de la récupération et de la résolution.

Gouvernance du risque de liquidité

Le Conseil d'administration de BofA Europe assure la supervision du profil de risque de liquidité de la Société et, au moins une fois par an, approuve la Déclaration de tolérance au risque de la Société, qui définit le niveau de risque de liquidité que la Société peut assumer dans le cadre du Plan stratégique et de capital de la Société par le biais du Processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital de la Société (Internal Capital Adequacy Assessment Process, « ICAAP ») et du Processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités de la Société (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process, « ILAAP »). Le Conseil d'administration examine périodiquement les stratégies, politiques et procédures de gestion du risque de liquidité décrites dans la déclaration de tolérance au risque de la Société et le LRP.

Le BRC est responsable de la supervision du Cadre de gestion des risques de la Société, de la performance par rapport à la tolérance au risque et de l'identification, de la mesure, de la surveillance et du contrôle des principaux risques par le PDG de la Société, le CRO de la Société et la direction générale. Au moins une fois par trimestre, la direction rend compte sur le profil de risque de liquidité et la tolérance au risque de liquidité de la Société au BRC.

Le MRC assure la supervision de la gestion du risque de liquidité des activités de la Société. Le MRC est responsable de la gestion globale des risques, notamment d'une évaluation intégrée des risques, des bénéfices, du capital et des liquidités. Le suivi de la performance par rapport à la Déclaration d'appétit pour le risque de la Société est effectué de manière continue et signalé au MRC et au BRC de manière régulière. La performance est également communiquée régulièrement au Conseil.

Le service GRM est tenu de fixer des limites du risque de liquidité pour garantir que l'entité est gérée selon cette appétence au risque de liquidité. Les limites de risque de liquidité sont classées comme suit :

- Tolérance au risque approuvé par le Conseil d'administration
- Limites approuvées de l'appétit au niveau de la direction du MRC
- Appétence sans risque
- Indicateurs de risque

Les limites sont surveillées et signalées quotidiennement. Il existe un chemin hiérarchique clair vers la haute direction, l'ALCO, le MRC, BRC et le Conseil d'administration selon la catégorie de limites et le type de violation.

Rapports sur les risques de liquidité

Les rapports quotidiens sur la liquidité permettent une surveillance du risque de liquidité et une communication appropriée du risque, ce qui comprend des protocoles définis en cas de dépassement des limites et de survenue de risques et de problèmes. Des rapports réguliers sur le risque de liquidité sont envoyés au Conseil d'administration, au BRC et à la haute direction.

Les tableaux ci-dessous présentent les flux de trésorerie non actualisés des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, à l'exception des passifs détenus à des fins de transaction et des passifs financiers désignés à la juste valeur, pour lesquels la juste valeur a été indiquée, car cela correspond aux valeurs utilisées dans la gestion du risque de liquidité de ces instruments :

	Sur demande Millions USD	Moins de 3 mois Millions USD	Echéance entre 3 mois et 1 an Millions USD	Echéance entre 1 an et 5 ans Millions USD	Echéance après cinq ans Millions USD	Total Millions USD
Passifs financiers hors opérations de négociation au 31 décembre 2025						
Dépôts par des banques	909	4 978	576	22 010	—	28 473
Dépôts par des clients	25 875	7	1 780	23 858	2 291	53 811
Prise en pension	—	—	—	144	—	144
Dettes commerciales et autres dettes	1 622	—	—	—	—	1 622
Titres de créance	—	745	493	—	—	1 238
Passifs financiers désignés à la juste valeur	808	—	—	—	—	808
Passifs de location	—	—	24	54	21	99
	29 214	5 730	2 873	46 066	2 312	86 195
Garanties financières et engagements	63 172	—	—	—	—	63 172
	92 386	5 730	2 873	46 066	2 312	149 367
Passifs détenus à des fins de transaction						
Instruments financiers dérivés	5 898	—	—	—	—	5 898

	Sur demande Millions USD	Moins de 3 mois Millions USD	Echéance entre 3 mois et 1 an Millions USD	Echéance entre 1 an et 5 ans Millions USD	Echéance après cinq ans Millions USD	Total Millions USD
Dettes financières hormis à des fins de transaction au 31 décembre 2024						
Dépôts par des banques	614	4	—	15 125	—	15 743
Dépôts par des clients	24 874	—	679	18 455	2 000	46 008
Prise en pension	128	—	—	—	—	128
Dettes commerciales et autres dettes	1 565	—	—	—	—	1 565
Titres de créance	—	353	823	—	—	1 176
Passifs financiers désignés à la juste valeur	238	—	—	—	—	238
Passifs de location	—	—	22	50	20	92
	27 419	357	1 524	33 630	2 020	64 950
Garanties financières et engagements	49 812	—	—	—	—	49 812
	77 231	357	1 524	33 630	2 020	114 762
Passifs détenus à des fins de transaction						
Instruments financiers dérivés	3 809	—	—	—	—	3 809

La Société a inscrit toutes les dettes d'instruments financiers dérivés dans la catégorie « sur demande », afin de refléter la pratique courante sur le marché consistant à résilier de telles dettes à leur juste valeur sur demande d'un client, bien que de manière générale la Société ne soit pas contractuellement tenue de le faire. La Société considère peu probable qu'au cours de toute période donnée l'ensemble des passifs soit liquidé à court terme. La Société gère la liquidité de ces instruments en liquidant activement des positions d'actifs, afin d'assurer des flux de trésorerie correctement équilibrés. Les garanties, les engagements et les dettes financières désignées à leur juste valeur sont présentés sur la base de la date la plus précoce à laquelle ils peuvent être appelés. Tous les autres chiffres font apparaître les échéances contractuelles.

Pour l'analyse des échéances des actifs financiers, consultez les notes 18 à 21.

e. Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation est le risque qu'une perception négative de BofA Europe puisse avoir un impact significatif sur sa situation financière.

Bank of America Corporation (BAC), y compris ses filiales, gère le risque lié à la réputation au moyen de politiques et de contrôles établis dans ses processus opérationnels et de gestion du risque, afin d'atténuer ces risques en temps opportun, ainsi que par une surveillance proactive et l'identification des événements susceptibles d'entraîner un risque lié à la réputation.

Enfin, afin de garantir que le risque lié à la réputation soit atténué dans le cadre des activités commerciales courantes, le contrôle et la surveillance de ce risque sont intégrés au processus de gouvernance globale.

Compte tenu de la nature du risque lié à la réputation, BofA Europe, en accord avec BAC, ne fixe pas de limites quantitatives quant au niveau de risque acceptable. Grâce à sa gestion des risques, BofA Europe s'efforce de réduire au minimum tant la fréquence que l'impact des événements susceptibles de nuire à sa réputation.

Au niveau de Bank of America, le risque lié à la réputation est examiné par le Comité des risques d'entreprise de Bank of America (Bank of America Enterprise Risk Committee, « Bank of America ERC »), un comité du conseil d'administration qui rend compte au Conseil d'administration de Bank of America, ainsi que par le Comité de gestion des risques de Bank of America (Bank of America Management Risk Committee, « Bank of America MRC »), qui assure la supervision principale du risque lié à la réputation. En outre, les principaux risques liés à la réputation sont examinés par l'équipe GRM et le Conseil d'administration de Bank of America.

Les questions relatives au risque lié à la réputation concernant BofA Europe relèvent de la compétence du Comité d'escalade des activités EMEA (EMEA Business Escalation Committee), un sous-comité du Comité mondial d'escalade des activités, dont le mandat consiste notamment à examiner les questions relatives au risque lié à la réputation et à fournir des orientations et des approbations pour les activités présentant des niveaux de risque spécifiques ou élevés qui ont été soumises à son examen par d'autres cadres de contrôle ou secteurs d'activité existants.

Les questions qui doivent être soumises à l'examen du comité de surveillance compétent sont détaillées dans la Politique d'entreprise relative au risque lié à la réputation.

Les questions présentées au Comité d'escalade des activités EMEA comprennent des informations détaillées telles que la description du problème relatif au risque lié à la réputation, la juridiction géographique concernée, la raison de l'escalade et la décision prise par le Comité. Les questions liées à BofA Europe qui ont été soumises au comité sont également communiqués au MRC de BofA Europe.

Les notations du risque lié à la réputation sont communiquées au MRC de BofA Europe lors des réunions du comité ; en 2025, 8 réunions du MRC ont eu lieu. Les notations du risque sont présentées chaque trimestre lors des réunions du MRC de BofA Europe.

f. Risque stratégique

Le risque stratégique est le risque qui résulte de facteurs financiers existant ou prévus issus d'hypothèses erronées concernant des facteurs externes et/ou internes, de plans d'activité inadéquats (par exemple, trop agressifs, avec les mauvais axes prioritaires, ambigus), une mise en œuvre inefficace de la stratégie commerciale ou l'incapacité de répondre rapidement aux évolutions des environnements réglementaires, macroéconomiques ou concurrentiels dans les zones géographiques où la Société opère (comme des mesures de la concurrence, une évolution des préférences des clients, une obsolescence des produits et des évolutions technologiques).

La Société examine le risque stratégique dans le cadre de son appétence aux risques, au cours du processus de planification stratégique qui alimente les processus de planification du capital, des liquidités et financière tout au long de l'année. La Société évalue continuellement l'environnement interne et externe, y compris la perspective d'experts externes, ainsi que ses forces, faiblesses, opportunités et menaces.

La Société suit les performances par rapport au plan stratégique et analyse les progrès tout au long de l'année. La haute direction surveille en permanence les performances de l'entreprise tout au long de l'année avec plusieurs processus existants allant du suivi des performances financières et opérationnelles à la gestion du Plan de Rétablissement de la Société et à l'évaluation régulière des bénéfices et du profil de risque. La haute direction met à la disposition du Conseil d'administration des rapports sur les progrès réalisés dans la réalisation du plan stratégique, ainsi que sur le respect des échéanciers et des objectifs, et indique si des mesures supplémentaires ou différentes doivent être prises.

Le Conseil d'administration est chargé de superviser le processus de planification stratégique et la mise en œuvre par la direction du plan stratégique qui en résulte. Le plan stratégique est examiné et approuvé chaque année par le Conseil d'administration en tenant compte du plan d'immobilisations, du plan d'exploitation financière, des exigences de liquidité et de l'appétence au risque. Les actions stratégiques importantes, comme les actions relatives au capital, les acquisitions ou dessaisissements importants et les plans de reprise et de règlement sont examinés et approuvés par le Conseil d'administration de BAC, le cas échéant.

Des points réguliers sont prévus pour débattre des implications pour les risques stratégiques d'entreprises, de produits ou de services et d'autres initiatives stratégiques nouveaux, développés ou modifiés, et pour fournir un examen et une approbation formels, le cas échéant.

Le Conseil est également responsable de la supervision du processus de planification du capital. Le plan stratégique est examiné et approuvé chaque année par le Conseil d'administration en tenant compte du plan d'immobilisations, du plan d'exploitation financière et de l'appétence au risque.

GRM, l'audit d'entreprise et d'autres CF fournissent des informations, un défi et une supervision aux plans stratégiques, initiatives et plans d'investissement de première ligne de l'unité concernant la Société.

G. Gestion des risques de capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à en assurer un niveau suffisant et à le composer de manière à soutenir ses activités commerciales et à gérer le risque associé tant dans un contexte économique normal que dans des conditions difficiles.

Une position de capital solide est essentielle pour imposer une stratégie commerciale et rester compétitif. Ce qui est soutenu par son cadre de gestion du capital conçu pour s'assurer que la Société est dotée d'une capitalisation appropriée à tout moment et pour répondre aux situations suivantes :

- Exigences minimales de fonds propres réglementaires basées sur le risque (Pilier 1 du capital énoncé dans le Règlement (UE) n° 575/2013), Exigences supplémentaires de fonds propres du Pilier 2 définies par la BCE, ainsi que les exigences de tampon énoncées dans la Directive 2013/36/UE et le tampon O-SII défini par la BCE et la CBI. En outre, un tampon de capital interne supérieur à ceux prescrits dans la réglementation est également maintenu.
- BofA Europe détient 3,5 milliards USD de MREL et est également soumise aux exigences de capacité d'absorption des pertes totales (« TLAC »).
- Risques auxquels la Société est confrontée en procédant à un examen régulier des activités commerciales actuelles et à venir
- Réglementations à venir ayant une incidence sur la Société

Le cadre servant à gérer le capital dans la Société est étayé par des calculs et des rapports fréquents liés au capital, accompagnés de prévisions et de simulations de crise. Chaque étape du processus est soumise à des contrôles prédéfinis. Il s'agit de rapports hebdomadaires, mensuels et trimestriels, qui permettent une supervision suffisante afin d'assurer une gestion efficace de la position de capitaux propres dans les limites de l'appétence pour le risque de la Société. Des mécanismes d'alarme spécifiques entraînent la signalisation des problèmes. A la fin de l'exercice en cours et de l'exercice précédent, la Société dépassait les exigences en matière de capital externe.

h. Risque lié au climat et à l'environnement

Les risques liés au climat et à l'environnement se répartissent en deux grandes catégories, qui englobent toutes deux les sept principaux types de risques de la Société :

- *Risques physiques* : Risques liés aux impacts physiques du changement climatique et aux dépendances aux facteurs environnementaux physiques
- *Risques liés à la transition* : risques liés à la transition vers une économie plus durable (c'est-à-dire une économie à faible émission de carbone et des pratiques environnementales plus durables)

Les risques physiques du changement climatique, tels que la multiplication et l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, peuvent accroître les risques pour la Société, y compris le risque de crédit, en réduisant la capacité de remboursement des emprunteurs ou la valeur de leurs garanties, et le risque opérationnel, en ayant des répercussions négatives sur les installations, les employés, les clients ou les tiers de la Société. Les risques liés à la transition climatique peuvent amplifier les risques de crédit en raison des répercussions financières que peuvent avoir les changements de politique, de technologie ou de marché sur la Société ou ses contreparties. Des changements imprévus sur le marché peuvent entraîner des ajustements soudains des prix et donner lieu à un risque accru sur le marché.

La Société intègre les considérations relatives au risque lié au climat dans ses programmes existants de gestion des risques.

42. EVALUATION A LA JUSTE VALEUR

a) Modèles de valorisation

Conformément à la norme IFRS 13 - Mesure de la juste valeur, les instruments financiers transportés à leur juste valeur ont été classés dans une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux selon la priorité des intrants à la technique d'évaluation. La hiérarchie de la juste valeur accorde la priorité optimale aux prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1) et la plus faible priorité aux intrants inobservables (niveau 3).

Les instruments financiers sont considérés de niveau 1 lorsque leur évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques. Les instruments financiers de niveau 2 sont évalués à l'aide de prix cotés d'actifs ou de passifs similaires, de prix cotés sur des marchés non actifs ou de modèles utilisant des données observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pendant la quasi-totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs. Les instruments financiers sont considérés de niveau 3 lorsque leur évaluation est déterminée au moyen de modèles d'établissement des prix, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires, et qu'au moins une hypothèse ou une donnée importante du modèle d'évaluation n'est pas observable. La Société utilise l'exception de portefeuille et gère certains portefeuilles d'instruments financiers (p. ex., dérivés de gré à gré et certains passifs structurés) sur la base de l'exposition nette au risque ouvert et a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles en fonction de l'exposition nette au risque ouvert à la date de mesure. Lorsque c'est le cas, des ajustements d'évaluation (par ex., ajustement de l'offre-demande ou ajustements du risque de crédit qui reflètent la mesure sur la base de l'exposition nette) peuvent être nécessaires pour refléter le coût de sortie d'une position de risque ouvert net de taille de marché supérieure à la normale. En 2025, aucune modification significative n'a été apportée aux méthodes ou techniques d'évaluation susceptibles d'avoir eu, ou de devoir avoir, un impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

i) Actifs de négociation et passifs de négociation

La juste valeur des actifs et des passifs des comptes détenus à des fins de négociation repose essentiellement sur des marchés actifs, où les prix sont fondés sur des cours directs ou sur l'observation de transactions. La liquidité constitue un facteur important dans la détermination de la juste valeur des actifs et passifs des comptes détenus à des fins de transaction et des titres DAV. Au sein de marchés moins liquides, les cours du marché sont susceptibles de ne pas être facilement disponibles. Certains instruments sont évalués selon une approche fondée sur la valeur de l'actif net, qui tient compte de la valeur des actifs et passifs sous-jacents. Dans ces cas de figure, la juste valeur est déterminée en fonction d'une quantité limitée de données de marché disponibles, ainsi que d'autres facteurs, principalement l'analyse des états financiers de l'émetteur et des modifications de notes de crédit attribuées par une ou plusieurs agences de notation.

ii) Instruments financiers dérivés

La juste valeur des actifs et des passifs dérivés négociés sur le marché de gré à gré est déterminée à l'aide de modèles quantitatifs qui utilisent de nombreuses données de marché, notamment les taux d'intérêt, les cours et les indices, afin de générer des courbes de rendement continu ou de cours et des facteurs de volatilité, lesquels sont utilisés afin d'évaluer la position. La majeure partie des données de marché sont activement cotées et peuvent être confirmées par des sources externes, notamment des courtiers, des opérations du marché et des services tiers d'évaluation. Lorsque la Société fait appel à des services tiers d'évaluation, elle vérifie les méthodes et les hypothèses retenues. Le risque d'estimation est plus grand pour les positions sur des dérivés actifs et passifs qui mettent en œuvre des options ou qui sont dénouées à plus long terme, lorsque des données de marché observables ne sont pas facilement disponibles ou qu'il n'y a pas de données non observables, auquel cas il est fait appel à des méthodes d'extrapolations quantitatives de scénarios de taux, de cours ou d'index afin de déterminer les justes valeurs. La juste valeur des actifs et des passifs dérivés intègre, si nécessaire, des correctifs au titre de la liquidité du marché, de la qualité du crédit de la contrepartie et d'autres facteurs propres à la transaction. Les actifs et passifs dérivés considérés comme de niveau 3 concernent les swaps de taux d'intérêt et les swaps de défaut de crédit.

En outre, la Société intègre dans son évaluation de la juste valeur des instruments dérivés négociés de gré à gré un correctif d'évaluation afin de tenir compte du risque de crédit lié à la position nette. Les positions sont compensées par celles de la contrepartie, et la juste valeur des positions nettes acheteurs est ajustée en fonction du risque de contrepartie alors que la juste valeur des positions nettes vendeurs est ajustée en fonction. La Société intègre les ajustements de l'évaluation du financement à ses estimations de la juste valeur de sorte à intégrer les coûts de financement des dérivés non garantis et des dérivés pour lesquels la Société n'est pas autorisée à utiliser les biens qu'elle reçoit en garantie. Une estimation de l'importance des pertes, qui repose principalement sur les données de marché, est également faite aux fins de déterminer la juste valeur.

iii) Accords de prise en pension

La juste valeur de certains accords de revente est estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisé qui intègre des données telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt. Les accords de revente qui sont mesurés à la juste valeur sont généralement classés au niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur.

*iv) Titres de placement***1. Titres de créance à la FVOCI**

La juste valeur des titres de créance évalués à la FVOCI repose à la fois sur des marchés actifs, où les prix s'appuient sur des cotations directes ou des transactions observées, et sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs, mais dont l'évaluation s'appuie sur des cours cotés, des cotations de courtiers ou d'autres sources de valorisation étayées par des données observables. Les investissements dont la valeur repose sur des cours cotés sur des marchés actifs, et qui sont donc classés au Niveau 1, y compris les bons du Trésor du gouvernement américain et certaines obligations souveraines non américaines. La Société n'ajuste pas le prix coté pour ces instruments.

2. Autres placements

La juste valeur des autres investissements est déterminée à l'aide de modèles quantitatifs qui nécessitent l'utilisation de techniques d'évaluation. Etant donné que ces titres ne sont pas activement négociés, ou lorsque les prix cotés sont disponibles, la Société utilise plusieurs approches de marché pour évaluer ces investissements. Par exemple, des multiples de négociation comparables et des flux de trésorerie actualisés sont utilisés pour arriver à l'évaluation de ces positions. Les comparables peuvent être utilisés pour estimer certaines des entrées non observables, qui sont ensuite incorporées dans un modèle de flux de trésorerie actualisé. La direction détermine les sociétés publiques comparables et calcule un multiple de négociation pour chacune d'entre elles à l'aide d'autres données observables. Le multiple de négociation est ensuite ajusté pour tenir compte de facteurs tels que l'illiquidité et les différences entre les sociétés comparables, en fonction des faits et circonstances propres à la Société. Dans la mesure du possible, la direction corrobore la juste valeur avec les observations des transactions de marché des mêmes instruments sous-jacents entre les parties informées et disposées dans les transactions de pleine concurrence.

v) Passifs financiers désignés comme évalués à la FVTPL

La juste valeur des passifs financiers désignés comme évalués à la FVTPL s'appuie principalement sur des marchés actifs, où les prix sont déterminés soit par des cotations directes, soit par l'observation de transactions.

vi) Prêts et engagements de prêt

La juste valeur des prêts et des engagements de prêt est fondée sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, ou sur les flux de trésorerie actualisés calculés à partir des écarts de taux du marché concernant des titres d'emprunt ou des dérivés de crédit de l'emprunteur considéré ou d'emprunteurs comparables. Les résultats des calculs des flux de trésorerie actualisés peuvent être ajustés au besoin de façon à tenir compte d'autres conditions de marché ou du risque de crédit perçu de l'emprunteur.

b) Cadre d'évaluation

Conformément au principe d'utilisation prudente des estimations et du jugement de la direction pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs, la Société a mis en place divers processus et contrôles, notamment :

- Une politique de validation des modèles qui impose l'examen et l'approbation des modèles quantitatifs utilisés pour la tarification des opérations, la détermination de la juste valeur dans les états financiers et la quantification des risques ;
- Une politique d'évaluation des produits négociés qui impose la vérification de toutes les évaluations de ces produits ; et
- Un examen périodique et une justification des rapports quotidiens sur les profits et pertes pour tous les produits négociés.

La Société s'appuie principalement sur des contrôles de validation et utilise à la fois les données fournies par les courtiers et celles issues des services de tarification, lesquelles peuvent inclure et incluent effectivement des valeurs observables sur le marché ainsi que des valeurs modélisées en interne et/ou des données d'évaluation. La confiance que la Société accorde à ces informations dépend de sa compréhension de la manière dont le courtier et/ou le service de cotation élabore ses données ; ainsi, elle accorde davantage de confiance aux données directement observables et moins de confiance à celles issues de leurs propres modèles internes. Par exemple, les cotations des courtiers sur des marchés moins actifs peuvent n'être qu'indicatives et donc moins fiables. Ces processus et contrôles sont mis en œuvre indépendamment de l'activité opérationnelle.

c) Instruments financiers évalués à la juste valeur – Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des instruments financiers détenus à la juste valeur, répartis selon les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Evaluation à la juste valeur au 31 décembre 2025

	Niveau 1 Millions USD	Niveau 2 Millions USD	Niveau 3 Millions USD	Total Millions USD
Accords de prise en pension	—	558	—	558
Actifs détenus à des fins de transactions	—	981	574	1 555
Instruments financiers dérivés	—	4 687	63	4 750
Prêts et avances aux clients	—	3 825	243	4 068
Prêts et avances aux banques	589	—	—	589
Titres de placement	235	2 083	73	2 391
Total des actifs	824	12 134	953	13 911
Instruments financiers dérivés	—	5 858	40	5 898
Passifs financiers désignés à la juste valeur	—	787	21	808
Autres passifs	—	2	1	3
Total des passifs	—	6 647	62	6 709

Evaluation des justes valeurs au 31 décembre 2024

	Niveau 1 Millions USD	Niveau 2 Millions USD	Niveau 3 Millions USD	Total Millions USD
Accords de prise en pension	—	526	—	526
Actifs détenus à des fins de transactions	—	1 012	513	1 525
Instruments financiers dérivés	—	2 822	109	2 931
Prêts et avances aux clients	—	2 703	240	2 943
Prêts et avances aux banques	—	471	—	471
Titres de placement	128	2 006	73	2 207
Total des actifs	128	9 540	935	10 603
Instruments financiers dérivés	—	3 721	88	3 809
Passifs financiers désignés à la juste valeur	—	210	28	238
Autres passifs	—	2	—	2
Total des passifs	—	3 933	116	4 049

Le montant que la Banque serait contractuellement tenue de payer au titre des passifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur à l'échéance est supérieur de 4 854 millions USD à leur valeur comptable (2024 : 2 708 millions USD).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont évalués sur une base trimestrielle, et la méthode utilisée pour déterminer le montant des transferts est la même, qu'il s'agisse de transferts entrants ou sortants.

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur s'expliquent principalement par des changements dans la possibilité d'observer les données d'évaluation et dans la transparence des prix.

d) Evaluation de la juste valeur de Niveau 3

Les contrats dérivés de niveau 3 concernent principalement des produits dérivés sur taux d'intérêt et indexés sur l'inflation datés de longue date et/ou intégrant des données de valorisation de modèle non observables (par exemple, une corrélation non observable).

Les actifs de négociation de niveau 3 concernent principalement des prêts dont les données de valorisation ne sont pas observables.

Les informations de niveau 3 concernent les instruments financiers par modèle présentant des informations de modèle non observables et ayant un impact global important sur la juste valeur des instruments financiers. Cela est vrai, indépendamment du fait que l'instrument financier soit considéré comme un titre de liquidité, un produit titrisé ou un produit dérivé structuré.

La classification au niveau 3 est le résultat d'un échec à être classé au niveau 1 ou 2. Notez certains points essentiels relatifs à l'utilisation des informations de niveau 3 aux fins d'estimation de la juste valeur :

- Les informations non observables peuvent uniquement être utilisées en l'absence de données de marché observables et fiables.
- Si des informations non observables sont utilisées, elles doivent prendre en compte les hypothèses que les acteurs du marché utiliseraient en calculant le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses de risque. Si les propres données de la Société sont utilisées pour établir des informations non observables, cela doit être ajusté si les informations raisonnablement disponibles indiquent que d'autres acteurs du marché utiliseraient des données différentes.

• Les hypothèses de risque comprennent le risque ou l'incertitude inhérent(e) à un modèle de valorisation particulier utilisé pour estimer la juste valeur, ainsi que les informations utilisées par le modèle de valorisation. Une estimation de juste valeur produite à partir d'un modèle de valorisation doit être ajustée pour ces risques si un acteur du marché le ferait pour son calcul de prix portant sur un actif ou un passif. Les actifs et les passifs financiers dont les valeurs sont fondées sur des techniques de prix ou d'évaluation, qui requièrent des données à la fois non observables et significatives dans la mesure globale de la juste valeur, sont classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

i) Rapprochement

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les instruments financiers de niveau 3 mesurés à la juste valeur. Au 31 décembre 2025, les actifs de Niveau 3 s'élevaient à 953 millions USD (2024 : 935 millions USD) et représentaient 7 % (2024 : 9 %) des actifs évalués à la juste valeur. Au 31 décembre 2025, les passifs de Niveau 3 s'élevaient à 61 millions USD au et représentaient 1 % (2024 : 116 millions USD, soit 3 %) des passifs évalués à la juste valeur.

	Actifs détenus à des fins de transactions	Dérivés actifs	Prêts et avances aux clients	Titres de placement	Passifs dérivés	Passifs financiers désignés à la juste valeur	Total
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Solde au 1^{er} janvier 2025	513	109	240	73	(88)	(28)	819
Total des gains/(pertes) comptabilisés dans le compte de résultat ⁽¹⁾	192	(6)	4	—	8	7	205
Achats	929	—	—	—	—	—	929
Ventes	(657)	—	—	—	—	—	(657)
Emissions	36	—	23	—	—	—	59
Règlements	(477)	(13)	(67)	—	13	—	(544)
Transfert en Niveau 3	181	1	43	—	(1)	—	224
Transfert en dehors du Niveau 3	(143)	(28)	—	—	28	—	(143)
Solde au 31 décembre 2025	574	63	243	73	(40)	(21)	892
Gains/(pertes) non réalisés	55	(6)	4	—	8	7	68

¹Comprend les gains (pertes) déclarés dans Gains nets liés aux opérations de négociation et provenant d'autres instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat. (Note 6) :

Les transferts vers le niveau 2 depuis le niveau 3 au cours de l'exercice étaient attribuables au manque de données observables sur les prix du marché après l'achat. Les transferts en dehors du niveau 3 vers le niveau 2 au cours de l'exercice étaient attribuables à une plus grande disponibilité de données observables sur les prix des positions sous-jacentes.

	Actifs détenus à des fins de transactions	Dérivés actifs	Prêts et avances aux clients	Titres de placement	Passifs dérivés	Passifs financiers désignés à la juste valeur	Total
	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD	Millions USD
Solde au 1^{er} janvier 2024	479	188	235	47	(172)	(5)	772
Total des gains/(pertes) comptabilisés au compte de résultat	47	(22)	—	48	29	(22)	80
Achats	321	1	—	—	(1)	—	321
Ventes	(183)	—	—	(22)	—	—	(205)
Emissions	27	—	9	—	—	—	36
Règlements	(293)	(58)	(4)	—	56	—	(299)
Transfert en niveau 3	168	—	—	—	—	—	168
Transfert en dehors du niveau 3	(39)	—	—	—	—	(1)	(40)
Transferts entre entreprises	(14)	—	—	—	—	—	(14)
Solde au 31 décembre 2024	513	109	240	73	(88)	(28)	819
(Pertes)/Gains latents	(23)	(22)	—	40	30	(22)	3

ii) Entrées non observables utilisées pour mesurer la juste valeur

31 décembre 2025							
Compensation	Technique d'évaluation	Informations significatives non observables	Unité	Fourchettes des données	Moyenne pondérée des données	Actifs à juste valeur Millions USD	Passifs à juste valeur Millions USD
Actifs détenus à des fins de transaction adossés à des actifs immobiliers commerciaux	Flux de trésorerie actualisés	Rendement Prix	% \$	0 % à 5 % 0 USD à 100 USD	2 % \$ 42	140	(8)
Prêts et avances aux clients et Actifs détenus à des fins de transaction – prêts commerciaux	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravité de la perte Prix	% % % % \$	4 % à 24 % 20 % 2 % 30 % 0 USD à 137 USD	13 % s.o. s.o. s.o. \$ 67	677	(14)
Actions (classées dans les titres de placement)	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Prix Rendement Durée de vie moyenne pondérée, taux fixe Durée de vie moyenne pondérée, taux variable Ecart ajusté en fonction des options, taux fixe Ecart ajusté en fonction des options, taux variable	% % % % \$	10 USD à 95 USD 8 % à 11 % 0 à 14 ans 0 à 11 ans 7 % à 14 % 9 % à 15 %	\$ 84 9 % 6 ans 4 ans 9 % 12 %	73	
Instruments financiers dérivés (produits dérivés de taux d'intérêt)	Tarification des dérivés standard de l'industrie	Corrélation (IR/IR) Corrélation (FX/IR) Taux d'inflation à long terme Volatilités d'inflation à long terme Volatilités des taux d'intérêt	% % % % %	(35) % à 70 % (5) % à 58 % (1) % à 20 % 5 % (1) % à 1 %	45 % 26 % 2 % n/a 0 %	46	(38)
Instruments financiers dérivés (produits dérivés de matières premières)	Flux de trésorerie actualisés	Prix à terme du gaz naturel Volatilité des matières premières Prix à terme de l'électricité	Points % %	2 USD/MMBtu à 6 USD/MMBtu 49 % à 53 % 29 % à 134 %	3 USD/MMBtu 1 1	2	(2)
Instruments financiers dérivés (produits dérivés de crédit)	Comparaison avec le marché, flux de trésorerie actualisés, modèle stochastique de corrélation de la valeur de récupération	Ecart de crédit Taux par défaut Corrélation de crédit Prix	Points % % \$	5 à 245 bps 2 % CDR 40 % à 74 % 0 USD à 111 USD	36 bps s.o. 67 % \$ 106	15	

31 décembre 2024

Compensation	Technique d'évaluation	Informations significatives non observables	Unité	Fourchettes des données	Moyenne pondérée des données	Actifs à juste valeur Millions USD	Passifs à juste valeur Millions USD
Actifs détenus à des fins de transaction adossés à des actifs immobiliers commerciaux	Flux de trésorerie actualisés	Rendement Prix	% \$	1 % 0 USD à 103 USD	s.o. 84 %	183	—
Prêts, avances et prêts négociés – Prêts commerciaux	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Rendement Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Gravité de la perte Prix	% % % %	4 % à 37 % — — —	— s.o. s.o. s.o.	570	(28)
Actions (titres de placement)	Actualisation des flux de trésorerie, éléments comparables de marché	Prix Rendement Durée de vie moyenne pondérée, taux fixe Durée de vie moyenne pondérée, taux variable Ecart ajusté en fonction des options, taux fixe Ecart ajusté en fonction des options, taux variable	% % % % \$	10 USD à 95 USD 8 % à 11 % 0 à 13 ans 0 à 12 ans 7 % à 14 % 9 % à 15 %	M\$ 86 9 % 6 ans 3 ans 9 % 11 %	73	
Instruments financiers dérivés (produits dérivés de taux d'intérêt)	Tarification des dérivés standard de l'industrie	Corrélation (IR/IR) Corrélation (FX/IR) Taux d'inflation à long terme Volatilités d'inflation à long terme Volatilités des taux d'intérêt	% % % % %	(35) % à 70 % (25) % à 58 % (1) % à 21 % 0 % à 5 % (1) % à 1 %	50 % 27 % 3 % 3 % 0 %	72	(62)
Instruments financiers dérivés (produits dérivés de crédit)	Flux de trésorerie actualisés, modèle de corrélation de récupération aléatoire	Ecart de crédit Taux de remboursement anticipé Taux par défaut Corrélation de crédit Prix	Points % % % \$	3 à 298 bps 15 % CPR 2 % CDR 29 % à 63 % 0 USD à 99 USD	63 bps s.o. s.o. 49 % \$ 94	37	(29)

Le tableau ci-dessus fournit des informations sur les techniques de valorisation, les informations significatives et non observables et leurs fourchettes et moyennes pour chaque grande catégorie d'actifs et de passifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente avec un solde de niveau 3.

Le niveau d'agrégation et la gamme de produits fait que l'ensemble d'informations utilisées est large et n'est pas distribué de façon équilibrée dans l'inventaire. En outre, la fourchette d'informations non observables peut varier d'une entreprise à l'autre dans le secteur des services financiers en raison de la diversité des types de produits inclus dans l'inventaire de chaque société. Les fourchettes calculées sont au niveau du groupe BAC. La Société se trouve dans ces plages ou dans ces plages.

La Société adopte plusieurs approches du marché pour évaluer certains instruments financiers de son niveau 3. Par exemple, les éléments comparables de marché et l’actualisation des flux de trésorerie sont utilisés ensemble. Pour un produit donné, comme les titres de créance émis par le secteur privé, les éléments comparables de marché peuvent servir à estimer certaines données non observables. Ces données sont alors incorporées dans un modèle d’actualisation des flux de trésorerie. Par conséquent, les soldes divulgués englobent ces deux techniques.

Prêts et titres

Pour les instruments appuyés sur des actifs d’immobilier résidentiel, des actifs d’immobilier commercial, des prêts commerciaux, des titres de créance et autres, une nette hausse des rendements de marché, des taux de défaut, de la gravité ou de la durée des pertes se traduirait par une juste valeur nettement inférieure pour les positions longues (acheteuses). Les positions courtes (vendeuses) se verraient affectées de façon contraire. Les variations des taux de remboursement anticipé auraient des incidences différentes en fonction de l’ancienneté de l’instrument. Pour les obligations structurées adossées à des prêts, cet impact dépendrait des remboursements anticipés et de leur capacité de réinvestissement.

Pour les instruments appuyés sur des actifs d’immobilier commercial, une forte hausse des prix des actifs immobiliers se solderait par une juste valeur nettement supérieure.

Actifs et passifs dérivés

Pour les dérivés de crédit, une forte hausse du rendement de marché, des points anticipés (par exemple, un seul paiement anticipé effectué par un acheteur de protection initialement), des spreads de crédit, des taux de paiement ou des gravités de perte se solderaient par une juste valeur nettement inférieure pour les vendeurs de protection et une juste valeur nettement supérieure pour les acheteurs de protection. Les variations des taux de remboursement anticipé auraient des incidences différentes en fonction de l’ancienneté de l’instrument.

Pour les dérivés de taux d’intérêt, une variation importante des taux à long terme, de la volatilité et des données de corrélation (par exemple, le degré de corrélation entre un titre de participation et un indice, entre deux marchandises, entre deux taux d’intérêt, ou entre des taux d’intérêt et des taux de change) se solderait par une incidence importante sur la juste valeur. Cependant, l’ampleur et l’orientation de cette incidence dépendent de l’exposition longue ou courte de la Société.

iii) Analyse de la sensibilité des données non observables

Bien que la valeur des instruments financiers dépende de données non observables, le niveau précis de ces paramètres à la date du bilan peut être déterminé grâce à un ensemble d’options possibles raisonnables. Les niveaux appropriés de ces données sont choisis de telle sorte qu’ils soient cohérents avec les conditions de marché et conformes avec les politiques de contrôle de valorisation de la Société. Si la Société avait évalué les instruments financiers concernés en utilisant des valeurs de données tirées des extrêmes des fourchettes des alternatives raisonnablement possibles, elle aurait pu, à la clôture de l’exercice, augmenter la juste valeur de 161 millions USD (2024 : 167 millions USD) ou la diminuer de 256 millions USD (2024 : 372 millions USD), ce qui aurait pu avoir un impact sur le compte de résultat plutôt que sur les provisions.

Cette information vise à illustrer l’impact potentiel de la relative incertitude de la juste valeur des instruments financiers, dont la valorisation dépend de données non observables et ne constitue un élément ni prédictif, ni indicatif des mouvements futurs de la juste valeur. En outre, il est peu probable en pratique que tous les paramètres non observables se situent simultanément aux extrêmes des fourchettes des options possibles raisonnables.

e) Bénéfice du jour un

Le montant ci-dessous, qui n’a pas encore été comptabilisé dans le compte de résultat, correspond à la différence entre la juste valeur au moment de la comptabilisation (c.-à-d., le prix de transaction) et le montant qui aurait été obtenu si les techniques de valorisation utilisées pour l’évaluation ultérieure avaient été appliquées lors de la comptabilisation initiale, moins les résultats ultérieurs. La répartition est la suivante :

	2025 Millions USD	2024 Millions USD
Au 1 ^{er} janvier	3	3
Le bénéfice du premier jour sur les nouvelles transactions n’est pas comptabilisé dans le compte de résultat	2	3
Règlements / décapitalisations	(3)	(3)
Au 31 décembre	2	3

f) Actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Ce qui suit résume la juste valeur des actifs et des passifs financiers de la Société qui sont comptabilisés au coût amorti.

Selon la hiérarchie de la juste valeur, les liquidités détenues dans les banques centrales sont classées au niveau 1.

Les valeurs comptables de certains instruments financiers, tels que Titres de créances, Dépôts des banques et des clients (à l'exclusion de Dettes subordonnées), Accords de prise en pension et Accords de mise en pension, Créances commerciales et autres créances/Dettes commerciales et autres dettes, ainsi que Autres actifs/Autres passifs sont toutes de nature à court terme. En raison de leur courte durée, l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt ou au risque de crédit est minime. Par conséquent, la valeur comptable (qui reflète le coût amorti) constitue une approximation raisonnable de la juste valeur. Bien qu'il existe certains dépôts à long terme, la valeur comptable correspond approximativement à la juste valeur en raison de la nature à taux variable de ces instruments.

Les prêts et avances aux banques et aux clients détenus au coût amorti sont classés au niveau 2 et ont une juste valeur de 40 504 millions USD (2024 : 37 134 millions USD).

Les Dettes subordonnées, évaluées au coût amorti, sont classées au niveau 2 et ont une juste valeur de 5 696 millions USD (2024 : 5 689 millions USD).

43. TRANSACTIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Comme indiqué dans la note 1, la Société a choisi de se prévaloir de l'exemption prévue par la norme FRS 101 pour satisfaire aux exigences de la norme IAS 24 - Information relative aux parties liées, en ce qui concerne les informations sur les transactions entre parties liées conclues entre deux ou plusieurs membres à part entière d'un groupe.

La direction considère que les principaux dirigeants sont représentés par le Conseil d'administration de la Société. Les informations relatives à la rémunération des administrateurs sont fournies dans la note 11.

44. EVENEMENTS SURVENUS APRES LA DATE DU RAPPORT

Aucun événement significatif susceptible de nécessiter un ajustement ou la communication d'informations complémentaires dans les états financiers ne s'est produit entre le 31 décembre 2025 et la date d'approbation de ces états financiers par le Conseil d'administration.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège de la succursale, Bank of America Europe DAC Succursale en France / Paris Branch 51 Rue La Boetie, 75008 Paris, France.